OFF
A11E8
G3/
Ex. 2

ÉE

N° 15
3287

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 15 avril 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois qu'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, April 15, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
30 MAI
DU

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et au deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Ahuntsic Trucking (Réal Ferraris) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Ferraris, Réal Ferraris, tous deux commerçants, et Colette Ferraris, ménagère, épouse dudit Réal Ferraris, tous trois de 9720, Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Ahuntsic Trucking (Réal Ferraris) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9720, rue Chambord, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717371

Ambassador Condominium Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michael Vineberg, avocat, 3479, rue Stanley, Lorraine McLoed, épouse de Peter Steiner, 218, Berlioz, Suzanne Desjardins, épouse de Keath Hamilton, 6001, 23e avenue, Janet Brovender, 3434, rue Stanley, tous quatre de Montréal, Catherine Watters, 4200, rue Sir George Simpson, Lachine, et Lynda Titus, 350, Lakeshore Drive, Dorval, ces trois dernières filles majeures, ces cinq dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Ambassador Condominium Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions catégorie « A » de $1 chacune, 500 actions catégorie « B » de $1 chacune et 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1865, route Trans-Canadienne, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 717220

Les aménagements Ponsard ltée
Ponsard Developments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Letters Patent

Ahuntsic Trucking (Réal Ferraris) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Ferraris, Réal Ferraris, both dealers, and Colette Ferraris, housewife, wife of the said Réal Ferraris, all three of 9720 Chambord, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Ahuntsic Trucking (Réal Ferraris) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9720 Chambord Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717371

Ambassador Condominium Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Vineberg, advocate, 3479 Stanley Street, Lorraine McLeod, wife of Peter Steiner, 218 Berlioz, Suzanne Desjardins, wife of Keath Hamilton, 6001, 23rd Avenue, Janet Brovender, 3434 Stanley Street, all four of Montreal, Catherine Watters, 4200 Sir George Simpson Street, Lachine, and Lynda Titus, 350 Lakeshore Drive, Dorval, the latter three spinsters, the latter five secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Ambassador Condominium Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 class "A" shares of $1 each, 500 class "B" shares of $1 each and 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1865 Trans Canada Highway, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 717220

Les aménagements Ponsard ltée
Ponsard Developments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister

patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, côte St-Luc, Robert Lefcort, 2555, avenue Benny, tous deux de Montréal, et Leonard W. Flanz, 5750, avenue Trinity, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aménagement d'immeubles, sous le nom de « Les aménagements Ponsard ltée — Ponsard Developments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1253, avenue McGill College, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716965

Ameublement Jean-Louis Turgeon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Richard Nadeau, 10795, Esplanade, Pierre Donati, 5827, Clanranald, et Richard Lassonde, 3330, Ridgewood, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Jean-Louis Turgeon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1657, rue Laurier est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716330

Arcade Marine Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Roussel, technicien en urbanisme, Micheline Boucher, ménagère, épouse dudit Jean Roussel, tous deux de 44, de Gaspésie, Candiac, et Roger Roussel, professeur, 305, St-Charles ouest, app. 511, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer des bateaux, navires, vaisseaux et autres véhicules navigables, en faire le commerce, sous le nom de « Arcade Marine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 44, rue de Gaspésie, Candiac, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720020

of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, both of Montreal, and Leonard W. Flanz, 5750 Trinity Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate developers, under the name of "Les aménagements Ponsard ltée — Ponsard Developments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1253 McGill College Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716965

Ameublement Jean-Louis Turgeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Nadeau, 10795 Esplanade, Pierre Donati, 5827 Clanranald, and Richard Lassonde, 3330 Ridgewood, all three lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture of all kinds, under the name of "Ameublement Jean-Louis Turgeon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1657 Laurier Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716330

Arcade Marine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Roussel, town-planning technician, Micheline Boucher, housewife, wife of the said Jean Roussel, both of 44 de Gaspésie, Candiac, and Roger Roussel, teacher, 305 St. Charles West, Apt. 511, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in boats, ships, vessels and other navigable vehicles, under the name of "Arcade Marine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 44 de Gaspésie Street, Candiac, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720020

Arielle Fashions Inc.
Les modes Arielle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, Leslie I. Notkin, 3742, Le Boulevard, Westmount, et Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Arielle Fashions Inc.— Les modes Arielle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717412

Arielle Fashions Inc.
Les modes Arielle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, Leslie I. Notkin, 3742 The Boulevard, Westmount, and Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of every description, under the name of "Arielle Fashions Inc.— Les modes Arielle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717412

The « Aristocrat » Clothing Company Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: John Kontosthenos, 7039, Durocher, app. 6, George Tzinis, 7039, Durocher, app. 2, tous deux hommes d'affaires, de Montréal, et Joel Weitzman, avocat, 5501, Adalbert, app. 901, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter la confection et le commerce d'une chemiserie, y compris toutes sortes d'articles vestimentaires pour hommes et femmes, sous le nom de « The « Aristocrat » Clothing Company Ltd. », avec un capital total de $35,000, divisé en 34,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5044, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717030

The "Aristocrat Clothing" Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Kontosthenos, 7039 Durocher, #6, Georges Tzinis, 7039 Durocher, #2, both businessmen, of Montreal, and Joel Weitzman, advocate, 5501 Adalbert, #901, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in the real of shirt making and all kinds of men and women apparel, under the name of "The "Aristocrat" Clothing Company Ltd.", with a total capital stock of $35,000, divided into 34,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5044 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717030

Association cinématographique Joliette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Venne, gérant, Réjeanne Angers, aide-infirmière, épouse dudit Marcel Venne, tous deux de 4290, de Lorimier, Montréal, et Pierre Venne, technicien en électronique, 2285, Papineau, Longueuil, pour les objets suivants:

Administrer, exploiter, vendre, aliéner et mettre en valeur des biens, meubles et immeubles, théâtres, théâtres de vues animées, cinémas, salles de vaudeville, de représentations cinématographiques, studios privés et publics, pour projection de films, sous le nom de

Association cinématographique Joliette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Venne, manager, Réjeanne Angers, nurse's aide, wife of the said Marcel Venne, both of 4290 de Lorimier, Montreal, and Pierre Venne, electronic technician, 2285 Papineau, Longueuil, for the following purposes:

To manage, operate, sell, transfer and develop properties, moveables and immoveables, theatres, motion picture theatres, cinemas, vaudeville and cinematograph halls, and private and public studios for the projection of films, under the name of "Association

« Association cinématographique Joliette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4292, avenue de Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720188

cinématographique Joliette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 4292 de Lorimier Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720188

Association of Parents of the Greek Canadian School « Saint George Cathedral »
Association des Parents de l'école Grecque-Canadienne « Cathédrale Saint-Georges »

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: John Patsilivas 7880, avenue Querbes, app. 6, Constantine Debegiotis, 5390, avenue Waverly, Evangelos Nikitopoulos 6146, avenue Hutchison, tous trois nettoyeurs, Elias Kalapothareas, charpentier, 8351, avenue Querbes, app. 4, et John Labropoulos, électricien, 6104, avenue Durocher, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Unir les parents des enfants fréquentant l'école Grecque-Canadienne « Cathédrale Saint-Georges », et entretenir un club à des fins de commodité, récréation et agrément pour ses membres, sous le nom de « Association of Parents of the Greek Canadian School « Saint George Cathedral » — Association des Parents de l'école Grecque-Canadienne « Cathédrale Saint-Georges ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716491

Association of Parents of the Greek Canadian School "Saint George Cathedral"
Association des Parents de l'école Grecque-Canadienne "Cathédrale Saint-Georges"

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John Patsilivas, 7880 Querbes Avenue, Apt. 6, Constantine Debegiotis, 5390 Waverly Avenue, Evangelos Nikitopoulos, 6146 Hutchison Avenue, all three cleaners, Elias Kalapothareas, carpenter, 8351 Querbes Avenue, Apt. 4, and John Labropoulos, electrician, 6104 Durocher Avenue, all of Montreal, for the following purposes:

To unite the parents of the children attending the Saint George Cathedral Greek Canadian school and to maintain a club for the accomodation, recreation and convenience of the members, under the name of "Association of Parents of the Greek Canadian School "Saint George Cathedral" — Association des parents de l'école Grecque-Canadienne "Cathédrale Saint-Georges".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Monteral.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716491

Avco Vending Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Mechel Hershcovich, 5462, Van Horne, Israel Rosenblum, tous deux marchands, et Linda Rosenblum, secrétaire, épouse dudit Israel Rosenblum, ces deux derniers de 5962, Mountain Sight, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de distributeurs automatiques de cigarettes, de café et autres distributeurs automatiques, sous le nom de « Avco Vending Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Avco Vending Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mechel Hershcovich, 5462 Van Horne, Israel Rosenblum, both merchants, and Linda Rosenblum, secretary, wife of the said Israel Rosenblum, the latter two of 5962 Mountain Sight, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in and operate cigarettes machines, coffee machines and other vending machines, under the name of "Avco Vending Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720211

B.C.H. Plastics Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jules Bernatchez, 8170, de Vienne, Charlesbourg, Micheline Jacob, fille majeure, 3180, boulevard Nelson, Sainte-Foy, tous deux avocats, et Yves Bernatchez, stagiaire, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles faits totalement ou en partie de substances plastiques, sous le nom de « B.C.H. Plastics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Martin, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717351

Les balances Leduc & Thibeault inc.
Leduc & Thibeault Scales Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Thibeault, 11, Gaétan, Mercier, Adolphe Leduc, tous deux vendeurs, et Dolorès Picard, ménagère, épouse dudit Adolphe Leduc, ces deux derniers de 38, de la Gare, Léry, pour les objets suivants:

Faire le commerce des balances tant résidentielles que commerciales, sous le nom de « Les balances Leduc & Thibeault inc.— Leduc & Thibeault Scales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 38, rue de la Gare, Léry, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720194

Baron de Hirsch Cemetery Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies de cimetières, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Oscar Respitz, Boris J. Berbrier, avocats, William Herscovitch, agent d'assurance, de Montréal, Louis Orenstein, avocat, Nicki Lang, administrateur, Sorel Meyerovitch, ménagère, épouse de Ralph Young, de Hampstead,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720211

B.C.H. Plastics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Bernatchez, 8170 de Vienne, Charlesbourg, Micheline Jacob, spinster, 3180 Nelson Boulevard, Ste. Foy, both lawyers, and Yves Bernatchez, articled student, St. Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles made, in whole or in part, of plastic, under the name of "B.C.H. Plastics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Martin, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717351

Les balances Leduc & Thibeault inc.
Leduc & Thibeault Scales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Thibeault, 11 Gaétan, Mercier, Adolphe Leduc, both salesmen, and Dolorès Picard, housewife, wife of the said Adolphe Leduc, the latter two of 38 de la Gare, Léry, for the following purposes:

To deal in household and commercial scales, under the name of "Les balances Leduc & Thibeault inc.— Leduc & Thibeault Scales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 38 de la Gare Street, Léry, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720194

Baron de Hirsch Cemetery Inc.

Notice is given that under the Cemetery Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporated a corporation without share capital: Oscar Respitz, Boris J. Berbrier, advocates, William Herscovitch, insurance agent, of Montreal, Louis Orenstein, advocate, Nicki Lang, executive, Sorel Meyerovitch, housewife, wife of Ralph Young, of

Stanley Abbey, courtier d'assurance, de Wesmount, pour les objets suivants:

Établir, acquérir, maintenir, administrer et gérer un cimetière aux fins d'inhumer les personnes de foi juive décédées, sous le nom de « Baron de Hirsch Cemetery Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est au 5015 rue de la Savane, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 2-71

Bar-One Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Savario Barone, marchand, 6988, avenue Wiseman, Ferdinando Vallone, administrateur, 7040, Querbes, et Giuseppe Barone, contremaître, 6940, avenue Wiseman, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Bar-One Restaurant Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 931 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717232

Beatrice Fashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, rue Lockwood, Glacia Miller, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, tous deux de Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7989, rue Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, articles vestimentaires et accessoires de toute sorte, en faire le commerce, sous le nom de « Beatrice Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

45418 720066

Beaulieu Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopérative donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1826, chemin Hampstead, Stanley Abbey, insurance broker, of Westmount, for the following purposes:

To establish, acquire, maintain, administer, and manage a cemetery for the burial of deceased persons of the Jewish faith, under the name of "Baron de Hirsch Cemetery Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 5015 de la Savane Street, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 2-71

Bar-One Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Savario Barone, merchant, 6988 Wiseman Avenue, Ferdinando Vallone, executive, 7040 Querbes, and Giuseppe Barone, foreman, 6940 Wiseman Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Bar-One Restaurant Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 931 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717232

Beatrice Fashions Inc.

Notice is given that undder Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood Street, Glacia Miller, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, both of Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7989 Juliette Street, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and accessories of all kinds, under the name of "Beatrice Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720066

Beaulieu Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount

Norway, Mont-Royal, Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre d'entrepreneurs généraux, constructeurs et excavateurs, sous le nom de « Beaulieu Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 114, rue Clément, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717320

Betec Consultants Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Gilbert, 124, Picardie, Saint-Lambert, Zaki N. Wassef, et Mounir Wassef, ces deux derniers de 4621, Michel Bibaud, Montréal, tous trois ingénieurs, pour les objets suivants:

Louer et retenir les services d'ingénieurs professionnels aux fins d'exercer des affaires dans les domaines suivants: génie civil, électro-technique, génie mécanique, génie chimique, génie métallurgique, génie électronique et génie des télécommunications ainsi qu'en l'architectonique, sous le nom de « Betec Consultants Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 25,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720003

Bilo Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Eugène Bilodeau, vendeur, Laurette Bilodeau, ménagère, épouse dudit Eugène Bilodeau, tous deux de 10355, avenue Hamel, et Roger Bilodeau, commis, 2232 est, Henri-Bourassa, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Bilo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720205

Royal, Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders and excavators, under the name of "Beaulieu Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 114 Clement Street Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Services.

45418-o 717320

Betec Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gilbert, 124 Picardie, Saint-Lambert, Zaki N. Wassef, and Mounir Wassef, the latter two of 4621 Michel Bibaud, Montreal, all three engineers, for the following purposes:

To lease and hire services of professional engineers in order to carry on businesses pertaining to the civil, electrical, mechanical, chemical, metallurgical, electronic and telecommunications fields of engineering, as well as the architectural-engineering field, under the name of "Betec Consultants Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 class "A" shares of $1 each, 25,000 class "B" shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720003

Bilo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eugène Bilodeau, salesman, Laurette Bilodeau, housewife, wife of the said Eugène Bilodeau, both of 10355 Hamel Avenue, and Roger Bilodeau, clerk, 2232 Henri-Bourassa East, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Bilo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720205

Benoit Bisson inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Benoit Bisson, marchand, Réjeanne Blouin, maîtresse de maison, épouse dudit Benoit Bisson, tous deux de 539, Ste-Famille, et Léonce Jobin, comptable, 31, des Vétérans, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques et matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, sous le nom de « Benoit Bisson inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720012

Benoit Bisson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Bisson, merchant, Réjeanne Blouin, housewife, wife of the said Benoit Bisson, both of 539 Ste. Famille, and Léonce Jobin, accountant, 31 des Vétérans, all three of Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coating solutions, pigments, colouring matter, varnishes, lacquers, chemicals and materials used for cleaning purposes or to ensure watertightness, under the name of "Benoit Bisson inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

45418 720012

The Blue Ranch Inc.
Le Ranch Bleu inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, Lawrence Diner, 4085, Harvard, Montréal, tous deux avocats, et Beverly Cunningham, secrétaire, épouse de Trevor Cunningham, 1315, Jules Poitras, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, un commerce d'exploitation et culture agricoles, sous le nom de « The Blue Ranch Inc. — Le Ranch Bleu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3, Algonquin, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720083

The Blue Ranch Inc.
Le Ranch Bleu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, Lawrence Diner, 4085 Harvard, Montreal, both advocates, and Beverley Cunningham, secretary, wife of Trevor Cunningham, 1315 Jules Poitras, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "The Blue Ranch Inc. — Le Ranch Bleu inc. ", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3 Algonquin, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720083

Bourget, Milette & Cie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: J.-Paul Bourget, 236C, route rurale 2, Réal Milette, tous deux vendeurs, et Louisette Leboeuf, ménagère, épouse dudit Réal Milette, ces deux derniers de 3110, Côte Richelieu, tous trois de Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, automobiles, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Bourget, Milette & Cie ltée », afec un capital total de $40,000,

Bourget, Milette & Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Paul Bourget, 236C, Rural Route 2, Réal Milette, both salesmen, and Louisette Leboeuf, housewife, wife of the said Réal Milette, the latter two of 3110 Côte Richelieu, all three of Trois-Rivières West, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, engines, automobiles, their parts and accessories, and other instruments and apparatus, under the name of "Bourget, Milette & Cie ltée", with a total capital stock of

divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1133, rue Lavérendrye, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720106

Boutique de mode St-Paul inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Benoit Tremblay, soudeur, Lise Corbeil, ménagère, épouse dudit Benoit Tremblay, tous deux de 1055, Domaine Astral, Jacques Desrosiers, boucher, et Janine Thouin, commerçante, épouse dudit Jacques Desrosiers, ces deux derniers de 1051, Bas L'Assomption nord, tous quatre de L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lingerie, sous le nom de « Boutique de mode St-Paul inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716342

Boutique Ego inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Glacia Miller, fille majeure, 3201, Forest Hill, Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7989, Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer des bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants, accessoires, et toutes sortes de marchandises en cuir, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Ego inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Les Galeries Lachine, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720125

Boutique Les Atours inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Suzanne Rouleau, fille majeure, Monique Rouleau, veuve de J. C. Duquette, toutes deux commerçantes, de 157, Campbell, Mont-

$40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1133 Lavérendrye Street, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720106

Boutique de mode St-Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Tremblay, welder, Lise Corbeil, housewife, wife of the said Benoit Tremblay, both of 1055 Domaine Astral, Jacques Desrosiers, butcher, and Janine Thouin, merchant, wife of the said Jacques Desrosiers, the latter two of 1051 Bas L'Assomption North, all four of L'Assomption, for the following purposes:

To deal in lingerie, under the name of "Boutique de mode St-Paul inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at L'Assomption, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716342

Boutique Ego inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Glacia Miller, spinster, 3201 Forest Hill, Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7989 Juliette, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes, footwear, mitts, gloves, accessories, and leather goods of all kinds, under the name of "Boutique Ego inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Les Galeries Lachine, Lachine, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720125

Boutique Les Atours inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Suzanne Rouleau, spinster, Monique Rouleau, widow of J. C. Duquette, both merchants, of 157 Campbell, Mont-Saint-Hilaire, and Jean-Paul

Saint-Hilaire, et Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, Pigeon, Beloeil, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes, costumes, manteaux, sous-vêtements, bas, chapeaux, bourses, souliers et tous autres accessoires, lingerie et vêtements pour dames, sous le nom de « Boutique Les Atours inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716928

Boutique Marisa inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Cadrin, agent manufacturier, Louisette Cadrin, coiffeuse, épouse dudit Jean-Guy Cadrin, tous deux de 593, Marie-Victorin, Saint-Nicolas, et Denis Cadrin, étudiant, 3080, de la Promenade, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes et autres vêtements pour dames et adolescents, sous le nom de « Boutique Marisa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720360

Boutique pour hommes Brummel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Henri Abitan, 2270, Beaudet, Robert Abitan, tous deux commerçants, et Flora Bennaroch, ménagère, épouse dudit Robert Abitan, ces deux derniers de 2290, Beaudet, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour hommes, sous le nom de « Boutique pour hommes Brummel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2290, Beaudet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720251

Brais, Frigon, Hanley & associés ltée
Brais, Frigon, Hanley & Associates Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Rouleau, accountant, 240 Pigeon, Beloeil, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, suits, coats, underwear, stockings, hats, purses, shoes and all other women's accessories, lingerie and clothing, under the name of "Boutique Les Atours inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716928

Boutique Marisa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Cadrin, manufacturing agent, Louisette Cadrin, hairdresser, wife of the said Jean-Guy Cadrin, both of 593 Marie-Victorin, St. Nicolas, and Denis Cadrin, student, 3080 de la Promenade, Ste. Foy, for the following purposes:

To deal in dresses and other clothing for women and young girls, under the name of "Boutique Marisa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720360

Boutique pour hommes Brummel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Abitan, 2270 Beaudet, Robert Abitan, both merchants, and Flora Bennaroch, housewife, wife of the said Robert Abitan, the latter two of 2290 Beaudet, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's clothing, under the name of "Boutique pour hommes Brummel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2290 Beaudet, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720251

Brais, Frigon, Hanley & associés ltée
Brais, Frigon, Hanley & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: D. Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, C. J. Michael Flavell, 10, place Parkman, Richard W. Pound, 87, avenue Holton, tous trois de Westmount, Richard-A. Beaulieu, 155, boulevard Deguire, app. 510, Michael D. Levinson, 174, rue Ashton, tous deux de Saint-Laurent, André-Joseph Payeur, 560, Trente-troisième avenue, app. 101, Lachine, et Marc Léonard, 3590, avenue Ridgewood, app. 108, Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de plans relatifs à la mécanique, à l'électricité et à la structure, ainsi que la gestion de projet et/ou de construction, sous le nom de « Brais, Frigon, Hanley & associés ltée — Brais, Frigon, Hanley & Associates Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 1224 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717334

Brian Pleet Sales Agency Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Mervyn N. Rosenstein, 1307, Beauvais, Saint-Laurent, Judah L. Wolosfky, 6886, Kildare, Côte Saint-Luc, et Leon Jedeikin, 65, Stratford, Hampstead, pour les objets suivants:

Confectionner des blouses, pantalons, robes, chandails, costumes et jupes pour dames et jeunes filles, en faire le commerce, sous le nom de "Brian Pleet Sales Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1121, rue Mill Hill, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716120

Browncrest Farms Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Paul F. Dioguardi, avocat, Hélène Boulay Drive, Lucerne, Gertrude C. Walsh, fille majeure, 195, avenue Clearview, app. 2016, et Marjorie Cameron, épouse de John Briggs, 9, rue Kinnear, ces deux dernières secrétaires, d'Ottawa, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce agricole dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Browncrest Farms Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: D. Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, C. J. Michael Flavell, 10 Parkman Place, Richard W. Pound, 87 Holton Avenue, all three of Westmount, Richard-A. Beaulieu, 155 Deguire Boulevard, Apt. 510, Michael D. Levinson, 174 Ashton Street, both of Saint-Laurent, André-Joseph Payeur, 560, Thirty-third Avenue, Apt. 101, Lachine, and Marc Léonard, 3590 Ridgewood Avenue, Apt. 108, Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of mechanical, electrical, structural design, project and/or construction management, under the name of "Brais, Frigon, Hanley & associés ltée — Brais, Frigon, Hanley & Associates Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1224 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717334

Brian Pleet Sales Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mervyn N. Rosenstein, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, Judah L. Wolofsky, 6886 Kildare, Côte Saint-Luc, and Leon Jedeikin, 65 Stratford, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' and girls' blouses, slacks, dresses, sweaters, suits and skirts, under the name of "Brian Pleet Sales Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1121 Mill Hill Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716120

Browncrest Farms Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul F. Dioguardi, lawyer, Helene Boulay Drive, Lucerne, Gertrude C. Walsh, spinster, 195 Clearview Avenue, Apt. 2016, and Marjorie Cameron, wife of John Briggs, 9 Kinnear Street, the latter two secretaries, of Ottawa, for the following purposes:

To carry on in all its branches the general business of farming and agriculture, under the name of "Browncrest Farms Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à route rurale numéro 1, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717275

Gérard Bruchési inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Bazinet, 10556, Chambord, Montréal, Gérard Bruchési, tous deux assureurs-vie, et Lorraine L. Bruchési, ménagère, épouse dudit Gérard Bruchési, ces deux derniers de 262, Forest, Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Gérard Bruchési inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, rue St-Jacques ouest, suite 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717130

Cammerall Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: David Ross McMaster, 3141, chemin Daulac, Rodney Alexander Patch, 3982, côte des Neiges, tous deux de Montréal, et Arthur Millington Meighen, 662, avenue Belmont, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fournir et assurer toutes sortes de services d'administration, de contrôle ou autres à toute autre compagnie, corporation, entreprise, association ou maison de commerce, sous le nom de « Cammerall Inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à 129, ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717420

Can-Am Photo Equipment & Camera Services Ltd.
Équipement photographique et entretien de caméra Can-Am ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: James Brian McMullan, 4014, avenue Marcil, Jean-Charles Hamelin, 3995, Édouard Montpetit, tous deux de Montréal, et Robert Leigh Leclerc, 395, avenue Caledonia, Pointe Claire, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at route rurale numéro 1, Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717275

Gérard Bruchési inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Bazinet, 10556 Chambord, Montreal, Gérard Bruchési, both life insurers, and Lorraine L. Bruchési, housewife, wife of the said Gérard Bruchési, the latter two of 262 Forest, Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Gérard Bruchési inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 33 St. James Street West, Suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717130

Cammerall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Ross McMaster, 3141 Daulac Road, Rodney Alexander Patch, 3982 Côte des Neiges, both of Montreal, and Arthur Millington Meighen, 662 Belmont Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To render and provide managerial, supervisory or other services of all kinds to any other company, corporation, firm, partnership or business, under the name of "Cammerall Inc.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at 129 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Dirctor of the Companies Service.

45418-o 717420

Can-Am Photo Equipment & Camera Services Ltd.
Équipement photographique et entretien de caméra Can-Am ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Brian McMullan, 4014 Marcil Avenue, Jean-Charles Hamelin, 3995 Édouard Montpetit, both of Montreal, and Robert Leigh Leclerc, 395 Caledonia Avenue, Pointe Claire, all three advocates, for the following purposes:

Fabriquer de la machinerie, des matériaux, engins, outils, instruments, articles de quincaillerie et machinerie et outillage utilisés dans l'industrie de la photographie, en faire le commerce, sous le nom de « Can-Am Photo Equipment & Camera Services Ltd.— Équipement photographique et entretien de caméra Can-Am ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717288

Casdo Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Picciotto, administrateur, Marie-Madeleine Lemieux, ménagère, épouse dudit Maurice Picciotto, tous deux de 3228, Troie, Albert Bensimon, administrateur, et Nyra Helen Heasley, ménagère, épouse dudit Albert Bensimon, ces deux derniers de 8655, Foucher, app. 401, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes et tous genres de marchandises et produits, en faire l'entretien et le commerce, sous le nom de « Casdo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 600, ouest, boulevard Dorchester, troisième étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717224

Centre d'Accueil pour alcooliques de Causapscal

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Michaud, journalier, Jean-Marc Paré, commis, Marguerite Paré, épouse dudit Jean-Marc Paré, Françoise Couture, épouse de René Couture, toutes deux ménagères, Jean-Paul Beaulieu, contremaître, Lucien Allard, livreur, et Raymond Dufour, cultivateur, tous de Causapscal, pour les objets suivants:

La réadaptation et l'entraide aux alcooliques sous toutes ses formes, sous le nom de « Centre d'Accueil pour alcooliques de Causapscal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716231

To manufacture and deal in machinery, equipment, engines, tools, implements, hardware and machinery and equipment used in the photographic industry, under the name of "Can-Am Photo Equipment & Camera Services Ltd.— Équipement photographique et entretien de caméra Can-Am ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717288

Casdo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Picciotto, executive, Marie-Madeleine Lemieux, housewife, wife of the said Maurice Picciotto, both of 3228 Troie, Albert Bensimon, executive, and Nyra Helen Heasley, housewife, wife of the said Albert Bensimon, the latter two of 8655 Foucher, Apt. 401, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of merchandise, goods and services, under the name of "Casdo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 600 Dorchester Boulevard West, Third Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717224

Centre d'Accueil pour alcooliques de Causapscal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alphonse Michaud, labourer, Jean-Marc Paré, clerk, Marguerite Paré, wife of the said Jean-Marc Paré, Françoise Couture, wife of René Couture, both housewives, Jean-Paul Beaulieu, foreman, Lucien Allard, deliveryman, and Raymond Dufour, farmer, all of Causapscal, for the following purposes:

To provide rehabilitation and moral support for alcoholics, in all that these objectives entail, under the name of "Centre d'Accueil pour alcooliques de Causapscal.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Causapscal, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716231

Centre de Commerce Mondial de Québec
W.T.C. limitée
W.T.C. Québec World Trade
Centre Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raymond Crépault, 71, chemin Finchley, Hampstead, Guy-G. Raymond, 1750, Charette, tous deux avocats, Léo Vallée, 1600, boulevard d'Auteuil, tous deux de Laval, Édouard Prévost, 2280, chemin Dover, Mont-Royal, tous deux administrateurs, et Camille Julien, chauffeur, 2345, Dezery, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter le commerce d'un centre destiné à fournir des systèmes d'aménagement, de matériel et d'accommodation, d'équipement, de communication ainsi que d'autres installations destinées aux personnes, firmes ou corporations engagées dans les transactions commerciales, internationales et intérieures, sous le nom de « Centre de Commerce Mondial de Québec W.T.C. limitée — W.T.C. Québec World Trade Centre Limited, avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717233

Centre Nudiste de Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: André Vadeboncoeur, commerçant, Germaine Benoit, rentière, épouse de Lionel Vadeboncoeur, tous deux de 4812, Christophe-Colomb, et Carmelle Bournival, commerçante, épouse de Jean-Marc Mongrain, 1844, Desjardins, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Former et exploiter un centre de loisirs et de récréation où la pratique du nudisme serait acceptée conformément aux normes reconnues internationalement et conformément à toutes les lois civiles, pénales et criminelles, sous le nom de « Centre Nudiste du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4812, Christophe-Colomb, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 714894

Cidrerie de la Vallée du Richelieu inc.
Richelieu Valley Cider House Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Centre de Commerce Mondial de Québec
W.T.C. limitée
W.T.C. Québec World Trade
Centre Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Crépault, 71 Finchley Road, Hampstead, Guy-G. Raymond, 1750 Charette, both advocates, Léo Vallée, 1600 D'Auteuil, Boulevard, both of Laval, Édouard Prévost, 2280 Dover Road, Mount Royal, both business executives, and Camille Julien, corporation driver, 2345 Dezery, Montreal, for the following purposes:

To establish and oprate a centre to provide accommodation, equipment, communication systems, and other facilities for persons, firms or corporations engaged in international and domestic trading transactions, under the name of "Centre de Commerce Mondial de Québec W.T.C. limitée — W.T.C. Québec World Trade Centre Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717233

Centre Nudiste de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Vadeboncoeur, merchant, Germaine Benoit, annuitant, wife of Lionel Vadeboncoeur, both of 4812 Christophe-Colomb, and Carmelle Bournival, merchant, wife of Jean-Marc Mongrain, 1844 Desjardins, all three of Montreal, for the following purposes:

To form and operate a recreation and amusement centre where the practice of nudism would be accepted in conformity with internationally-recognized standards and in conformity with the civil, penal and criminal laws, under the name of "Centre Nudiste du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4812 Christophe-Colomb, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45418 714894

Cidrerie de la Vallée du Richelieu inc.
Richelieu Valley Cider House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28 day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, chemin de la côte St-Luc, Robert Lefcort, 2555, avenue Benny, tous deux de Montréal, et Leonard W. Flanz, 5750, avenue Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer du cidre et toutes sortes de boissons, en faire le commerce, sous le nom de « Cidrerie de la Vallée du Richelieu inc.— Richelieu Valley Cider House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune:

Le siège social de la compagnie est 7, Mont-Bruno, Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717238

Club de moto-neige Cap-Ouest inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Luc Tremblay, cultivateur, Wilfrid Tremblay, journalier, tous deux de 1910, rang St-Joseph, et Maurice Boivin, soudeur, 535, St-Pierre, tous trois de Bagotville, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Cap-Ouest inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $80,000.

Le siège social de la corporation est à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720362

Club de moto-neige Les Loups de Baie-St-Paul inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jeannot Grenier, 210, boulevard Charest est, Québec, Gilles Kelly, 6300, Isaac-Bédard, app. 5, Charlesbourg, et Claude Gauvin, 1014, St-Paul, Ancienne-Lorette, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Les Loups de Baie-St-Paul inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc Road, Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, both of Montreal, and Leonard W. Flanz, 5750 Trinity Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in cider and beverages of all kinds, under the ame of "Ciderie de la Vallée du, Richelieu inc.— Richelieu Valley Cider House Inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 7 Mont-Bruno, Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717238

Club de moto-neige Cap-Ouest inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Luc Tremblay, farmer, Wilfrid Tremblay, labourer, both of 1910 St. Joseph Range, and Maurice Boivin, welder, 535, St. Pierre, all three of Bagotville, for the following purposes:

To manage a sports club and promote snowmobiling in particular, under the name of "Club de moto-neige Cap-Ouest inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $80,000.

The head office of the corporation is at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720362

Club de moto-neige Les Loups de Baie-St-Paul inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jeannot Grenier, 210 Charest Boulevard East, Québec, Gilles Kelly, 6300 Isaac-Bédard, Apt. 5, Charlesbourg, and Claude Gauvin, 1014 St. Paul, Ancienne-Lorette, all three accountants, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige Les Loups de Baie-St-Paul inc.".

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $40,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 716528

Club moto-neige Lions de Senneterre

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Diamond, industriel, Raymond Surprenant, agent d'assurances, Paul Saussereau, barbier, Paul Moore, marchand, Yvon Bilodeau, gérant, Gilles Grandmaison, agent forestier, Rolland Hébert, entrepreneur, Denis Mercier, journalier, Jean-Pierre Vachon, chemino, Raymond Toulouse, rentier, Henri Labrosse, serre-frein, et Robert Poulin, banquier, tous de Senneterre, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social et un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Lions de Senneterre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 716311

B. & W. Cohen Investments Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michael Vineberg, avocat, 347, Stanley, Lorraine McLeod, épouse de Peter Steiner, 218, Berlioz, et Suzanne Desjardins, épouse de Keith Hamilton, 6001, 23e avenue, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « B. & W. Cohen Investments Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 377, ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717409

La Compagnie de Transport H. Smith limitée
H. Smith Transport Company Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « H. Smith Transport limitée — H.

The head office of the corporation is at Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 716528

Club moto-neige Lions de Senneterre

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bertrand Diamond, industrialist, Raymond Surprenant, insurance agent, Paul Saussereau, barber, Paul Moore, merchant, Yvon Bilodeau, manager, Gilles Grandmaison, forestry agent, Rolland Hébert, contractor, Denis Mercier, labourer, Jean-Pierre Vachon, railwayman, Raymond Toulouse, annuitant, Henri Labrosse, brakesman, and Robert Poulin, banker, all of Senneterre, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports club and promote the sport of snowmobiling in particular, under the name of "Club moto-neige Lions de Senneterre.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, to $30,000.

The head office of the corporation is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 716311

B. & W. Cohen Investments Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Vineberg, advocate, 347 Stanley, Lorraine McLeod, wife of Peter Steiner, 218 Berlioz, and Suzanne Desjardins, wife of Keith Hamilton, 6001, 23rd Avenue, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "B. & W. Cohen Investments Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 377 St-Paul Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717409

La Compagnie de Transport H. Smith limitée
H. Smith Transport Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "H. Smith Transport limitée —

Smith Transport Limited » avec « Terminal Realty & Investment Corporation », toutes deux constituées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées respectivement du 9 juin 1933, et du 17 juillet 1948, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de transport, sous le nom de « La Compagnie de Transport H. Smith limitée — H. Smith Transport Company Limited », avec un capital total de $125,000, divisé en 1,250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10755 chemin Côte de Liesse, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre adjoint des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418 717324

Confection du Centre-Québec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Raymond Grenier, 3883, Pelletier, Shawinigan, Gaston Hardy, fils, 2940, 12e avenue, tous deux avocats, et Carole Morissette, secrétaire, fille majeure, 1441, 122e rue, ces deux derniers de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Confection du Centre-Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 771, rue Viger, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716623

Le Conseil de l'Âge d'Or, région du Sud-Ouest du Québec
The Golden Age Council, South West of Québec Region

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-A. Gauthier, 152, Haute Rivière, Châteauguay-Centre, J.-Armand Leduc, 196, Richard, Châteauguay, Albert Besner, 195, St-Joseph, Dorion, tous trois rentiers, Rébecca Trépanier, épouse de Charles Trépanier, 65, Virginie, Lucienne Goyette, épouse de Marcel Trépanier, 57, St-Thomas, toutes deux de Salaberry-de-Valleyfield, et Marielle Legault, épouse de Laurent Legault, Huntingdon, ces trois dernières ménagères, pour les objets suivants:

Permettre des échanges, des services et des communications continus entre les clubs ou autres organismes de l'âge d'or dans la région, sous le nom de « Le Conseil de l'Âge d'Or, région du Sud-Ouest du Québec — The Golden Age Council, South West of Québec Region ».

H. Smith Transport Limited" and "Terminal Realty & Investment Corporation", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, June 9, 1933, and July 17, 1948, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "La Compagnie de Transport H. Smith limitée — H. Smith Transport Company Limited", with a total capital stock of $125,000 divided into 1,250 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the new company is at 10755 Côte de Liesse Road, Dorval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 717324

Confection du Centre-Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coopratives, incorporating: Raymond Grenier, 3883 Pelletier, Shawinigan, Gaston Hardy Jr., 2940, 12th Avenue, both lawyers, and Carole Morissette, secretary, spinster, 1441, 122nd Street, the latter two of Shawinigan South, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Confection du Centre-Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 771 Viger Street, Shawinigan, judicial distrcit of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716623

Le Conseil de l'Âge d'Or, région du Sud-Ouest du Québec
The Golden Age Council, South West of Québec Region

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-A. Gauthier, 152 Haute Rivière, Châteauguay-Centre, J.-Armand Leduc, 196 Richard, Châteauguay, Albert Besner, 195 St. Joseph, Dorion, all three annuitants, Rébecca Trépanier, wife of Charles Trépanier, 65 Virginie, Lucienne Goyette, wife of Marcel Trépanier, 57 St. Thomas, both of Salaberry-de-Valleyfield, and Marielle Legault, wife of Laurent Legault, Huntingdon, the latter three housewives, for the following purposes:

To make continuous exchanges, services and communications possible among golden age clubs or other similar organiations in the region, under the name of "Le Conseil de l'Âge d'Or, région du Sud-Ouest du Québec — The Golden Age Council, South West of Québec Region".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716596

Le Conseil de l'Âge d'Or, région Saguenay-Lac-St-Jean Saguenay-Lac-St-Jean Regional Council for Senior Citizens

Le ministre des Instituions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Charlemagne Gagnon, camionneur, Saint-Bruno, Bernadette Fortin, épouse de Donat Mayrand, Dolbeau, et Gilberte Cadorette, épouse de Hector Duhamel, Port-Alfred, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Permettre des échanges et des services entre les clubs ou autres organismes de l'âge d'or dans la région, sous le nom de « Le Conseil de l'Âge d'Or, région Saguenay-Lac-St-Jean — Saguenay-Lac-St-Jean Regional Council for Senior Citizens ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717076

Consol Investments Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Consol Investments Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de décembre 1954, « Grosvenor Investments Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de juillet 1941, et « Milton Corporation », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de novembre 1949, toutes telles lettres patentes ayant été accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Consol Investments Corp. », avec un capital total de $62,250, divisé en 30,050 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,220 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre adjoint des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418 7173-98

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716596

Le Conseil de l'Âge d'Or, région Szguenay-Lac-St-Jean Saguenay-Lac-St-Jean Regional Council for Senior Citizens

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charlemagne Gagnon, trucker, St. Bruno, Bernadette Fortin, wife of Donat Mayrand, Dolbeau, and Gilberte Cadorette, wife of Hector Duhamel, Port Alfred, the latter two housewives, for the following purposes:

To make exchanges and mutual services possible among clubs or other organizations of senior citizens in the region, under the name of "Le Conseil de l'Âge d'Or, région Saguenay-Lac-St-Jean — Saguenay-Lac-St-Jean Regional Council for Senior Citizens".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited to $500,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717076

Consol Investments Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 27th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Consol Investments Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of December, 1954, "Grosvenor Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of July, 1941, and "Milton Corporation", incorporated by letters patent dated the 22nd day of November, 1949, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Consol Investments Corp.", with a total capital stock of $62,250, divided into 30,050 common shares of the par value of $1 each and 3,220 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 7173-98

Constantini General Insurance Agency Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilbert Constantini, courtier d'assurance, 778, rue Devey, Greenfield Park, Marvin Rosenhek, avocat, 335, Grenfell, Mont-Royal, et Beverley Jackman, secrétaire, épouse d'Anthony Jones, 3950, boulevard Cavendish, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'agents et courtiers d'assurance, sous le nom de « Constantini General Insurance Agency Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717179

Côté Chemicals Inc.
Les produits chimiques Côté inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Louise Constantineau, ménagère, épouse de Rhéal Côté, 22, chemin du Lac, Léry, Gaston Côté, vendeur, 145, St-Jean-Baptiste, Châteauguay, et Simone Desjardins, secrétaire, épouse de René Marchand, 57, Reid, Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Côté Chemicals Inc.— Les produits chimiques Côté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 145, boulevard St-Jean-Baptiste, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720195

Les cuisines La Moisson d'Or inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Georges Miller, traiteur, Jacqueline Pagé, ménagère, épouse dudit Georges Miller, tous deux de 50, Grignon, Sainte-Adèle, et André Auclair, notaire, 208, boulevard Ste-Rose, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les cuisines La Moisson d'Or inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Constantini General Insurance Agency Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Constantini, insurance broker, 778 Devey Street, Greenfield Park, Marvin Rosenhek, advocate, 335 Grenfell, Mount Royal, and Beverley Jackman, secretary, wife of Anthony Jones, 3950 Cavendish Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Constantini General Insurance Agency Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717179

Côté Chemicals Inc.
Les produits chimiques Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Constantineau, housewife, wife of Rhéal Côté, 22 du Lac Road, Léry, Gaston Côté, salesman, 145 St. Jean-Baptiste, Châteauguay, and Simone Desjardins, secretary, wife of René Marchand, 57 Reid, Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals of all kinds, under the name of "Côté Chemicals Inc.— Les produits chimiques Côté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $5 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at 145 St. Jean-Baptiste Boulevard, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720195

Les cuisines La Moisson d'Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Miller, caterer, Jacqueline Pagé, housewife, wife of the said Georges Miller, both of 50 Grignon, Ste. Adèle, and André Auclair, notary, 208 Ste. Rose Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les cuisines La Moisson d'Or inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 208, boulevard Ste-Rose, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717174

Data Courier Services Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Knowlton, Pierre-R. Brosseau, 4921, chemin Coronet, et Jacques-L. Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de livraison ainsi qu'un commerce de transport de passagers et marchandises, sous le nom de « Data Courier Service Ltd. », avec un capital total de $40,000,divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2052 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 716210

Decorbord Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire. 124, Grande-Côte, Françoise Théoret, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en publicité et décoration, sous le nom de « Decorbord Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720112

Desbiens & Mercier inc.

Le ministre des Instituions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jules Desbiens, 213, de la Normandie, Chicoutimi, Claude Mercier, 209, Richmond, tous deux courtiers, et Denis Tremblay, comptable, 222, Constantin, ces deux derniers de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 208 Ste. Rose Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717174

Data Courier Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Knowlton, Pierre-R. Brosseau, 4921 Coronet Road, and Jacques L.-Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on a delivery business as well as the business of carriers of passengers and goods, under the name of "Data Courier Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2052 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45418-o 716210

Decorbord Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théoret, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To carry on business as advertising and decorating contractors, under the name of "Decorbord Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720112

Desbiens & Mercier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Desbiens, 213 de la Normandie, Chicoutimi, Claude Mercier, 209 Richmond, both brokers, and Denis Tremblay, accountant, 222 Constantin, the latter two of Chicoutimi North, for the following purposes:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Desbiens & Mercier inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720133

Laurent Deslauriers inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de la crème glacée et exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laurent Deslauriers inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 218, rue St-Jacques, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717341

Devonshire Investments Ltd.

Le ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Glat, Guy-E. Boisert, 4967, Glencairn, tous deux de Montréal, et G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de gestion, sous le nom de « Devonshire Investments Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717376

Dixieville Furniture Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Paul Seymour, marchand, 5360, Westhill, app. 33, Montréal, Gunther Stamm, 3495, Ivan Franco, app. 206, et Wilfrido Torres, 3475, Ivan Franco, app. 205, ces deux derniers vendeurs, de Lachine, pour les objets suivants:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Desbiens & Mercier inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720133

Laurent Deslauriers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ice cream and operate a dairy in all its lines, under the name of "Laurent Deslauriers inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 218 St. Jacques Street, La Prairie, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717341

Devonshire Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, Guy-E. Boisvert, 4967 Glencairn, both of Montreal, and G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and management company, under the name of "Devonshire Investments Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717376

Dixieville Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Seymour, merchant, 5360 Westhill, Apt. 33, Montreal, Gunther Stamm, 3495 Ivan Franco, Apt. 206, and Wilfrido Torres, 3475 Ivan Franco, Apt. 206, the latter two salesmen, of Lachine, for the following purposes:

Manufacturer des produits, articles et marchandises de toutes sortes et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Dixieville Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 45, 45e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716544

Marcel Dodier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles Fontaine, 384, Newton, Pierre Boily, 230, Howard, et Alain-D. Laflamme, 118, Argyle, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marcel Dodier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Isidore-d'Auckland, distict judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717388

Dorfin Paper Products (Qué.) Ltd.
Les produits de papier Dorfin (Qué.) ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame de Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, secrétaire. fille majeure, 2860, Granby, Wilfred Kravitz, étudiant, 7077, Chester, et Phyllis Stern, ménagère, épouse de Allan Yaphe, 5375, Prince de Galles, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer du papier et toutes sortes de produits du papier, en faire le commerce, sous le nom de « Dorfin Paper Products (Qué) Ltd.— Les produits de papier Dorfin (Qué) ltée », avec un capital total de $36,000, divisé en 36,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717110

Dovanna Fashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Kasimir Burnatowski, 6280, Bois

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions, under the name of "Dixieville Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 45, 45th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716544

Marcel Dodier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Fontaine, 384 Newton, Pierre Boily, 230 Howard, and Alain-D. Laflamme, 118 Argyle, all three lawyers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marcel Dodier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Isidore-d'Auckland, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717388

Dorfin Paper Products (Qué.) Ltd.
Les produits de papier Dorfin (Qué.) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre Dame de Grâce, both advocates, Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 2860 Granby, Wilfred Kravitz, student, 7077 Chester, and Phyllis Stern, housewife, wife of Allan Yaphe, 5375 Prince of Wales, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper and paper products of all kinds, under the name of "Dorfin Paper Products (Qué) Ltd.— Les produits de papier Dorfin (Qué) ltée", with a total capital stock of $36,000, divided into 36,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717110

Dovanna Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Kasimir Burnatowski, 6280 Bois de

de Coulombe, Anjou, Edward Harold Branston, tous deux marchands, et Linda Mary Branston, ménagère, épouse dudit Edward Harold Branston, ces deux derniers de 8274, Courval, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Confectionner tous articles vestimentaires pour dames et enfants, en faire le commerce, sous le nom de « Dovanna Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3110, chemin Remembrance, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 715741

Drummex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Bernard Cloutier, dessinateur, 1591, Collège, Saint-Laurent, Helmut Schmidt, ingénieur, 7163, Fielding, Montréal, Jacques Sigouin, 280, Blain, Mont-Saint-Hilaire, Yvon Poulin, 1835, Fradet, tous deux administrateurs, Maurice Sigouin, homme d'affaires, 144, chemin du Golf, Fernand Letendre, industriel, 835, St-Jean, Denise Pépin, épouse de Mario Arsenault, 1605, Goupil, et Pauline Martin, fille majeure, 190, Hériot, ces deux dernières secrétaires, ces cinq derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou de bois, sous le nom de « Drummex inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 14,900 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720107

E.S.M. Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Ernst Schramayer, administrateur, 4, place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, Stanley Lyon Selinger, 5500, Macdonald, Hampstead, et J.-Paul Robert, 201, Corot Rive, Île-aux-Soeurs, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général de ventes et entretien de machinerie utilisée dans l'industrie et la fabrication, ainsi que de leurs pièces et accessoires, sous le nom de « E.S.M. Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Coulombe, Anjou, Edward Harold Branston, both merchants, and Linda Mary Branston, housewife, wife of the said Edward Harold Branston, the latter two of 8274 Courval, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all articles of women's and children's clothing, under the name of "Dovanna Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 3110 Remembrance Road, Lachine, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 715741

Drummex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: Bernard Cloutier, draftsman, 1591, Collège, St. Laurent, Helmut Schmidt, engineer, 7163 Fielding, Montreal, Jacques Sigouin, 280 Blain, Mont-Saint-Hilaire, Yvon Poulin, 1835 Fradet, both administrators, Maurice Sigouin, businessman; 144 Golf Road, Fernand Letendre, industrialist, 835 St. Jean, Denise Pépin, wife of Mario Arsenault, 1605 Goupil, and Pauline Martin, spinster, 190 Hériot, the latter two secretaries, the latter five of Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles manufactured, in whole or in part, from wood or metal, under the name of "Drummex inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 14,900 common shares of a nominal value of $10 each, 15,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720107

E.S.M. Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernst Schramayer, executive, 4 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, Stanley Lyon Selinger, 5500 Macdonald, Hampstead, and J.-Paul Robert, 201 Corot Rive, Île-aux-Soeurs, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business generally of sales and servicing of industrial and manufacturing machinery and parts and accessories thereof, under the name of "E.S.M. Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 4, place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717277

Entrepôts Sealandair ltée
Sealandair Warehouses Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Gagnon, assureur-conseil, 385, Sherbrooke est, René Robidoux, 7224, Léonard de Vinci, tous deux de Montréal, Hugo Monette, 2135, Champfleury, Laval, et Jacques Bouchard, 11232, St-Julien, Montréal-Nord, ces trois derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'emmagasinage, d'entreposage et d'expédition de marchandises et articles de toutes sortes, sous le nom de « Entrepôts Sealandair ltée — Sealandair Warehouses Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions classe A de $10 chacune, 2,900 actions classe B de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1264, rue Godin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717151

Les entreprises Beaupel ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, tous deux avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, salles à manger, bars et cafés-terrasses, sous le nom de « Les entreprises Beaupel ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3875, boulevard Ste-Rose ouest, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717081

Entreprises Duromar ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Yvon Marcil, vendeur, 1305, Choquette, Yvan Dupuis, notaire, 2480, avenue St-Germain, tous deux de Saint-Hyacinthe, et Robert Messier, entrepreneur, 350, Hébert, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 4 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717277

Entrepôts Sealandair ltée
Sealandair Warehouses Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Gagnon, consulting insurer, 385 Sherbrooke East, René Robidoux, 7224 Léonard de Vinci, both of Montréal, Hugo Monette, 2135 Champfleury, Laval, and Jacques Bouchard, 11232 St. Julien, Montreal North, the latter three businessmen, for the following purposes:

To carry on business in the storage, warehousing and shipment of merchandise and goods of all kinds, under the name of "Entrepôts Sealandair ltée — Sealandair Warehouses Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" of $10 each, 2,900 class "B" shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1264 Godin Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717151

Les entreprises Beaupel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, both lawyers, and Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, dining rooms, bars and sidewalk-cafés, under the name of "Les entreprises Beaupel ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3875 Ste. Rose Boulevard West, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717081

Entreprises Duromar ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Marcil, salesman, 1305 Choquette, Yvan Dupuis, notary, 2480 St. Germain Avenue, both of St. Hyacinthe, and Robert Messier, contractor, 350 Hébert, St. Joseph, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement et d'immeuble, sous le nom de « Entreprises Duromar ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

45418-o 720060

Les entreprises Garand & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Claude Garand, vendeur, 26, Dunn, Michel Garand, commerçant, et Bernard Garand, agent, ces deux derniers de 61, Grande Ligne, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, et réfrigération, sous le nom de « Les entreprises Garand & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 61, Grande Ligne, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717358

Les entreprises H.V.D. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Paul Deschênes, ingénieur civil, 317, Duberger, Paul-Armand Villeneuve, 122, Bergeron est, et Rosaire Harvey, 672, Ste-Anne, ces deux derniers conseillers en main-d'oeuvre, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les entreprises H.V.D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720008

Les excavations de La Chaudière inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Emmanuel Roy, entrepreneur, Adrianna Grondin, ménagère, épouse dudit Emmanuel Roy, et Pierre Roy, opérateur, tous trois de 446, Roy, Beauceville-Est, pour les objets suivants:

To carry on business as an investment and realty company, under the name of "Entreprises Duromar ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720060

Les entreprises Garand & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Garand, salesman, 26 Dunn, Michel Garand, dealer, and Bernard Garand, agent, the latter two of 61 Grande Ligne, all three of Victoria ville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Les entreprises Garand & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 61 Grande Ligne, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717358

Les entreprises H.V.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Deschênes, civil engineer, 317 Duberger, Paul-Armand Villeneuve, 122 Bergeron East, and Rosaire Harvey, 672 Ste. Anne, the latter two manpower, consultants, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as a construction, investment and holding company, under the name of "Les entreprises H.V.D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720008

Les excavations de La Chaudière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Emmanuel Roy, contractor, Adrianna Grondin, housewife, wife of the said Emmanuel Roy, and Pierre Roy, operator, all three of 446 Roy, Beauceville-East, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les excavations de La Chaudière inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720320

B.F. Plastics Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Bernard Flemming, consultant, Joyce Koch, infirmière, épouse dudit Bernard Flemming, tous deux de 30, Sweetbriar Drive, Beaconsfield, et Hazel Hossie, secrétaire, épouse d'Edward Joseph Craig, 2325 ouest, boulevard de Maisonneuve, app. 20, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des substances plastiques de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « B.F. Plastics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 716869

Feldcoma Knitting Mills Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, Joel A. Pinsky, 69, chemin Downshire, tous deux de Hampstead, et Gordon Zelman, 447, Wolseley North, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des tricots et textiles, ainsi que des produits textiles et sous-produits de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Feldcoma Knitting Mills Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordiniares de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3555 est, boulevard Métropolitain, suite 215, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717041

Forgex Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Caouette, métallurgiste-vendeur, 6220, Croissant Brodeur, Brossard, Jean-

To carry on business as general contractors, under the name of "Les excavations de La Chaudière inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Beauceville East, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720320

B.F. Plastics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Flemming, consultant, Joyce Koch, nurse, wife of the said Bernard Flemming, both of 30 Sweetbriar Drive, Beaconsfield, and Hazel Hossie, secretary, wife of Edward Joseph Craig, 2325 Maisonneuve Boulevard West, Apt. 20, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of every kind and description, under the name of "B.F. Plastics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45418-o 716869

Feldcoma Knitting Mills Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, Joel A. Pinsky, 69 Downshire Road, both of Hampstead, and Gordon Zelman, 447 Wolseley North, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitwear and textiles and textile products and by-products of all kinds, under the name of "Feldcoma Knitting Mills Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3555 Metropolitan Boulevard East, Suite 215, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717041

Forgex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Caouette, metallurgist-salesman, 6220 Brodeur Crescent, Brossard, Jean-René Hébert, indus-

René Hébert, industriel, et Henriette Pilon, ménagère, épouse dudit Jean-René Hébert, ces deux derniers de 168, boulevard des Ormeaux, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de camions, tracteurs, boîtes de camions et autres genres de véhicules lourds ou légers, sous le nom de « Forgex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2285, rue Ste-Marguerite, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720033

For Knit Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en-vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, avenue Granby, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de tissus et produits textiles fabriqués, entièrement ou en partie de laine, coton, rayon, nylon, ou tout autre fibre, naturel ou synthétique, ou d'un mélange d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « For Knit Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717258

Galois Language Training Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel Galois, Rosario Gonzalez, épouse dudit Michel Galois, tous deux de 6630 ouest, rue Sherbrooke, app. 1401, Montréal, et Manuel Gonzalez, 444, 12e avenue, Laval, tous trois enseignants, pour les objets suivants:

Administrer des écoles, y compris les écoles de langues et de formation culturelle, sous le nom de « Galois Language Training Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4999 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716497

trialist, and Henriette Pilon, housewife, wife of the said Jean-René Hébert, the latter two of 168 des Ormeaux Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in trucks, tractors, truck bodies and other kinds of heavey or light vehicles, under the name of "Forgex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2285 Ste. Marguerite Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720033

For Knit Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 2860 Granby Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products made in whole or in part of wool, cotton, rayon, nylon, or any other fiber, natural or synthetic, or of a combination thereof, under the name of "For Knit Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717258

Galois Language Training Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Galois, Rosario Gonzalez, wife of the said Michel Galois, both of 6630 Sherbrooke West, Apt. 1401, Montreal, and Manuel Gonzalez, 444, 12th Avenue, Laval, all three teachers, for the following purposes:

To operate schools, including language training and cultural schools, under the name of "Galois Language Training Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4999 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716497

Good & Fast Washeteria (Mtl) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un service général de buanderie, sous le nom de « Good & Fast Washeteria (Mtl) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5640 nord, avenue Westminster, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716945

Gordon Atkinson Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Raymonde Verreault, fille majeure, 1100, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de publicistes et imprimeurs de livres, de magazines, et propriétaires de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité, sous le nom de « Gordon Atkinson Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720036

Gordon Fabrics Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 3465, Redpath, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, tous deux de Montréal, et Alexander S. Konigsberg, 2378, avenue Frenette, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de produits, marchandises et articles d'usage, en faire le commerce, sous le nom de « Gordon Fabrics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Good & Fast Washeteria (Mtl) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general laundry service, under the name of "Good & Fast Washeteria (Mtl) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5640 Westminster Avenue North, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716945

Gordon Atkinson Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, and Raymonde Verreault, fille majeure, 1100 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as publishers and printers, book, magazine and newspaper proprietor, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Gordon Atkinson Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720036

Gordon Fabrics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Rosenstein, 3465 Redpath, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, both of Montreal, and Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette Avenue, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, merchandise and commodities of all kinds, under the name of "Gordon Fabrics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717203

Gordon Vacuum Cleaner Québec Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 5669, Edgemore, Côte Saint-Luc, et Avrum Orenstein, 4725, avenue Bourret, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes d'appareils ménagers, bicyclettes, meubles, marchandises diverses, articles vestimentaires et dispositifs électriques, ne faire le commerce, sous le nom de « Gordon Vacuum Cleaner Québec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717411

J. G. Gravel & Co. Ltd.
J. G. Gravel & Cie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Gravel, Georges Gravel, et Gilles Gravel, tous trois courtiers en assurances, de 4650, Marcil, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre de courtiers en assurance et agents d'assurance, sous le nom de « J. G. Gravel & Co. Ltd. — J. G. Gravel & Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4650, Marcil, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717349

Pierre A. Grothé inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Grothé, 1345, Montpellier, Maurice Grothé, 44, Simcoe, tous deux agents, de Montréal, et Robert Kavanagh, commerçant, 4358, King, Pierrefonds, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717203

Gordon Vacuum Cleaner Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 5669 Edgemore, Côte Saint-Luc, and Avrum Orenstein, 4725 Bourret Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of household appliances, bicycles, furniture, sundry goods, articles of clothing and electrical equipment, under the name of "Gordon Vacuum Cleaner Québec Ltd. », with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717411

J. G. Gravel & Co. Ltd.
J. G. Gravel & Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Gravel, Georges Gravel and Gilles Gravel, all three insurance brokers, of 4650 Marcil, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "J. G. Gravel & Co. Ltd. — J. G. Gravel & Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4650 Marcil, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717349

Pierre A. Grothé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Grothé, 1345 Montpellier, Maurice Grothé, 44 Simcoe, both agents, of Montreal, and Robert Kavanagh, merchant, 4358 King, Pierrefonds, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Pierre A. Grothé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1345, Montpellier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717262

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Pierre A. Grothé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1345 Montpellier, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717262

H & S Management & Investment Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Philip Shugar, 6267, Macdonald et E. Stephen Segal, 5625, Clanranald, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de gestion, sous le nom de « H & S Management & Investment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717350

H & S Management & Investment Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Philip Shugar, 6267 Macdonald, and E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and management company, under the name of "H & S Management & Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717350

Hagsal Enterprises Ltd.
Entreprises Hagsal ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, avenue Granby, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'agence théâtrale, de propriétaires, constructeurs, opérateurs et agents de théâtre, sous le nom de « Hagsal Enterprises Ltd. — Entreprises Hagsal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717049

Hagsal Enterprises Ltd.
Entreprises Hagsal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grace Avenue, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, theater proprietors, builders, operators and managers, under the name of "Hagsal Enterprises Ltd. — Entreprises Hagsal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717049

Arthur Halle Enterprises Inc.
Les entreprises Arthur Halle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971,

Arthur Halle Enterprises Inc.
Les entreprises Arthur Halle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

constituant en corporation: Arthur Halle, administrateur, 282, avenue Chase, Waterbury, Jean-B Falardeau, 5130, boulevard Pie IX, apt. #1, et Guy Lapierre, 1961, Gauthier, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre des propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de « Arthur Halle Enterprises Inc. — Les entreprises Arthur Halle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717250

The Hasen Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Moritz (Hasen) Hasenfratz, homme d'affaires, 51, chemin Albion, Hamsptead, Lionel J. Blanshay, avocat, 612, avenue Grosvenor, Westmount, et Frances Lee Walls, secrétaire juridique, fille majeure, 584, chemin de la côte St-Antoine, Lachine, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « The Hasen Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 990 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 900 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717362

House of Colonial Furniture (Montreal) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, Wavell, côte Saint-Luc, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverly Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles, fournitures et accessoires de maison et de bureau de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « House of Colonial Furniture (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717260

incorporating: Arthur Halle, administrator, 282 Chase Avenue, Waterbury, Jean-B. Falardeau, 5130 Pie IX Boulevard, #1, and Guy Lapierre, 1961 Gauthier, the latter two lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell moveable and immoveable properties, under the name of "Arthur Halle Enterprises Inc. — Les entreprises Arthur Halle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717250

The Hasen Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moritz (Hasen) Hasenfratz, businessman, 51 Albion Road, Hampstead, Lionel J. Blanshay, advocate, 612 Grosvenor Avenue, Westmount, and Frances Lee Walls, legal secretary, spinster, 584 Côte St. Antoine Road, Lachine, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "The Hasen Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $1 each, 990 class "A" preferred shares of $10 each and 900 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717362

House of Colonial Furniture (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell, Côte Saint-Luc, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverly Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, furnishings and household and office accessories of all kinds and descriptions, under the name of "House of Colonial Furniture (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717260

Les immeubles Roland Savard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roland Savard, comptable, 211, de la Colombière, Québec, Jean-Guy Savard, notaire, et Frida Landry, institutrice, épouse dudit Jean-Guy Savard, ces deux derniers de 245, 7e avenue, Île-Perrot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Roland Savard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 211, de la Colombière, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717247

Importa inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Victor Cayer, avocat, 12301, Place Jubinville, app. 316, Montréal-Nord, Pierre Morin, Pavillon Parent, Sainte-Foy, et Lise Côté, fille majeure, 490, Learmonth, Québec, des deux derniers étudiants en droit, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Importa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720336

Importation Voici inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Importation Voici inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2045, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720022

Les immeubles Roland Savard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Savard, accountant, 211 de la Colombière, Québec, Jean-Guy Savard, notary, and Frida Landry, teacher, wife of the said Jean-Guy Savard, the latter two of 245, 7th Avenue, Île-Perrot, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les immeubles Roland Savard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 211 de la Colombière, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717247

Importa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Cayer, lawyer, 12301 Place Jubinville, Apt. 316, Montreal North, Pierre Morin, Pavillon Parent, Ste. Foy and Lise Côté, spinster, 490 Learmonth, Québec, the latter two law students, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, goods and merchandise, under the name of "Importa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720336

Importation Voici inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both lawyers, of 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, under the name of "Importation Voici inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2045 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720022

Investissements Nordiques inc.
Nordic Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Joli-Coeur, avocat, 2025, Brûlart, Sillery, Pierre Bardou, homme d'affaires, 3220, de la Gare, Sainte-Foy, et Raymond Roy, comptable, 880, chemin Ste-Foy, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille, sous le nom de « Investissements Nordiques inc. — Nordic Investments Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720343

Isicon Investment Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Lawrence Yelin, avocat, 4900, Dornal, Montréal, Jean MacArthur, épouse de Peter A. MacArthur, 7448, chemin Kingsley, côte Saint-Luc, et Francine Gauthier, fille majeure, 330, St-Hubert, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Isicon Investment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717080

Jogrin Investments Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, côte St-Luc, Montréal, Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Morris Shuter, comptable, 201, chemin Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Jogrin Investments Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Investissements Nordiques inc.
Nordic Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Joli-Coeur, lawyer, 2025 Brûlart, Sillery, Pierre Bardou, businessman, 3220 de la Gare, Ste. Foy, and Raymond Roy, accountant, 880 Ste. Foy Road, Québec, for the following purposes:

To carry on business as a realty and holding company, under the name of "Investissements Nordiques inc. — Nordic Investments Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720343

Isicon Investment Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lawrence Yelin, advocate, 4900 Dornal, Montreal, Jean MacArthur, wife of Peter A. MacArthur, 7448 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, and Francine Gauthier, spinster, 330 St. Hubert, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Isicon Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717080

Jogrin Investments Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Montreal, Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, both advocates, and Morris Shuter, accountant, 201 Harland Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Jogrin Investments Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717363

Le journal Métropolitain de Trois-Rivières inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Louis Parent, 855, Cardinal Roy, Cap-de-la-Madeleine, Guy Rouleau, 3715, Montpellier, Trois-Rivières-Ouest, tous deux publicistes, Jean-Paul Savoie, et Hermann Fournier, ces deux derniers hommes d'affaires, de Daveluyville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes, publicistes et autres commerces connexes, sous le nom de « Le journal Métropolitain de Trois-Rivières inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1425, rue des Forges, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717109

Lapalme & Choinière Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Denis Lapalme, route rurale 5, Rémi Choinière, tous deux entrepreneurs, et Micheline Beauregard, secrétaire, épouse dudit Rémi Choinière, ces deux derniers de Terrasse Bellevue, tous trois de Canton de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en excavation, sous le nom de « Lapalme & Choinière Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Terrasse Bellevue, canton de Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720084

Charles Lapierre inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Charles-E. Lapierre, 240, Strathmore, Dorval, Gordon Mayberry, 4802, Pierre-Lauzon, Pierrefonds, tous deux vendeurs, et Gabriel Lapointe, avocat, 1260, McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717363

Le journal Métropolitain de Trois-Rivières inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Parent, 855 Cardinal Roy, Cap-de-la-Madeleine, Guy Rouleau, 3715 Montpellier, Trois-Rivières West, both publicists, Jean-Paul Savoie, and Hermann Fournier, the latter two businessmen, of Daveluyville, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type-founders, advertising agents, and in other like trades, under the name of "Le journal Métropolitain de Trois-Rivières inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1425 des Forges Street, Trois-Rivières, judicial district of Three-Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717109

Lapalme & Choinière Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Lapalme, Rural Route 5, Rémi Choinière, both contractors, and Micheline Beauregard, secretary, wife of the said Rémi Choinière, the latter two of Terrasse Bellevue, all three of the township of Granby, for the following purposes:

To carry on business as excavating contractors, under the name of "Lapalme & Choinière Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Terrasse Bellevue, township of Granby, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720084

Charles Lapierre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-E. Lapierre, 240 Strathmore, Dorval, Gordon Mayberry, 4802 Pierre-Lauzon, Pierrefonds, both salesmen, and Gabriel Lapointe, lawyer, 1260 McGregor, Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de machines à production et conditionnement pour tout genre de produits, sous le nom de « Charles Lapierre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 2111-1969

Laurent Truck Parts Inc.
Les pièces de camions Laurent inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Sol Apel, 2657, avenue Ekers, Harry Blank, 4625, avenue Miller, Michel Bergevin, 1195 est, Legendre, et Jean-Pierre Aubré, 755, boulevard Montpellier, app. 603, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de pièces, transmissions, accessoires, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et appareils se rapportant à la construction d'automobiles, camions et véhicules-moteurs de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Laurent Truck Parts Inc.— Les pièces de camions Laurent inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720038

Learub Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, 6240, avenue Westbury, Max Bernfeld, 4635, avenue Clanranald, tous deux avocats, de Montréal, et Anne Caesar, secrétaire, fille majeure, 1677, avenue Millar, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Learub Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717205

To manufacture and deal in all kinds of manufacturing and processing machines for all kinds of products, under the name of "Charles Lapierre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 2111-1969

Laurent Truck Parts Inc.
Les pièces de camions Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sol Apel, 2657 Ekers Avenue, Harry Blank, 4625 Miller Avenue, Michel Bergevin, 1195 Legendre East, and Jean-Pierre Aubré, 755 Montpellier Boulevard, #603, all four advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of parts, gears, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to construction of motor cars, trucks and motorized vehicles of any kind, under the name of "Laurent Truck Parts Inc.— Les pièces de camions Laurent inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720038

Learub Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury Avenue, Max Bernfeld, 4635 Clanranald Avenue, both advocates, of Montreal, and Anne Caesar, secretary, spinster, 1677 Millar Avenue, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Learub Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717205

Lebrun Trailer and Float Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Yves Lebrun, industriel, Rose Boutin, ménagère, épouse dudit Yves Lebrun, et Léonide Grondin, contremaître, tous trois de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Fabriquer des remorques, roulottes, wagons, fourgons, vans, chariots, camions, machines, moteurs, véhicules, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Lebrun Trailer and Float Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées de classe « A » de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Guadeloupe, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720055

Ledair Holdings Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, avenue Macdonald, Hampstead, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Ledair Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 642, rue de Courcelle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716912

Ledmin Sales Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Alan M. Stein, 5700, avenue Cavendish, app. 903, Côte Saint-Luc, Irwin Rudick, 6637, chemin Bailey, tous deux avocats, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, 3555, Côte des Neiges, app. 1810, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des textiles, articles vestimentaires et toutes autres sortes de tissus, garnitures et ornements, en faire le commerce, sous le nom de « Ledmin Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5

Lebrun Trailer and Float Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Lebrun, industrialist, Rose Boutin, housewife, wife of the said Yves Lebrun, and Léonide Grondin, foreman, all three of La Guadeloupe, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers, mobile homes, waggons, motorvans, vans, carriages trucks, engines, motors, vehicles, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Lebrun Trailer and Float Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 60,000 common shares of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $10 each and 20,000 "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at La Guadeloupe, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720055

Ledair Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald Avenue, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "Ledair Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 642 de Courcelle Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 716912

Ledmin Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alan M. Stein, 5700 Cavendish Avenue, Apt. 903, Côte Saint-Luc, Irwin Rudick, 6637 Bailey Road, both advocates, and Lillian Lazare, secretary, fille majeure, 3555 Côte des Neiges, Apt. 1810, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, wearing apparel, and all other kinds of fabrics, trimmings and ornaments, under the name of "Ledmin Sales Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 5 class

actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 95 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 716005

Librairie du Trigone inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Irving Adessky, 56, Heath, Montréal, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, et Carolyn Schanfield, 2782, McWillis, Saint-Laurent, ces deux dernières filles majeures, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir à titre d'agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Librairie du Trigone inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717090

Librairie Select inc.
Select Library Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1971, constituant en corporation: J.-Roméo Chèvrefils, André Daigneault, tous deux courtiers d'assurances de 255, boulevard d'Anjou, Châteauguay, et Gilles Yergeau, comptable, 9157, de Ségur, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires et faire le commerce de brochures, périodiques, livres et de toutes espèces de matière imprimée, sous le nom de « Librairie Select inc. — Select Library Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordiniares de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 717010

Linstan Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michael Vineberg, avocat, 3479,

"A" shares of a par value of $10 each, 95 class "B" shares of a par value of $10 each and 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 716005

Librairie du Trigone inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Adessky, 56 Heath, Montreal, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, and Carolyn Schanfield, 2782 McWillis, Saint-Laurent, the latter two spinsters, all three advocates, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Librairie du Trigone inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717090

Librairie Select inc.
Select Library Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Roméo Chèvrefils, André Daigneault, both insurance brokers, of 255 d'Anjou Boulevard, Châteauguay, and Gilles Yergeau, accountant, 9157 de Ségur, St. Léonard, for the following purposes:

To carry on business as booksellers and deal in brochures, periodicals, books and all kinds of printed matter, under the name of "Librairie Select inc. — Select Library Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 717010

Linstan Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Vineberg, advocate, 3479 Stan-

rue Stanley, Lorraine McLeod, épouse de Peter Steiner, 218, Berlioz, et Suzanne Desjardins, épouse de Keith Hamilton, 6001, 23e avenue, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Linstan Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8370, avenue Bougainville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717408

ley Street, Lorraine McLeod, wife of Peter Steiner, 218 Berlioz, and Suzanne Desjardins, wife of Keith Hamilton, 6001, 23rd Avenue, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Linstan Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 8370 Bougainville Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717408

Lithium Mining and Processing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux de Montréal, et G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits chimiques, matières colorantes, ciments, minéraux, liquides à freins, superphosphates, savons, fertilisants, peintures, vernis, enduits colorants, polis, teintures, huiles, acides, charbon, coke, goudron et ses produits et dérivés, en faire le commerce, sous le nom de « Lithium Mining and Processing Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717375

Lithium Mining and Processing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Marcoux, secretary, fille majeure, 1488 Galt, Guy-E. Boisvert, 4876 Glencairn, both of Montreal, and G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, dye stuffs, cements, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, under the name of "Lithium Mining and Processing Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717375

Location de camions, Joliette inc.
Joliette Truck Leasing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacques Dugas, 111, Tellier, J.-H. Denis Gagnon, 833, Manseau, tous deux avocats, de Joliette, et Claude Bélanger, comptable, Crabtree, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Location de camions, Joliette inc. — Joliette Truck Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Thomas, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717255

Location de camions, Joliette inc.
Joliette Truck Leasing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dugas, 111 Tellier, J.-H.-Denis Gagnon, 833 Manseau, both lawyers, of Joliette, and Claude Bélanger, accountant, Crabtree, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Location de camions, Joliette inc. — Joliette Truck Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Thomas, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717255

Loto-Putt Québec Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Threlfall, 5907, Honoré-Mercier, Saint-Léonard, Camill Smith, 276, St-Elzéar est, Laval, tous deux gérants, et Claude Durand, comptable, 5, Place Ville Marie, suite 820, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de golf miniatures, à l'intérieur et à l'extérieur, sous le nom de « Loto-Putt Québec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 276, boulevard St-Elzéar est, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 716905

M. & S. Parking Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Monastesse, vendeur, 14, 4e rue, Roxboro, Henri-Paul Nadeau, comptable, 5635, Wilderton, Montréal, et Harry St. Michael, menuisier, 3050, Provost, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter des stationnements publics ou privés, sous le nom de « M. & S. Parking Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 14, 4e Rue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720186

Maniwaki Steak House Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Henri Courtemanche, avocat, Gilles Courtemanche, étudiant, et Marcelle Courtemanche, secrétaire, fille majeure, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Maniwaki Steak House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720168

Loto-Putt Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Threlfall, 5907 Honoré-Mercier, St. Léonard, Camill Smith, 276 St. Elzéar East, Laval, both managers, and Claude Durand, accountant, 5 Place Ville Marie, Suite 820, Montreal, for the following purposes:

To operate interior and exterior miniature golf courses, under the name of "Loto-Putt Québec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 276 St. Elzéar Boulevard East, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 716905

M. & S. Parking Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Monastesse, salesman, 14, 4th Street, Roxboro, Henri-Paul Nadeau, accountant, 5635 Wilderton, Montreal, and Harry St. Michael, carpenter, 3050 Provost, Lachine, for the following purposes:

To operate public or private parking lots, under the name of "M. & S. Parking Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 14, 4th Street, Roxboro, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720186

Maniwaki Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Courtemanche, lawyer, Gilles Courtemanche, student, and Marcelle Courtemanche, secretary, spinster, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Maniwaki Steak House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Maniwaki, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720168

Marché Laflamme inc.
Laflamme Market Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: J.-Amédée Laflamme, commerçant, Rose-Aimée Beaudoin, ménagère, épouse dudit J.-Amédée Laflamme, tous deux de 102, Loiselle, Cowansville, et Alain-D. Laflamme, avocat, 118, Argyle, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Marché Laflamme inc. — Laflamme Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717099

Marcotte & Massicotte inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Victor Massicotte, comptable, Madeleine Allard, infirmière, épouse dudit Victor Massicotte, tous deux de 614, Père-Michaud, et Yvon Massicotte, professeur, 403, Richard, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants, embouteilleurs et négociants de boissons gazeuses, liqueurs douces, jus, sirop et autres breuvages semblables, sous le nom de « Marcotte & Massicotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, rue Richard, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720085

Marge Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Paul Kaiser, 5763, rue Davies, Côte Saint-Luc, Richard Kaiser, tous deux comptables agréés and Marjorie Kaiser, vendeuse, épouse dudit Richard Kaiser, ces deux derniers de 4909, avenue Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Marge Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Marché Laflamme inc.
Laflamme Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Amédée Laflamme, dealer, Rose-Aimée Beaudoin, housewife, wife of the said J.-Amédée Laflamme, both of 102 Loiselle, Cowansville, and Alain-D. Laflamme, laywer, 118 Argyle, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as licensed grocers-butchers, under the name of "Marché Laflamme inc. — Laflamme Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717099

Marcotte & Massicotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Massicotte, accountant, Madeleine Allard, nurse, wife of the said Victor Massicotte, both of 614 Père-Michaud, and Yvon Massicotte, teacher, 403 Richard, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, bottlers and wholesale merchants of carbonated beverages, soft drinks, juices, syrup and other like beverages, under the name of "Marcotte & Massicotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 300 Richard Street, Joliette, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720085

Marge Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Kaiser, 5763 Davies Street, Côte Saint-Luc, Richard Kaiser, both chartered accountants, and Marjorie Kaiser, saleslady, wife of the said Richard Kaiser, the latter two of 4909 Clanranald Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Marge Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 4909, rue Clanranald, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 714830

Mediterranean Gyro's Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Aristia Petkoglu, ménagère, épouse de Christopher Scodras, 212, rue Varry, Saint-Laurent, James Sampson, 6255, Joseph-Raynaud, app. 329, et Alex Vasilkioti, 2991, rue Rathwell, ces deux derniers comptables, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Mediterranean Gyro's Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 212, rue Varry, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717005

Meubles Côté & frères ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Côté, vendeur, Yvette Fortin, ménagère, épouse dudit André Côté, tous deux de 995, Hébert, Yvon Côté, vendeur, et Isola Bouchard, ménagère, épouse dudit Yvon Côté, ces deux derniers de 1015, Hébert, tous quatre de Desbiens, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles et appareils électriques de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Meubles Côté & frères ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 993, rue Hébert, Desbiens, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716951

Miss-Tee Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Saundra Tobman, épouse de Leonard Tobman, 575, Glengarry, Mont-Royal, Helen Bard, épouse de Marshall Bard, 803, avenue Dorset, Laval, toutes deux manufacturières, et Martin A. Aster, avocat, 6525, chemin de la côte St-Luc, app. 305, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 4909 Clanranald Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 714830

Mediterranean Gyro's Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aristia Petkoglu, housewife, wife of Christopher Scodras, 212 Varry Street, Saint-Laurent, James Sampson, 6255 Joseph-Raynaud, Apt. 329, and Alex Vasilkioti, 2991 Rathwell Street, the latter two accountants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Mediterranean Gyro's Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 212 Varry Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Director of the Companies Service,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717005

Meubles Côté & frères ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Côté, salesman, Yvette Fortin, housewife, wife of the said André Côté, both of 995 Hébert, Yvon Côté, salesman, and Isola Bouchard, housewife, wife of the said Yvon Côté, the latter two of 1015 Hébert, all four of Desbiens, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and electrical appliances of all kinds, under the name of "Meubles Côté & frères ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 993 Hébert Street, Desbiens, judicial district of Roberval.

Director of the Companies Service,
PIERRE DESJARDINS.

45418 716951

Miss-Tee Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saundra Tobman, wife of Leonard Tobman, 575 Glengarry, Mount Royal, Helen Bard, wife of Marshall Bard, 803 Dorset Avenue, Laval, both manufacturers, and Martin A. Aster, advocate, 6525 Côte St. Luc Road, Apt. 305, Montreal, for the following purposes:

Confectionner des robes, des vêtements de sport et toutes sortes et tous genres d'accessoires pour dames, en faire le commerce, sous le nom de « Miss-Tee Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 185 ouest, rue Louvain, 4e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 720096

Norstat Corporation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton, fils, 5830 de Louisbourg, app. 26, tous deux de Montréal, et Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, tous trois commis en Loi, pour les objets suivants:

Fabriquer du matériel servant au contrôle de l'électricité, plomberie et climatisation, des dispositifs et appareils de réglage, leurs pièces et accessoires, en faire le commerce, sous le nom de « Norstat Corporation Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717333

O.N.P. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean Bélanger, barbier, 65, Babel, Jean-Guy Donais, garçon de table, 59, Champlain, et Jean-Yves Pearson, instructeur de natation, 173, Legardeur, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout équipement et accessoires relatifs à la navigation, la natation et la plongée sous-marine, sous le nom de « O.N.P. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 173, Legardeur, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717158

Optica St. Catherine Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1971, cons-

To manufacture and deal in ladies' dresses, sportswear and related garments of all kinds and descriptions, under the name of "Miss-Tee Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 185 Louvain Street West, 4th Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 720096

Norstat Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton junior, 5830 de Louisbourg, Apt. 26, both of Montreal, and Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, all three law clerks, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric, plumbing and temperature regulating equipment, devices and controls, their parts and accessories, under the name of "Norstat Corporation Inc.", with a capital stock divided into 10,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717333

O.N.P. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Bélanger, barber, 65 Babel, Jean-Guy Donais, waiter, 59 Champlain, and Jean-Yves Pearson, swimming instructor, 173 Legardeur, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of equipment and accessories related to sailing, swimming and deep-sea diving, under the name of "O.N.P. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 173 Legardeur, Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717158

Optica St. Catherine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tituant en corporation: Naguib Joseph Scaff, optométriste, Lorraine Mary Chantous, ménagère, épouse dudit Naguib Joseph Scaff, tous deux de 155, de Guire, app. #809, Saint-Laurent, et Assaad Chantous, rentier, 11767, Jos. Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des articles de verre, des lentilles, lunettes, verres, fournitures de laboratoire, marchandises d'optique et machinerie et instruments utilisés dans la fabrication ou l'amélioration d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « Optica St. Catherine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 374 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 717206

Orzech, Brady & Company Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: David S. Brady, comptable, 13250, Acadie, Pierrefonds, Louis Orzech, administrateur, 5761, Honoré de Balzac, app. 515, Côte Saint-Luc, Martin D. Bogante, 455, avenue Hudson, Montréal-Ouest, et Larry S. Sazant, 15, avenue Lesage, Dollard-des-Ormeaux, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Orzech, Brady & Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 13250, boulevard Acadie, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 716642

Papeterie Yamaska inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Leon Ligus, concessionnaire, Yvonne Walker, ménagère, épouse dudit Leon Ligus, tous deux de 2340, avenue Lincoln, et Jean Aubin, manufacturier, 5755, est, boulevard Métropolitain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de cartons et de produits d'emballage flexibles, sous le nom de « Papeterie Yamaska inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

incorporating: Naguib Joseph Scaff, optometrist, Lorraine Mary Chantous, housewife, wife of the said Naguib Joseph Scaff, both of 155 de Guire, #809, Saint-Laurent, and Assaad Chantous, retired, 11767 Jos. Casavant, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in glassware, lenses, spectacles, eye glasses, laboratory supplies, optical goods and machinery and equipment used in the manufacture or improvement thereof, under the name of "Optica St. Catherine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 374 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 717206

Orzech, Brady & Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David S. Brady, accountant, 13250 Acadie, Pierrefonds, Louis Orzech, executive, 5761 Honoré de Balzac, Apt. 515, Côte Saint-Luc, Martin D. Bogante, 455 Hudson Avenue, Montreal West, and Larry S. Sazant, 15 Lesage Avenue, Dollard-des-Ormeaux, the latter two attorneys, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Orzech, Brady & Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 13250 Acadie Boulevard, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 716642

Papeterie Yamaska inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leon Ligus, distributor, Yvonne Walker, housewife, wife of the said Leon Ligus, both of 2340 Lincoln Avenue, and Jean Aubin, manufacturer, 5755 Metropolitan Boulevard East, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of cardboard and flexible packaging products, under the name of "Papeterie Yamaska inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à 2625, rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720255

Le Paradis du Pêcheur inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Émilien Vallée, 545, Townshend, Saint-Lambert, Raymond Duquette, 350, Willowdale, app. 32, Outremont, tous deux avocats, et Huguette Latendresse, comptable, fille majeure, 2300, Panet, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de sport, de vêtements de sport et tout genre d'équipement ou autres objets relatifs à la chasse, la pêche, le golf, le ski et tout autre sport ou loisirs, sous le nom de « Le Paradis du Pêcheur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720166

Perfect Data Systems Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Constantine Anagnostopoulos, 7040, Durocher, Athanase Lambropoulos, 6070, de l'Épée, app. 4, Michael Barogiannis, 4050, Côte Ste-Catherine, app. 2, tous trois de Montréal, Alexander Vasilkiotis, 2991, rue Rothwell, Lachine, et Peter Vasilkiotis, 2028, Dépatie, Saint-Laurent, tous comptables, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce à titre d'experts-conseils à la gestion et à l'industrie, experts et conseillers dans l'exploitation de toutes sortes de commerces, exploitations ou entreprises, sous le nom de « Perfect Data Systems Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717335

Phi Kappa Pi Montreal Alumni Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971,

The head office of the company is at 2625 Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720255

Le Paradis du Pêcheur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilien Vallée, 545 Townshend, St. Lambert, Raymond Duquette, 350 Willowdale, Apt. 32, Outremont, both lawyers, and Huguette Latendresse, accountant, spinster, 2300 Panet, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports goods, sportswear and all kinds of equipment or other items relating to hunting, fishing, golf, skiing and all other sports or recreational activity, under the name of "Le Paradis du Pêcheur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720166

Perfect Data Systems Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Constantine Anagnostopoulos, 7040 Durocher, Athanase Lambropoulos, 6070 de l'Épée, #4, Michael Barogiannis, 4050 Côte St. Catherine, #2, all three of Montreal, Alexander Vasilkiotis, 2991 Rothwell Street, Lachine, and Peter Vasilkiotis, 2028 Depatie, Saint-Laurent, all accountants, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, operations and undertakings, under the name of "Perfect Data Systems Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each and 5,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717335

Phi Kappa Pi Montreal Alumni Corporation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1871, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to

constituant en corporation sans capital-actions: W. Rex Ford, ingénieur, 89, avenue Fieldsend, Beaconsfield, George Dundass, dentiste, 3843, avenue Harvard, J. Arclen Blakely, 3465, Redpath. app. 804, tous deux de Montréal, John Gomery, 18, de Provence, Saint-Lambert, et James A. Robb, 9, avenue Renfrew, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et gérer un club à des fins de commodité, de récréation, et d'agrément pour ses membres, sous le nom de « Phi Kappa Pi Montreal Alumni Corporation ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est $100,000.

Le siège social de la corporation est au 3647, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 3211-1971

Les placements C E C inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Charles-E. Couture, arpenteur-géomètre, Mario Couture, étudiant, tous deux de 69, St-Olaf, et Thérèse Doré, secrétaire, épouse de Rodrigue Lévesque, 690, Giasson, #43, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements C E C inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 760, avenue Laure, Édifice Arcade, suite 26, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720092

Les placements de St-Luc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roméo Desjardins, architecte, 3605, Hochelaga, Ralph Grossman, administrateur, 20, Place Holtham, Micheline Michelin, ménagère, épouse de Germain Beaudry, 4337, Amos, tous trois de Montréal, Louis Zimman, commerçant, 539, Lalement, Roland Trudeau, huissier, 424, Maisonneuve, tous deux de Saint-Jean, et Gérald Grossman, entrepreneur, 2407, Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les placements de St-Luc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

corporate a corporation without share capital: W. Rex Ford, engineer, 89 Fieldsend Avenue, Beaconsfield, George Dundass, dentist, 3843 Harvard Avenue, J. Arclen Blakely, 3465 Redpath, Apt. 804, both of Montreal, John Gomery, 18 de Provence, Saint-Lambert, and James A. Robb, 9 Renfrew Avenue, Westmount, the latter three advocates, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation, recreation and convenience of its members, under the name of "Phi Kappa Pi Montreal Alumni Corporation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 3647 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 3211-1971

Les placements C E C inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-E. Couture, land-surveyor, Mario Couture, student, both of 69 St. Olaf, and Thérèse Doré, secretary, wife of Rodrigue Lévesque, 690 Giasson, #43, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements C E C inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 760 Laure Avenue, Arcade Building, Suite 26, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720092

Les placements de St-Luc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roméo Desjardins, architect, 3605 Hochelaga, Ralph Grossman, administrator, 20 Place Holtham, Micheline Michelin, housewife, wife of Germain Beaudry, 4337 Amos, all three of Montreal, Louis Zimman, merchant, 539 Lalement, Roland Trudeau, bailiff, 424 Maisonneuve, both of St. Jean, and Gerald Grossman, contractor, 2407 Gold, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les placements de St-Luc inc.», with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717128

Les placements Lavoie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alfred Lavoie, 121, du Parc, Bagotville, Laurier Lavoie, tous deux courtiers d'assurances agréés, et Suzanne Tremblay, ménagère, épouse dudit Laurier Lavoie, ces deux derniers de 1071, 3e rue, Port-Alfred, pour les objets suivants:

Exercer le financement de primes d'assurances générales et de comptes à recevoir dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Les placements Lavoie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1071, 3e rue, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 715725

Placements la Rondelle ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Micheline Plante, secrétaire, épouse d'André Plante, 130, avenue Lamontagne, Roger Garneau, 97, Laurier, Louis St-Arnand, 1130, rue Murray, tous trois de Québec, Christine Tourigny, fille majeure, 2198, boulevard Laurier, Sillery, tous trois avocats, et Louis Guimont, étudiant en droit, 1017, Duchesneau, app. 25, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Placements la Rondelle ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 630 ouest, boulevard Dorchester, suite 2260, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des Compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717214

Placements Mathegi, ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles-J.-W. Larose, notaire, 530, Mitchell, Mont-Royal, France Ouellette, 1657, St-Joseph, Montréal, et Thérèse Pinel, 8073, Lefebvre, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Luc, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717128

Les placements Lavoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Miniter of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Lavoie, 121 du Parc, Bagotville, Laurier Lavoie, both chartered insurance brokers, and Suzanne Tremblay, housewife, wife of the said Laurier Lavoie, the latter two of 1071, 3rd Street, Port-Alfred, for the following purposes:

To engage in the financing of general insurance premiums and accounts receivable in each and all of its forms, under the name of "Les placements Lavoie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1071, 3rd Street, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 715725

Placements la Rondelle ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Plante, secretary, wife of André Plante, 130 Lamontagne Avenue, Roger Garneau, 97 Laurier, Louis St-Arnaud, 1130 Murray Street, all three of Québec, Christine Tourigny, fille majeure, 2198 Laurier Boulevard, Sillery, all three lawyers, and Louis Guimont, law student, 1017 Duchesneau, Apt. 25, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Placements la Rondelle ltée », with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 2260, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717214

Placements Mathegi, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-J.-W. Larose, notary, 530 Mitchell, Mount Royal, France Ouellette, 1657 St. Joseph, Montreal, and Thérèse Pinel, 8073 Lefebvre, Lasalle, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Mathegi, ltée », avec un capital total de $500,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune, 49,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 117, rue St-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717168

Placements Nouvelle Ère inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles-J.-W. Larose, notaire, 530 Mitchell, Mont-Royal, France Ouellette, 1657, St-Joseph, et Gisèle Gervais, 1887, Desjardins, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Nouvelle Ère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 6 actions ordinaires de $100 chacune, 3,937 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 30 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716952

Les placements V.I.P. inc.
V.I.P. Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Louis-Pierre Lapointe, Habitat '67, app. 236, Pierre-L. Lussier, Habitat '67, app. 1007, tous deux de Montréal, et Robert Bastien, 500, de Gaspé, app. 610, Île-aux-Soeurs, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements V.I.P. inc.— V.I.P. Investments Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717134

Plani-Logis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, consti-

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Mathegi, ltée", with a total capital stock of $500,000, divided into 10 common shares of $100 each, 49,800 class "A" preferred shares of $10 each and 100 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 117 St. Thomas Street, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717168

Placements Nouvelle Ère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-J.-W. Larose, notary, 530 Mitchell, Mount Royal, France Ouellette, 1657 St. Joseph, and Gisèle Gervais, 1887 Desjardins, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Nouvelle Ère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 6 common shares of $100 each, 3,937 class "A" preferred shares of $10 each and 30 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716952

Les placements V.I.P. inc.
V.I.P. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Pierre Lapointe, Habitat '67, Apt. 236, Pierre-L. Lussier, Habitat '67, Apt. 1007, both of Montreal, and Robert Bastien, 500 de Gaspé, Apt. 601, Île-aux-Soeurs, all three administrators, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements V.I.P. inc.— V.I.P. Investments Inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717134

Plani-Logis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Robert Morisset, avocat, 945, Bougainville, Andrée Delisle, 445, St-Cyrille ouest, et Odile Drouin, 811, Cardinal Rouleau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, agents et administrateurs d'immeubles, sous le nom de « Plani-Logis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1035, boulevard Pie XII, suite 209, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720332

Poligraphic Label & Tag (Québec) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Rubin Kutzman, vendeur, 12451, Granger, Pierrefonds, Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, et Jack Boidman, 6505 Côte St-Luc, Côte-Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, lithographes, stéréotypeurs, électrotypeurs, photograveurs, photolithographes, graveurs, graveurs d'étampes, fabricants de livre de comptabilité, relieurs et papetiers, sous le nom de « Poligraphic Label & Tag (Québec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 12451, rue Granger, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 716372

Polygestion inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Saine, conseiller en administration, Lorraine Robineau, infirmière licenciée, épouse dudit Jean Saine, tous deux de 6210, chemin Deacon, Montréal, et Normand Bellemare, comptable, 705, Churchill ouest, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et agents de toutes entreprises professionnelles, commerciales ou industrielles, sous le nom de « Polygestion inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720004

incorporating: Robert Morisset, lawyer, 945 Bougainville, Andrée Delisle, 445 St. Cyrille West, and Odile Drouin, 811 Cardinal Rouleau, the latter two secretaries, spinsters, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as realty brokers, agents and administrators, under the name of "Plani-Logis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1035 Pie XII Boulevard, Suite 209, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720332

Poligraphic Label & Tag (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rubin Kurtzman, salesman, 12451 Granger, Pierrefonds, Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, and Jack Boidman, 6505 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, photolithographers, engravers, die-sinkers, blank-book manufacturers, bookbinders and stationers, under the name of "Poligraphic Label & Tag (Québec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 12451 Granger Street, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 716372

Polygestion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Saine, management consultant, Loraine Robineau, registered nurse, wife of the said Jean Saine, both of 6219 Deacon Road, Montreal, and Normand Bellemare, accountant, 705 Churchill West, St-Lambert, for the following purposes:

To act as consultants and agents for all kinds of professional, commercial or industrial firms, under the name of "Polygestion inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720004

R.P. Vacuum Magog Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Rosaire Pomerleau, commerçant, Georgette Pomerleau, ménagère, épouse dudit Rosaire Pomerleau, tous deux de 100, boulevard Pie XII, et Jean Pomerleau, étudiant, chemin de la Rivière, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en système central de nettoyage par le vide, sous le nom de « R.P. Vacuum Magog Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 716563

Les produits Cha-Ro inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Charles Pouliot, vendeur, Claire Poulin, ménagère, épouse dudit Charles Pouliot, tous deux de 2, Rousseau, Saint-David-de-l'Auberivière, et Roger Tanguay, industriel, 74, St-Ferdinand, Lévis, pour les objets suivants:

Faire le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustible et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Les produits Cha-Ro inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 89, route Kennedy, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720240

R.B.W. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michel Bessette, Marc Rivard, tous deux avocats, et Denyse Langevin, secrétaire, épouse de Jacques Langevin, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « R.B.W. Inc. », avec un capital total de $1,200,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune, 17,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 1,180 actions privilégiées catégorie « B » de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Potton, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717165

R.P. Vacuum Magog Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Pomerleau, merchant, Georgette Pomerleau, housewife, wife of the said Rosaire Pomerleau, both of 100 Pie XII Boulevard, and Jean Pomerleau, student, de la Rivière Road, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business as contractors specializing in central vacuum cleaning systems, under the name of "R.P. Vacuum Magog Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 716563

Les produits Cha-Ro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Pouliot, salesman, Claire Poulin, housewife, wife of the said Charles Pouliot, both of 2 Rousseau, St. David-de-l'Auberivière, and Roger Tanguay, industrialist, 74 St. Ferdinand, Lévis, for the following purposes:

To deal in coal, coke, peat, oil, wood, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Les produits Cha-Ro inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 89 Kennedy Highway, Lévis, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720240

R.B.W. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bessette, Marc Rivard, both lawyers, and Denyse Langevin, secretary, wife of Jacques Langevin, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "R.B.W. Inc.", with a total capital stock of $1,200,000, divided into 3,000 common shares of $1 each, 17,000 preferred shares class "A" of $1 each and 1,180 preferred shares class "B" of $1,000 each.

The head office of the company is at Potton, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717165

Reliance Overseas Corporation (Canada) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1971 constituant en corporation: Pierre Jolin, avocat, 3053, Lechasseur, Sainte-Foy, Diane Têtu, épouse d'André Têtu, 33, de la Morendière, app. 5, Beauport, et Carolle Brissette, épouse d'André Brissette, 1405, Tassé, Les Saules, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Reliance Overseas Corporation (Canada) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 10101, Parkway, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 714077

Reliance Overseas Corporation (Canada) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperaives, incorporating: Pierre Jolin, advocate, 3053 Lechasseur, Sainte-Foy, Diane Têtu, wife of André Têtu, 33 de la Morendière, Apt. 5, Beauport, and Carolle Brissette, wife of André Brissette, 1405 Tassé, Les Saules, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Reliance Overseas Corporation (Canada) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 10101 Parkway, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 714077

Résidence Berthiaume-Dutremblay

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Pinard, avocat, 36, avenue Surrey Gardens, Westmount, Maurice Gravel, industriel, 5488, Côte St-Antoine, et Gilles Trahan, comptable, 6504, Bruton, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer un centre d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées, sous le nom de « Résidence Berthiaume-Dutremblay ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 1655, boulevard Gouin est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 715949

Résidence Berthiaume-Dutremblay

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roch Pinard, lawyer, 36 Surrey Gardens Avenue, Westmount, Maurice Gravel, industrialist, 5488 Côte St. Antoine, and Gilles Trahan, accountant, 6504 Bruton, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manage a center designed to provide help and shelter for the aged, under the name of "Résidence Berthiaume-Dutremblay".

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $1,000,000.

The head office of the corporation is at 1655 Gouin Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 715949

Pierre Rock inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Plouffe, 51, Alger, Québec, Roch Roberge, 450, 46e rue est, Charlesbourg, tous deux garagistes, et Claude Tremblay, comptable, 426, Jarry est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Pierre Rock inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Pierre Rock inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Plouffe, 51 Alger, Québec, Roch Roberge, 450, 46th Street East, Charlesbourg, both garage operators, and Claude Tremblay, accountant, 426 Jarry East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Pierre Rock inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 6460, 1re avenue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717368

Alan Rosenfeld Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alan Rosenfeld, vendeur, 1185, Maria Crescent, Laval, Stanley R. Shuster, avocat, 4000 ouest, de Maisonneuve, Montréal, et Rima Singer, secrétaire, épouse de Malcom Singer, 324, Redfern, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits manufacturés, marchandises, propriétés personnelles et toutes sortes d'articles pouvant servir dans le commerce ou un négoce, sous le nom de « Alan Rosenfeld Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717410

Maurice Ross ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Louis Provencher, avocat, 42, boulevard Carignan, Andrée Bellavance, secrétaire, fille majeure, 89A, Perreault, et Maurice Ross, commerçant, 47, Dunn, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines à coudre et accessoires, sous le nom de « Maurice Ross ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 47, rue Dunn, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717033

Samos Holdings Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Wolfe M. Friedman, 5750, avenue Smart, Côte-Saint-Luc, George A. Bey, 746, Upper Belmont, Westmount, tous deux avocats, et Theslyn Miller, secrétaire, fille majeure, 9199, Airlie, Lasalle, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 6460, 1st Avenue, Charlesbourg, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717368

Alan Rosenfeld Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alan Rosenfeld, salesman, 1185 Maria Crescent, Laval, Stanley R. Shuster, advocate, 4000 de Maisonneuve West, Montreal, and Rima Singer, secretary, wife of Malcom Singer, 324 Redfern, Westmount, for the following purposes:

To deal in manufactured products, merchandise, personal property and subjects of trade or commerce of every kind and nature, under the name of "Alan Rosenfeld Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717410

Maurice Ross ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Provencher, lawyer, 42 Carignan Boulevard, Andrée Bellavance, secretary, spinster, 89A Perreault, and Maurice Ross, merchant, 47 Dunn, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To deal in sewing machines and accessories, under the name of "Maurice Ross ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 47 Dunn Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717033

Samos Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wolfe M. Friedman, 5750 Smart Avenue, Côte Saint-Luc, George A. Bey, 746 Upper Belmont, Westmount, both attorneys, and Theslyn Miller, secretary, spinster, 9199 Airlie, Lasalle, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Samos Holdings Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 720115

Le Sentier du Grand-Portage inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Aurèle Michaud, Saint-Hubert, Willie Dupuis, Saint-Honoré, tous deux marchands, Jean Bourdeau, chiropratricien, Rivière-du-Loup, Simon Caron, comptable, Saint-Louis-du-Ha! Ha!, et Paul Beaulieu, professeur, Cabano, pour les objets suivants:

Promouvoir les sports de plein air, sous le nom de « Le Sentier du Grand-Portage inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $80,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Modeste, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716720

Smico inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Beat Bischof, commerçant, 75, 15e avenue sud, Roxboro, Raymond Lette, avocat, 27, McNider, et Edith Graf, secrétaire, fille majeure, 3601, Ste-Famille, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'importation, l'exportation et le commerce des articles de sport, cadeaux, coutellerie, fournitures de restaurant et de publicité, sous le nom de « Smico inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 9450, Charles de la Tour, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 716541

Société générale d'administration de Rimouski (S.G.D.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul-Arthur Gendreau, 40, des

To carry on the business of an investment company, under the name of "Samos Holdings Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720115

Le Sentier du Grand-Portage inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aurèle Michaud, St. Hubert, Willie Dupuis, St. Honoré, both merchants, Jean Bourdeau, chiropractor, Rivière-du-Loup, Simon Caron, accountant, St. Louis-du-Ha! Ha!, and Paul Beaulieu, teacher, Cabano, for the following purposes:

To promote outdoor sports, under the name of "Le Sentier du Grand-Portage inc.".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $80,000.

The head office of the corporation is at St. Modeste, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716720

Smico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Beat Bischof, merchant, 75, 15th Avenue South, Roxboro, Raymond Lette, lawyer, 27 McNider, and Edith Graf, secretary, spinster, 3601 Ste. Famille, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To import, export and deal in sporting goods, gifts, cutlery, restaurant and advertising equipment, under the name of "Smico inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 9450 Charles de la Tour, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 716541

Société générale d'administration de Rimouski (S.G.D.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Arthur Gendreau, 40 des Flandres, Marion

Flandres, Marion Pelletier, 250, du Côteau, tous deux avocats, et Lucie Desrosiers, secrétaire, fille majeure, 41, 14e rue ouest, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Société générale d'administration de Rimouski (S.G.D.) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 456, Place Monseigneur Langis, suite 108, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720061

Station service de Baie-Comeau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Guy Cavanagh, 187, Lasalle, Gérard DesRosiers, 120, Legardeur, tous deux hommes d'affaires, et Paul Leclerc, comptable, 102, Donald Smith, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Station service de Baie-Comeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 187, avenue Lasalle, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720271

Ste-Ko Ltd.
Ste-Ko ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Steven Korda, 1455 ouest, Sherbrooke, Montréal, Tom Frankl 53, Belvedere Circle, Westmount, et Leon Jedeikin, 65, chemin Stratford, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Ste-Ko Ltd.— Ste-Ko ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1440 ouest, rue Ste-Catherine, suite 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717193

Pelletier, 250 du Côteau, both lawyers, and Lucie Desrosiers, secretary, spinster, 41, 14th Street West, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, investment and holding company, under the name of "Société générale d'administration de Rimouski (S.G.D.) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 456 Place Monseigneur Langis, Suite 108, Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720061

Station service de Baie-Comeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Cavanagh, 187 Lasalle, Gérard DesRosiers, 120 Legardeur, both businessmen, and Paul Leclerc, accountant, 102 Donald Smith, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Station service de Baie-Comeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 187 Lasalle Avenue, Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 720271

Ste-Ko Ltd.
Ste-Ko ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Steven Korda, 1455 Sherbrooke West, Montreal, Tom Frankl, 53 Belvedere Circle, Westmount, and Leon Jedeikin, 65 Stratford Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Ste-Ko Ltd.— Ste-Ko ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shres of $10 each.

The head office of the company is at 1440 St. Catherine Street West, Suite 310, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717193

Stevmorr Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Giacomo Giorgio Sand, 4854, Côte des Neiges, Christine Truesdell, fille majeure, 6747, 10e avenue, tous deux de Montréal, et Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des gants, sacs à main, ceintures, chapeaux, et autres produits et articles vestimentaires en cuir, en faire le commerce, sous le nom de « Stevmorr Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6235, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 716499

Stevmorr Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giacomo Giorgio Sand, 4854 Côte des Neiges, Christine Truesdell, spinster, 6747, 10th Avenue, both of Montreal, and Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in gloves, purses, belts, hats and other leather products and wearing apparel, under the name of "Stevmorr Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6235 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418-o 716499

Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Sherbrooke inc.
Miracle Figure Reducing Studio of Sherbrooke Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy Roy, 784A, 24e avenue, Lachine, Alfred Gregory, 8917, boulevard Lasalle, app. 112, Lasalle, tous deux gérants, et Elaine Engelberg, secrétaire, fille majeure, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter, utiliser et gérer des salons d'amaigrissement, cliniques, studios de santé et de soins de beauté pour les hommes et les femmes, sous le nom de « Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Sherbrooke inc.— Miracle Figure Reducing Studio of Sherbrooke Inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717323

Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Sherbrooke inc.
Miracle Figure Reducing Studio of Sherbrooke Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Roy, 784A, 24th Avenue, Lachine, Alfred Gregory, 8917 Lasalle Boulevard, Apt. 112, Lasalle, both managers, and Elaine Engelberg, secretary, spinster, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate, use and manage reducing salons, clinics, health studios, and health and beauty facilities for both men and women, under the name of "Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Sherbrooke inc.— Miracle Figure Reducing Studio of Sherbrooke Inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45148-o 717323

Studio d'amaigrissement Forme Miracle no 15 inc.
Miracle Figure Reducing Studio No. 15 Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gérard Choquette, 1508, Maurice, Alfred Gregory, 8917, boulevard Lasalle, tous deux

Studio d'amaigrissement Forme Miracle no 15 inc.
Miracle Figure Reducing Studio No. 15 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Choquette, 1508 Maurice, Alfred Gregory, 8917 Lasalle Boulevard, both managers, of

gérants de Lasalle, et Elaine Engelberg, secrétaire, fille majeure, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter, utiliser et gérer des salons d'amaigrissement, cliniques, studios de santé et de soins pour la santé et la beauté des hommes et des femmes, sous le nom de « Studio d'amaigrissement Forme Miracle no 15 inc.— Miracle Figure Reducing Studio No. 15 Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717133

A.T. Design Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Albert Turmel, décorateur-ensemblier, Esther Aubé, gérante, épouse dudit Albert Turmel, tous deux de 6, Plante, et Eugène Turmel, avocat, 62, Wolfe, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs-ensembliers, sous le nom de « A.T. Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, avenue Plante, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717117

Tapis général inc.
General Carpet Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Olga Kritikos, ménagère, épouse de George Kritikos, 6185, Poitras, Stefos Kritikos, 795, Valois, et Pavlos Vlahopoulos, 6065, Angèle, ces deux derniers hommes d'affaires, tous trois de Brossard, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons sous le nom de « Tapis général inc.— General Carpet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 377 ouest, rue Fairmount, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717204

Les tapis P.R.S. du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Lasalle, and Elaine Engelberg, secretary, spinster, 5774 Leger Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate, use and manage reducing salons, clinics, health studios, and healty and beauty facilities for both men and women, under the name of "Studio d'amaigrissement Forme Miracle no 15 inc.— Miracle Figure Reducing Studio No. 15 Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717133

A.T. Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Turmel, interior decorator, Esther Aubé, manager, wife of the said Albert Turmel, both of 6 Plante, and Eugène Turmel, lawyer, 62 Wolfe, all three of Lévis, for the following purposes:

To carry on business as interior decorators, under the name of "A.T. Design Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8 Plante Avenue, Lévis, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717117

Tapis général inc.
General Carpet Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Olga Kritikos, housewife, wife of George Kritikos, 6185 Poitras, Stefos Kritikos, 795 Valois, and Pavlos Vlahopoulos, 6065 Angele, the latter two businessmen, all three of Brossard, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Tapis général inc.— General Carpet Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 377 Fairmount Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717204

Les tapis P.R.S. du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Georges Soucy, 8820, du Chatelet, Charlesbourg, Aimé Renaud, 15, de la Colline, tous deux marchands, et Armand Parent, comptable, 57, Parent, ces deux derniers de Loretteville, pour les objets suivants:

Manufacturer, préparer pour le marché, transformer, améliorer et installer tout produit de revêtement mural ou de plancher, sous le nom de « Les tapis P.R.S. du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, boulevard de la Colline, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 2483-1971

Terrasse Ste-Marie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul Perrault, entrepreneur en construction, Françoise M. Perrault, ménagère, épouse dudit Paul Perrault, tous deux de 220, St-Pierre nord, et Réal Lauzon, secrétaire, 155, Bernard, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Terrasse Ste-Marie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 220, rue St-Pierre nord, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 720282

Therrien & Rolland Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gaston Therrien, administrateur, 15939, Perreault, Pierrefonds, Paul Lepage, 11460, Lacordaire, app. 16, Montréal, et Gérald White, 18, chemin Wilton, Pointe Claire, ces deux derniers assortisseurs de couleurs, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'encres d'impression, peintures, et toutes autres solutions liquides, en faire le commerce, sous le nom de « Therrien & Rolland Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 717352

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Soucy, 8820 du Chatelet, Charlesbourg, Aimé Renaud, 15 de la Colline, both merchants, and Armand Parent, accountant, 57 Parent, the latter two of Loretteville, for the following purposes:

To manufacture, prepare for the market, transform, alter and install all wall or floor covering products, under the name of "Les tapis P.R.S. du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 15 de la Colline Boulevard, Loretteville, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 2483-1971

Terrasse Ste-Marie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Perrault, building contractor, Françoise M. Perrault, housewife, wife of the said Paul Perrault, both of 220 St. Pierre North, and Réal Lauzon, secretary, 155 Bernard, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Terrasse Ste-Marie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 220 St. Pierre Street North, Joliette, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 720282

Therrien & Rolland Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Therrien, executive, 15939 Perreault, Pierrefonds, Paul Lepage, 11460 Lacordaire, Apt. 16, Montreal, and Gerald White, 18 Wilton Road, Pointe Claire, the latter two colour matchers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of printinginks, paints, and all other liquid solutions, under the name of "Therrien & Rolland Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 717352

Variétés Gilles Langlois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: François Lamothe, médecin, 300, Joliette, Longueuil, Laurence Saulnier, infirmière, fille majeure, et Jean Saulnier, avocat, ces deux derniers de 8628, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de tabac, cigares, cigarette et tous articles de fumeurs, sous le nom de « Variétés Gilles Langlois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5755, rue Jean-Talon est, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 717234

Variétés Gilles Langlois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Lamothe, physician, 300 Joliette, Longueuil, Laurence Saulnier, nurse, spinster, and Jean Saulnier, lawyer, the latter two of 8628 St. Denis, Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds to tobaccos, cigars, cigarettes and all items used for smoking, under the name of "Variétés Gilles Langlois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5755 Jean-Talon Street East, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 717234

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Beloeil Mercury, Vente et Service ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Beloeil Motors Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de septembre 1960, 1° changeant son nom en celui de « Beloeil Mercury, Vente et Service ltée », 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3° réduisant son capital de $80,000 à $76,000 par l'annulation de 4,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune; 4° redésignant 6,700 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune en 6,700 actions privilégiées.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418-o 14150-60

Beloeil Mercury, Vente et Service ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beloeil Motors Ltd.", incorporated by letters patent dated September 27, 1960, 1. changing its name to that of "Beloeil Mercury, Vente et Service ltée"; 2. amending the provisions of its letters patent; 3. decreasing its capital from $80,000 to $76,000 by the cancellation of 4,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each; 4. changing 6,700 class "A" preferred shares of a par value of $10 each into 6,700 preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 14150-60

Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de février 1972, à la corporation « Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418-o 3229-71

Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc.", modifying its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 3229-71

Compagnie France Film

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de janvier 1972, à la « Compagnie France Film », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 2213-36

Compagnie France Film

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Compagnie France Film", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 2213-36

Keates – Riddell – Choquet Limited
Keates – Riddell – Choquet limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de janvier 1972, à la compagnie « Keates – Kieran – Choquet Limited », constituée par lettres patentes en date du 25e jour d'août 1960, changeant son nom en celui de « Keates – Riddell – Choquet Limited – Keates – Riddell – Choquet limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418 13479-60

Keates – Riddell – Choquet Limited
Keates – Riddell – Choquet limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Keates – Kieran – Choquet Limited", incorporated by letters patent dated 25th day of August, 1960, changing its name to that of "Keates – Riddell – Choquet Limited – Keates – Riddell – Choquet limitée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418-o 13479-60

Les Meubles de St-Barthélemy, ltée
St-Barthelemy Furniture Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Meubles de St-Barthélemy, ltée — St-Barthelemy Furniture Ltd. », 1° réduisant son capital de $2,000,000 à $1,494,000 par l'annulation de 2,641 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,419 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $1,494,000 à $2,000,000 par la création de 2,641 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 2,419 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 2156-48

Les Meubles de St-Barthélemy, ltée
St-Barthelemy Furniture Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Meubles de St-Barthélemy, ltée — St-Barthelemy Furniture Ltd.", 1. decreasing its capital from $2,000,000 to $1,494,000 by the cancellation of 2,641 common shares of a par value of $100 each and 2,419 preferred shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital from $1,494,000 to $2,000,000 by the creation of 2,641 common shares of a par value of $100 each and 2,419 preferred shares of a par value of $100 dollars each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 2156-48

Mister Muffler Limited
Monsieur Silencieux limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de février 1972, à la compagnie « « Mister Muffler Limited — Monsieur Silencieux limitée », 1° redésignant ses ac-

Mister Muffler Limited
Monsieur Silencieux limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Mister Muffler Limited — Monsieur Silencieux limitée", 1. changing its class "A" shares and

tions classe « A » et classe « B » en actions ordinaires; 2° établissant les droits, privilèges et restrictions rattachés aux actions privilégiées et aux actions ordinaires.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418-o 5362-67

Les Purificateurs Naturair inc.
Naturair Purifiers Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplementaires en date du 30e jour de décembre 1971, à la compagnie « Les Purificateurs d'Air Brunet inc. — Brunet Air Purifiers Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de novembre 1970, changeant son nom en celui de « Les Purificateurs Naturair inc. — Naturair Purifiers Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 5209-70

Québec Ontario Freightways Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de janvier 1972, à la compagnie « Québec Ontario Freightways Inc. », 1° réduisant son capital de $3,200,000 à $2,325,000 par l'annulation de 4,000 actions ordinaires de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune, 4,100 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune et 1,250 actions privilégiées classe « C » de $100 chacune; 2° subdivisant 5,900 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune en 11,800 actions privilégiées classe « B » de $50 chacune et 8,750 actions privilégiées classe « C » de $100 chacune en 17,500 actions privilégiées classe « C » de $50 chacune; 3° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées classes « A », « B » et « C ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418-o 716645

Vitabec ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de février 1972, à la compagnie « Produits Victoria ltée », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de juillet 1962, changeant son nom en celui de « Vitabec ltée ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45418-o 13148-62

class "B" shares into common shares; 2. establishing the rights, privileges and restrictions attached to the preferred and common shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 5362-67

Les Purificateurs Naturair inc.
Naturair Purifiers Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Purificateurs d'Air Brunet inc. — Brunet Air Purifiers Inc.", incorporated by letters patent dated November 26, 1970, changing its name to that of "Les Purificateurs Naturair inc. — Naturair Purifiers Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 5209-70

Québec Ontario Freightways Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Québec Ontario Freightways Inc.", 1. decreasing its capital from $3,200,000 to $2,325,000 by the cancellation of 4,000 common shares of $10 each, 3,000 class "A" preferred shares of $100 each, 4,100 class "B" preferred shares of $100 each and 1,250 class "C" preferred shares of $100 each; 2. subdivising 5,900 class "B" preferred shares of $100 each into 11,800 class "B" preferred shares of $50 each and 8,750 class "C" preferred shares of $100 each into 17,500 class "C" preferred shares of $50 each; 3. modifying the privileges and restrictions relating to the class "A", "B" and "C" preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 716645

Vitabec ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Produits Victoria ltée", incorporated by letters patent dated July 26, 1962, changing its name to that of "Vitabec ltée".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45418 13148-62

Compagnies dissoutes

Balfen Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Balfen Investment Corp. », constituée en corporation le 16 janvier 1959, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 10228-59

Beaudoin Électrique ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Beaudoin Électrique ltée », constituée en corporation le 18 décembre 1963, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 4936-63

La Cie de Développement St-Charles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Cie de Développement St-Charles inc. », constituée en corporation le 18 novembre 1966, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 4759-66

Economical Credit Corporation Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Economical Credit Corporation Ltd. », constituée en corporation le 11 mars 1964, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45418-o 1141-64

Imprimerie Canada de Montréal ltée Canada Printing of Montreal Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Imprimerie Canada de Montréal ltée — Canada Printing of Montreal Ltd. », constituée en corporation le 15 novembre 1961, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 15212-61

Companies Dissolved

Balfen Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31st 1972, of the charter of "Balfen Investment Corp.", incorporated on January 16, 1959.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 10228-59

Beaudoin Électrique ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31st 1972, of the charter of "Beaudoin Électrique ltée", incorporated on December 18, 1963.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 4936-63

La Cie de Développement St-Charles inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31st 1972, of the charter of "La Cie de Développement St-Charles inc.", incorporated on November 18, 1966.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 4759-66

Economical Credit Corporation Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31st 1972, of the charter of "Economical Credit Corporation Ltd.", incorporated on March 11, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45418 1141-64

Imprimerie Canada de Montréal ltée Canada Printing of Montreal Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31st 1972, of the charter of "Imprimerie Canada de Montréal ltée — Canada Printing of Montreal Ltd.", incorporated on November 15, 1961.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 15212-61

Laiterie Beauceronne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Laiterie Beauceronne inc. », constituée en corporation le 8 avril 1964, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 1475-64

Deckers Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Deckers Limited », constituée en corporation le 4 septembre 1957, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 12827-57

Lussier & Frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lussier & Frères inc. », constituée en corporation le 15 février 1949, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 2356-49

Polish Publications Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Polish Publications Ltd. », constituée en corporation le 8 septembre 1960, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 13566-60

Jos. St-Hilaire inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jos. St-Hilaire inc. », constituée en corporation le 25 mars 1965, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 1280-65

Socal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Socal inc. », constituée en corporation le 2 décembre 1969, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45418-o 5867-69

Laiterie Beauceronne inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Laiterie Beauceronne inc.", incorporated on April 8, 1964.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 1475-64

Deckers Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "Deckers Limited", incorporated on September 4, 1957.

per: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45418 12827-57

Lussier & Frères inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Lussier & Frères inc.", incorporated on February 15, 1949.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 2356-49

Polish Publications Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Polish Publications Ltd.", incorporated on September 8, 1960.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 13566-60

Jos. St-Hilaire inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Jos. St-Hilaire inc.", incorporated on March 25, 1965.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 1280-65

Socal inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Socal inc.", incorporated on December 2, 1969.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45418 5867-69

Avis divers

Paroisse de St-Gédéon

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la loi du régime des eaux, que la Corporation municipale de la paroisse de St-Gédéon, dans le comté Lac St-Jean, se propose de faire construire une prise d'eau (Barrage), pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du Lac Estaire, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagné des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministère des Richesses naturelles et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean Est, à Hébertville.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le secrétaire-trésorier,
45527-o J. AUDET.

Miscellaneous Notices

Parish of St. Gédéon

Public notice is given in accordance with section 60 of the Watercourse Act, that the Municipal Corporation of the Parish of St. Gédéon, in the County of Lac St. Jean, intends to install a water-intake (dam), to store in all seasons the waters of Lac Estaire, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constant hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plan and specifications showing the site of these works and the lands which will be affected by such works, has been forwarded to the Minister of Natural Resources and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the Registration division of Lac St. Jean East, in Hébertville.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

J. AUDET,
45527 *Secretary-Treasurer.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des employés de Tri-C
Tri-C Employees Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit « Tri-C Employees Credit Union » et « La Caisse d'Économie des employés Prémont — Premont Employees Credit Union », datée du 16 décembre 1971, demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est: « Caisse d'Économie des employés de Tri-C — Tri-C Employees Credit Union ».

Le siège social de cette caisse est situé dans la ville de St-Laurent, district électoral de St-Laurent.

Le groupe dans lequel la caisse pourra recruter ses membres sera: les employés de « Continental Company of Canada ».

Cette caisse sera affiliée à la Ligue des Caisses d'Économie du Québec (1970).

Québec, le 29 mars 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
45495-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés de Tri-C
Tri-C Employees Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the savings and credit union "Tri-C Employees Credit Union" and "La Caisse d'Économie des employés Prémont — Premont Employees Credit Union", dated December 16, 1971, asking for the confirmation of the deed of agreement providing for the amalgamation of the two unions.

The name of the union resulting from this amalgamation is: "Caisse d'Économie des employés de Tri-C — Tri-C Employees Credit Union".

The head office of this union is located in the City of St. Laurent, electoral district of St. Laurent.

The group from which the union may recruit its members will be: the employees of "Continental Company of Canada".

This union will be affiliated to the Québec Credit Union League (1970).

Québec, March 29, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
45495 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse d'Économie des Employés de Steinberg Steinberg's Employees Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 22 janvier 1972 par « La Caisse d'Économie des Employés de Steinberg — Steinberg's Employees Credit Union », changeant son groupe qui était « les employés de Steinberg », en celui de: « les employés des entreprises, sociétés ou corporations suivantes:

1. Miracle Mart
2. Les Aliments Steinberg Ltée — Steinberg's Foods Ltd
3. Ivanhoe Corporation
4. Les Distributeurs Cardinal — Cardinal Distributors ».

Québec, le 27 mars 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45494-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse d'Économie des Employés de Steinberg Steinberg's Employees Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted January 22, 1972, by "La Caisse d'Économie des Employés de Steinberg — Steinberg's Employees Credit Union", changing its group which was "the employees of Steinberg", to that of: "the employees of the following businesses, companies or corporations:

1. Miracle Mart
2. Les Aliments Steinberg Ltée — Steinberg's Foods Ltd
3. Ivanhoe Corporation
4. Les Distributeurs Cardinal — Cardinal Distributors".

Québec, March 27, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45494

Chartes — demandes d'abandon de

Crête Transport Inc.

Avis est donné que « Crête Transport Inc. », compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Montréal, ce 3e jour de mars 1972.

Le procureur de la compagnie,

45423-o JACQUES LAURENT.

Antonio Denault ltée

Prenez avis que la compagnie « Antonio Denault ltée », dont le bureau principal est situé à Ville de Laval, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Laval, ce 7e jour de février 1972.

Le secrétaire,

45424-o BERNARD DENAULT.

Garden State Realties Inc.

Avis est donné par les présentes que « Garden State Realties Inc. », une compagnie dûment incorporée d'après les provisions de la Loi des compagnies pour la province de Québec, ayant son siège social dans la cité et district de Montréal, fera application d'abandonnement de sa charte, au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.

Montréal, le 8 mars 1972.

L'avocat pour la compagnie,

45426-o WILLIAM D. SCHWARTZ.

Charters — Applications for Surrender of

Crête Transport Inc.

Notice is hereby given that "Crête Transport Inc.", incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 3rd day of March 1972.

JACQUES LAURENT,
45423-o *Attorney for the company.*

Antonio Denault ltée

Notice is hereby given that "Antonio Denault ltée", having its principal place of business in the City of Laval, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Laval, this 7th day of February, 1972.

BERNARD DENAULT,
45424 *Secretary.*

Garden State Realties Inc.

Notice is hereby given that "Garden State Realties Inc.", a company incorporated under the Companies Act of the Province of Québec, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, March 8, 1972.

WILLIAM D. SCHWARTZ,
45426-o *Attorney for the Company.*

Fornax Inc.

Avis est donné que « Fornax Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, le 23 février 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45425-o BOILY, HENRY & ASSOCIÉS.

Fornax Inc.

Notice is hereby given that "Fornax Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, February 23, 1972.

BOILY, HENRY & ASSOCIÉS,
45425-o *Attorneys for the company.*

Mokar Development Corporation

Avis est par les présentes donné que « Mokar Development Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de décembre 1971.

Les procureur de la compagnie,
45428-o MOE NEUER.

Mokar Development Corporation

Notice is hereby given that "Mokar Development Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of December, 1971.

MOE NEUER,
45428-o *Attorney for the Company.*

M.R.B. Furs Co.

La compagnie « M.R.B. Furs Co. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 17 mars 1972.

Le procureur de la compagnie,
45429 LÉO D. LAVUT.

M.R.B. Furs Co.

Notice is hereby given that "M.R.B. Furs Co.", a corporation, incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, March 17, 1972.

LÉO D. LAVUT,
45429-o *Attorney for the Company.*

Sunset Development Corporation

Avis est par les présentes donné que « Sunset Development Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de décembre 1971.

Le procureur de la compagnie,
45430-o MOE NEUER.

Sunset Development Corporation

Notice is hereby given that "Sunset Development Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of December, 1971.

MOE NEUER,
45430-o *Attorney for the Company.*

Treitel Corporation

Avis est par les présentes donné que « Treitel Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de décembre 1971.

Le procureur de la compagnie,
45431-o MOE NEUER.

Treitel Corporation

Notice is hereby given that "Treitel Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of December, 1971.

MOE NEUER,
45431-o *Attorney for the Company.*

Immeuble Colombien 2907 ltée

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies que « Immeuble Colombien 2907 ltée » demandera la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
ARCHAMBAULT, GINGRAS
45427-o & RIOU, *avocats.*

Benoit Vallée Inc.

Avis est donné que la compagnie « Benoit Vallée Inc. », constituée le 26 novembre 1951, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 1er mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
45432-o DELISLE & LARUE.

Centre de Couture de Laval inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre de Couture de Laval inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
45433-o DAGENAIS, LALANDE & COUTU.

Abattoirs Limited

La compagnie « Abattoirs Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Toronto, ce 10e jour de mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
45467 A. M. MACKENZIE.

Lucien Blouin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lucien Blouin Inc. », constituée le 22 janvier 1964, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 8 février 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
45468-o DELISLE & LARUE.

Chouinard & Associés Inc.

Avis est donné que la compagnie « Chouinard & Associés Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
45470-o GHYSLAIN LAPOINTE, *notaire.*

Immeuble Colombien 2907 ltée

Notice is given that "Immeuble Colombien 2907 ltée" will apply for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

ARCHAMBAULT, GINGRAS
& RIOU, *lawyers,*
45427 *Attorneys for the Company.*

Benoit Vallée Inc.

Notice is given that "Benoit Vallée Inc.", incorporated on November 26, 1951, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, March 1, 1972.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
45432-o *Attorneys for the Company.*

Centre de Couture de Laval inc.

Notice is given that "Centre de Couture de Laval inc." will ask to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

DAGENAIS, LALANDE & COUTU,
45433-o *Attorneys for the Company.*

Abattoirs Limited

Notice is hereby given that "Abattoirs Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, this 10th day of March, 1972.

A. M. MACKENZIE,
45467-o *Secretary-Treasurer.*

Lucien Blouin Inc.

Notice is given that "Lucien Blouin Inc.", incorporated on January 22, 1964, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, February 8, 1972.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
45468-o *Attorneys for the Company.*

Chouinard & Associés Inc.

Notice is hereby given that the company "Chouinard & Associés Inc." will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives the permission to surrender its charter.

GHYSLAIN LAPOINTE, *Notary,*
45470-o *Attorney for the Company.*

Jocal inc.

Avis est donné que la compagnie « Jocal inc. » constituée en corporation le 12 février 1971, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 20 mars 1972.

Le secrétaire-archiviste,
45471-o PAUL-A. LACHANCE.

Jocal inc.

Notice is given that "Jocal inc." incorporated on February 12, 1971, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, March 20, 1972.

PAUL-A. LACHANCE,
45471 *Archivist Secretary.*

Dorchester Terrace Inc.

La compagnie « Dorchester Terrace Inc. » constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 27e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
45472 ANDREW GATY.

Dorchester Terrace Inc.

Notice is hereby given that "Dorchester Terrace Inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of March, 1972.

ANDREW GATY,
45472-o *Secretary.*

Les Jardins Sillery Inc.

Avis est par la présente donné que « Les Jardins Sillery Inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Sillery, district de Québec, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de la Loi des compagnies.

Québec, ce 22e jour de mars 1972.

Les procureurs de la requérante,
45474-o RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.

Les Jardins Sillery Inc.

Notice is hereby given that "Les Jardins Sillery Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Québec, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Québec, this 22th day of March, 1972.

RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX,
45474-o *Attorneys of the petitioner.*

Majestic Sportswear Mfg. Co. Ltd.

La compagnie « Majestic Sportswear Mfg. Co. Ltd. » constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 30 mars 1972.

Les procureurs de la requérante,
45475 SIMCOE & LEBOVICS.

Majestic Sportswear Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Majestic Sportswear Mfg. Co. Ltd." a corporation incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, March 30, 1972.

SIMCOE & LEBOVICS,
45475-o *Attorneys for applicants.*

Marieville Waste Materials Inc.

Avis est par les présentes donné que « Marieville Waste Materials Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 23 mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT, BERTRAND.
45476-o BOURGEOIS & LAURENT.

Marieville Waste Materials Inc.

Notice is hereby given that "Marieville Waste Materials Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, March 23, 1972.

DÉCARY, GUY, VAILLANCOURT, BERTRAND,
BOURGEOIS & LAURENT,
45476-o *Attorneys for the Company.*

B & S Paper Products Inc.

Avis est par les présentes, donné que « B & S Paper Products Inc. », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, province of Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, le 22e jour de février, 1972.

Le président,

45469-o BERNICE GOODMAN.

B & S Paper Products Inc.

Notice is hereby given that "B & S Paper Products Inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of February 1972.

BERNICE GOODMAN,

45469-o *President.*

Montreal Suburban Properties Ltd.

Avis est donné par la présente que « Montreal Suburban Properties Ltd. », une corporation ainsi constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour de mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,

45477-o J. B. CLAXTON.

Montreal Suburban Properties Ltd.

Notice is hereby given that "Montreal Suburban Properties Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of March, 1972.

J. B. CLAXTON,

45477-o *Secretary-Treasurer.*

Morhill Holding Corporation

Avis est donné que la compagnie « Morhill Holding Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la requérante,

45478-o YANOFSKY, KAHN & BRULL.

Morhill Holding Corporation

Notice is hereby given that "Morhill Holding Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

YANOFSKY, KAHN & BRULL,

45478-o *Attorneys for the Petitioner.*

Northstar Diamond Ltd.

La compagnie « Northstar Diamond Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 30 mars 1972.

Les procureurs de la requérante,

45479 SIMCOE & LEBOVICS.

Northstar Diamond Ltd.

Notice is hereby given that "Northstar Diamond Ltd.", a corporation incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, March 30, 1972.

SIMCOE & LEBOVICS,

45479-o *Attorneys for the Applicants.*

L'Oeuvre des Terrains de Jeu de Warwick inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Oeuvre des Terrains de Jeu de Warwick inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

45480-o RAYMOND-PIERRE GINGRAS, *notaire.*

L'Oeuvre des Terrains de Jeu de Warwick inc.

Notice is given that "L'Oeuvre des Terrains de Jeu de Warwick inc." will ask to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives the permission to abandon its charter.

RAYMOND-PIERRE GINGRAS, *Notary,*

45480-o *Attorney of the Company.*

Parent, Goyer & Company

La compagnie « Parent, Goyer & Company », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Toronto, ce 10e jour de mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,

45481 A. M. MacKenzie.

Parent, Goyer & Company

Notice is hereby given that "Parent, Goyer & Company", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, this 10th day of March, 1972.

A. M. MacKenzie,

45481-o *Secretary-Treasurer.*

Pioneer Construction Inc.

Avis est par la présente donné que « Pioneer Construction Inc. », corps politique et incorporé en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa place d'affaires à Delson, district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 26e jour de janvier 1972.

Le secrétaire,

45482-o Pierre Simard.

Pioneer Construction Inc.

Notice is hereby given that "Pioneer Construction Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Delson, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 26th day of January, 1972.

Pierre Simard,

45482-o *Secretary.*

The Sutton Home Inc.
Le Foyer de Sutton inc.

Avis est par la présente donné que « The Sutton Home Inc. — Le Foyer de Sutton inc. », corps politique et incorporé en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa place d'affaires à Sutton, district de Bedford, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 3e jour de février 1972.

Le secrétaire,

45483-o Edward Vogel.

The Sutton Home Inc.
Le Foyer de Sutton inc.

Notice is hereby given that "The Sutton Home Inc. — Le Foyer de Sutton inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sutton, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 3rd day of February, 1972.

Edward Vogel,

54583-o *Secretary.*

Yamaska Construction Inc.

Avis est par la présente donné que « Yamaska Construction Inc. », corps politique et incorporé en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa place d'affaires à Frelighsburg, district de Bedford, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 26e jour de janvier 1972.

Le secrétaire,

45484-o Pierre Simard.

Yamaska Construction Inc.

Notice is hereby given that "Yamaska Construction Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Frelighsburg, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 26th day of January, 1972.

Pierre Simard,

45484-o *Secretary.*

Classic Clothing and Sportswear Co. Ltd.

Avis est donné que « Classic Clothing and Sportswear Co. Ltd » s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 mars, 1972.

Le procureur de la requérante,

45509-o Blanka Gyulai.

Classic Clothing and Sportswear Co. Ltd.

Notice is given that "Classic Clothing and Sportswear Co. Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, March 24, 1972.

Blanka Gyulai,

45509 *Attorney for the petitioner.*

Young Miss Inc.

La compagnie « Young Miss Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin de demander la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 30e jour de novembre 1971.

Le secrétaire,
45510 ERNEST COHEN.

Dufautl ltée

Avis est donné que la compagnie « Dufault ltée », incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 février 1972.

Le procureurs de la compagnie,
45513-o ARCHAMBAULT, FALARDEAU & LAPIERRE.

Fima Construction Inc.

(*Correction*)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de corriger l'avis d'~~abandon~~ de charte, publié dans la *Gazette* du 1er avril 1972, numéro 13, à la page 3018, de la compagnie « Filma Construction Inc. », en y remplaçant, partout où apparaissait ledit nom, le mot « Filma » par le mot « Fima », de manière que le nom de la compagnie se lise ainsi: « Fima Construction Inc. ».

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418-o 13513-58

Young Miss Inc.

Notice is hereby given that "Young Miss Inc." incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1971.

ERNEST COHEN,
45510-o *Secretary.*

Dufault ltée

Notice is given that the company "Dufault ltée", incorporated under the laws of the Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, February 24, 1972.

ARCHAMBAULT, FALARDEAU & LAPIERRE,
45513-o *Attorneys for the Company.*

Fima Construction Inc.

(*Correction*)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives was pleased to correct the notice of surrender of charter published in the *Gazette* of April 1, 1972, number 13, on page 3018, of "Filma Construction Inc.", by replacing, wherever the said name appears, the word "Filma" by the word "Fima", in order that the name of the Company read as follows: "Fima Construction Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
45418 13513-58

Compagnies étrangères
Permis

J. R. Timmins & Co. Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « J. R. Timmins & Co. Incorporated », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. William Anthony Timmins, 225 avenue Olivier, appartement 207, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1550, Place du Canada, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45418 99-71

Extra-Provincial Companies
Licenses

J. R. Timmins & Co. Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "J. R. Timmins & Co. Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. William Anthony Timmins, 225 Olivier Avenue, Apartment 207, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 1550, Place du Canada, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
45418-o 99-71

Associations coopératives

Association - Coopérative - Ouvrière - de - Production - Les - Amis - du - Québec (A.C.O.P.A.Q.)

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association-Coopérative-Ouvrière-de-Production-Les-Amis-du-Québec (A.C.O.P.A.Q.) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé en la ville de Montréal, Québec, dans le district électoral de St-Henri.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45490-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

L'Association Coopérative Ouvrière de Production de Repentigny

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association Coopérative Ouvrière de Production de Repentigny ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Repentigny, Québec, dans le district électoral de L'Assomption.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45491-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coop Funéraire Pointe-au-Pic

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop Funéraire Pointe-au-Pic ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Pointe-au-Pic, Québec, dans le district électoral de Charlevoix.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45492-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative Étudiante de Senneterre

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative Étudiante de Senneterre ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Senneterre, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Est.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

45493-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association - Coopérative - Ouvrière - de - Production - Les - Amis - du - Québec (A.C.O.P.A.Q.)

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association-Coopérative-Ouvrière-de-Production-Les-Amis-du-Québec (A.C.O.P.A.Q.)".

The head office of this cooperative association is located in the City of Montreal, Québec, electoral district of St. Henri.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45490

L'Association Coopérative Ouvrière de Production de Repentigny

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "L'Association Coopérative Ouvrière de Production de Repentigny".

The head office of this cooperative association is located in Repentigny, Québec, electoral district of L'Assomption.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45491

Coop Funéraire Pointe-au-Pic

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop Funéraire Pointe-au-Pic".

The head office of this cooperative association is located in Pointe-au-Pic, Québec, electoral district of Charlevoix.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45492

Coopérative Étudiante de Senneterre

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coopérative Étudiante de Senneterre".

The head office of this cooperative association is located in Senneterre, Québec, electoral district of Abitibi East.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45493

Changement de nom — Loi du
Demandes

Eric Ronald Sidelkofsky

Avis est par les présentes donné, que Eric Ronald Sidelkofsky, gérant de traffic, résidant à appartement 1105, 6595, rue Côte St-Luc, dans la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui d'Eric Ronald Slater.

Montréal, le 24 mars 1972.

Le procureur du requérant,

45323-14-2-o HAROLD GOSSACK, B.A., B.C.L.

Isaac Harris Sidelkofsky

Avis est par les présentes donné, que Isaac Harris Sidelkofsky, acheteur, résidant à appartement 1105, 6595 rue Côte St-Luc, dans la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui d'Isaac Harris Slater, ce décret a bénéficié à son épouse, Mary Middlesex Hurworth, demeurant à la même adresse.

Montréal, le 24 mars 1972.

Le procureur du requérant,

45324-14-2-o HAROLD GOSSACK, B.A., B.C.L.

Joseph-Majella-Michel Perron

Avis est par les présentes donné selon l'article 5, Loi du changement de nom, que Joseph-Majella-Michel Perron, commis-vendeur, de 4936 Dollard, appartement 1, de la ville de Lac Mégantic et du district de St-François, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret changeant son nom à Joseph-Majella-Michel Lessard. Le changement de son nom bénéficiera aussi à sa femme, Marie-Jocelyne-Ginette Bolduc, de la même adresse.

Lac Mégantic, ce 7 mars 1972,

Le procureur du requérant,

45313-14-2-o Me PIERRE GREFFARD.

Tadeusz Franczyszyn

Avis est par les présentes donné que Tadeusz Franczyszyn résidant et domicilié au 598 rue Vachon, Ville LaSalle, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Tadeusz Franczyszyn à celui de Ted Francis, ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse Alfreda Wanda Wasacz Franczyszyn à celui de Alfreda Wanda Wasacz Francis et ses enfants Joanne Mary Franczyszyn à celui de Joanne Mary Francis, Linda Ann Franczyszyn à celui de Linda Ann Francis et John Charles Franczyszyn à celui de John Charles Francis, de la même adresse.

Montréal, ce 30 mars 1972.

MES FRANKLIN & FRANKLIN, *avocats.*

615 Dorchester ouest, suite 670,
Montréal, P.Q. 45520-15-20

Change of name — Act
Applications

Eric Ronald Sidelkofsky

Notice is hereby given that Eric Ronald Sidelkofsky, traffic manager, residing at Apartment 1105, 6595 Côte St. Luc Street, in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Eric Ronald Slater.

Montreal, March 24, 1972.

HAROLD GOSSACK, B.A., B.C.L.,

45323-14-2-o *Attorney for Applicant.*

Isaac Harris Sidelkofsky

Notice is hereby given that Isaac Harris Sidelkofsky, purchasing agent, residing at Apartment 1105, 6595 Côte St. Luc Street, in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Isaac Harris Slater, said name to benefit his wife, Mary Middlesex Hurworth, residing at the same address.

Montreal, March 24, 1972.

HAROLD GOSSACK, B.A., B.C.L.,

45324-14-2-o *Attorney for Applicant.*

Joseph-Majella-Michel Perron

Notice is hereby given pursuant to section 5 of the Change of Name Act that Joseph-Majella-Michel Perron, salesman, residing at 4936 Dollard, Apartment 1, in the town of Lac Mégantic and district of St. François, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing his name to Joseph-Majella-Michel Lessard. The change of name shall benefit his wife, Marie-Jocelyne-Ginette Bolduc, of the same address.

Lac Mégantic, March 7, 1972.

Me PIERRE GREFFARD,

45313-14-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Tadeusz Franczyszyn

Notice is hereby given that Tadeusz Franczyszyn residing and domiciled at 598 Vachon Street, City of LaSalle, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Tadeusz Franczyszyn to Ted Francis, said change change of name will also benefit to his wife Alfreda Wanda Wasacz Franczyszyn to Alfreda Wanda Wasacz Francis and his children Joanne Mary Franczyszyn to Joanne Mary Francis, Linda Ann Franczyszyn to Linda Ann Francis and John Charles Franczyszyn to John Charles Francis of the same address.

Montreal, March 30, 1972.

MES FRANKLIN & FRANKLIN, *lawyers.*

615 Dorchester West, room 670,
Montreal, Qué. 45520-15-2-o

Étienne André Alphonse Mintiens

Étienne André Alphonse Mintiens, gérant, domicilié et résidant au 295, boulevard Rosemère, en la ville de Rosemère, district de Terrebonne, donne avis qu'il s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Stephen Dewingaerde, ledit changement de nom devant également concerner son épouse née Louise Jean Margaret Craig, ménagère, et son fils mineur Robert Julien Mintiens, tous domiciliés à la même adresse.

Montréal, 27 mars 1972.

Les procureurs du requérant,
45395-14-2 HALPERIN & MORRIS.

Étienne André Alphonse Mintiens

Notice is hereby given that Étienne André Alphonse Mintiens, manager, domiciled and residing at 295 Rosemère Boulevard in the City of Rosemère, District of Terrebonne, will apply to the Minister of Justice to change his name to Stephen Dewingaerde and to benefit his wife, née Louise Jean Margaret Craig, housewife, and his minor son Robert Julien Mintiens, all domiciled at the same place.

Montreal, March 27, 1972.

HALPERIN & MORRIS,
45395-14-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Solomon Bonn

Solomon Bonn donne avis qu'il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom de Solomon Bonn en celui de Johnny Brown; ledit changement de nom devra aussi concerner son épouse Dame Sunny Litwack. Le tout conformément à la Loi du changement de nom de Québec.

Montréal, 27 mars 1972.

Les procureurs du requérant,
45487-15-2 NOTKIN, LUTERMAN & SCHWARTZ.

Solomon Bonn

Notice is given that Solomon Bonn will apply to the Lieutenant-Governor in Council of Québec to change this name from Solomon Bonn to Johnny Brown, the said change of name to benefit his wife, Dame Sunny Litwack, the whole in accordance with the Change of Name Act of Québec.

Montreal, March 27, 1972

NOTKIN, LUTERMAN & SCHWARTZ,
45487-15-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Changement de nom — Loi du *Accordés*

Henry Adams

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 881, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Henry Adamowicz en celui de Henry Adams.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Roger Hector Cavalot de Clerville

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 880, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Roger Hector Cavalot en celui de Roger Hector Cavalot de Clerville.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

André Dufresne

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 882, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Joseph Roméo Roland André Beaumier en celui de André Dufresne.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Change of name — Act *Granted*

Henry Adams

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 881, dated March 22, 1972, to change the name of Henry Adamowicz to that of Henry Adams.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Roger Hector Cavalot de Clerville

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 880, dated March 22, 1972, to change the name of Roger Hector Cavalot to that of Roger Hector Cavalot de Clerville.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

André Dufresne

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 882, dated March 22, 1972, to change the name of Joseph Roméo Roland André Beaumier to that of André Dufresne.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Bernard Leonard Gladstone

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 883, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Benny Gladstone en celui de Bernard Leonard Gladstone.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Allan Nash

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 884, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Allan Nachfolger en celui de Allan Nash.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Gerrard Hewitt Quinn

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 885, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Patrick Gerhard Hewitt Quinn en celui de Gerrard Hewitt Quinn.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Robert Saxon

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 886, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Robert Szasz en celui de Robert Saxon.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Abraham Gregory Ulaine

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 887, du 22 mars 1972, d'effectuer le changement de nom de Abraham Gregory Ulanovsky en celui de Abraham Gregory Ulaine.

Québec, le 29 mars 1972.

ROBERT NORMAND, C.R.,
45419-o *Sous-ministre de la Justice.*

Bernard Leonard Gladstone

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 883, dated March 22, 1972, to change the name of Benny Gladstone to that of Bernard Leonard Gladstone.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Allan Nash

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 884, dated March 22, 1972, to change the name of Allan Nachfolger to that of Allan Nash.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Gerrard Hewitt Quinn

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 885, dated March 22, 1972, to change the name of Patrick Gerhard Hewitt Quinn to that of Gerrard Hewitt Quinn.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Robert Saxon

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 886, dated March 22, 1972, to change the name of Robert Szasz to that of Robert Saxon.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Abraham Gregory Ulaine

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 887, dated March 22, 1972, to change the name of Abraham Gregory Ulanovsky to that of Abraham Gregory Ulaine.

Québec, March 29, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
45419 *Deputy Minister of Justice.*

Divers
Compagnies

L'Association des Étudiants de Polytechnique inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 mars 1972, il a approuvé les amendements aux règlements de « L'Association des Étudiants de Polytechnique inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45502-o 1207-63

Miscellaneous
Companies

L'Association des Étudiants de Polytechnique inc.

Notice is given that on March 15, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendments to the by-laws of "L'Association des Étudiants de Polytechnique inc.", pursuant to section 226 of the Companies Act.

per: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
45502 1207-63

L'Association des Hôpitaux de la Province de Québec
The Association of Hospitals of the Province of Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 février 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de « L'Association des Hôpitaux de la Province de Québec — The Association of Hospitals of the Province of Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45434-o 13879-62

L'Association des Hôpitaux de la Province de Québec
The Association of Hospitals of the Province of Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 21, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "L'Association des Hôpitaux de la Province de Québec — The Association of Hospitals of the Province of Québec."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45434 13879-62

Auberge de Jeunesse Les Vagues

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Auberge de Jeunesse Les Vagues », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45435-o 2798-70

Auberge de Jeunesse Les Vagues

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 7, 1972, he approved the general by-laws of the "Auberge de Jeunesse Les Vagues", pursuant to section 226 of the Companies Act.

per: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45435 2798-70

Boyer, Allard & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5, de la compagnie « Yvon Boyer inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Boyer, Allard & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45436-o 15186-62

Boyer, Allard & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 5, of the company "Yvon Boyer inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of January, 1963, changing its name into that of "Boyer, Allard & Associés inc.".

per: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45436-o 15186-63

Kippen & Company Inc.

La compagnie « Kippen & Company Inc. » donne avis qu'elle a réduit de 13 à 12 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
G. R. BENNETT.

45438 446-28

Kippen & Company Inc.

Notice is given that "Kippen & Company Inc." has changed the number of its directors from 13 to 12.

G. R. BENNETT,
Secretary.

45438-o 446-28

Hotel & Restaurant Suppliers Association, Inc.
L'Association des Fournisseurs d'Hôtels et Restaurants, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 mars 1972, il a approuvé l'amendement au règlement A, sous-section 4, paragraphe 3 de la corporation « Hotel & Restaurant Suppliers Association, Inc.— L'Association des Fournisseurs d'Hôtels et Restaurants, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45503-o 1253-41

Hotel & Restaurant Suppliers Association, Inc.
L'Association des Fournisseurs d'Hôtels et Restaurants, inc.

Notice is given that on March 21, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendment to by-law A, subsection 4, paragraph 3 of the "Hotel & Restaurant Suppliers Association, Inc.— L'Association des Fournisseurs d'Hôtels et Restaurants, inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45503 1253-41

Metaberoutin Country Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 mars 1972, il a approuvé les règlements numéros 1 à 51 de la corporation « Metaberoutin Country Club », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45440-o 775-39

Camp Richelieu de St-Hyacinthe inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro deux, de la corporation « Service Diocésain de l'Enfance Handicapée », constituée par lettres patentes en date du 19e jour d'octobre 1959, changeant son nom en celui de « Camp Richelieu de St-Hyacinthe inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45441-o 15575-59

Mico Consolidated Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XVI, de la compagnie « Edper (Québec) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de novembre 1970, changeant son nom en celui de « Mico Consolidated Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45442-o 5282-70

Placements Quatrain inc.

La compagnie « Placements Quatrain inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
ANDRÉ DÉRY.

45443-o 4521-66

Rentex Mills Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro AB2, de la compagnie « Renoir Textile Mills Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1964, changeant son nom en celui de « Rentex Mills Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45444-o 1667-64

Sylvio Brunet & Fils ltée

La compagnie « Sylvio Brunet & Fils ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GUSTAVE BRUNET.

45445-o 2357-67

Metaberoutin Country Club

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 9, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws 1 to 51 of "Metaberoutin Country Club".

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45440 775-39

Camp Richelieu de St-Hyacinthe inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number two, of the corporation "Service Diocésain de l'Enfance Handicapée", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1959, changing its name into that of "Camp Richelieu de St-Hyacinthe inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45441-o 15575-59

Mico Consolidated Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XVI, of the company "Edper (Québec) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of November, 1970, changing its name into that of "Mico Consolidated Ltd.".

per: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45442-o 5282-70

Placements Quatrain inc.

Notice is given that "Placements Quatrain inc." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

ANDRÉ DÉRY,
Secretary.

45443 4521-66

Rentex Mills Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number AB2, of the company "Renoir Textile Mills Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1964, changing its name into that of "Rentex Mills Inc.".

per: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45444-o 1667-64

Sylvio Brunet & Fils ltée

Notice is given that "Sylvio Brunet & Fils ltée" has increased the number of its directors from 3 to 5.

GUSTAVE BRUNET,
Secretary.

45445 2357-67

Les Loisirs Duberger inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 22 février 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 10) de la corporation « Les Loisirs Duberger inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur su service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45439-o 2147-68

Les Loisirs Duberger inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that subject to section 84, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved, on February 22, 1972 the general by-laws (including a section increasing the number of its directors from 3 to 10) of "Les Loisirs Dugerger inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45439 2147-68

Mechanichem Limited
Mechanichem limitée

La compagnie « Mechanichem Limited — Mechanichem limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
HUSSEIN AHMED RIZK.

45504 714657

Mechanichem Limited
Mechanichem limitée

Notice is given that "Mechanichem Limited — Mechanichem limitée" has changed the number of its directors from 6 to 4.

HUSSEIN AHMED RIZK,
Secretary-Treasurer.

45504-o 714657

Villa Medica inc.

La compagnie « Villa Medica inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
MENDEL REISMAN.

45505 1557-63

Villa Medica inc.

Notice is given that "Villa Medica inc." has changed the number of its directors from 7 to 6.

MENDEL REISMAN,
Secretary.

45505-o 1557-63

Association Musicale Hallelou

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de l'« Association Musicale Hallelou », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45508 111-71

Association Musicale Hallelou

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 7, 1972, he approved the general by-laws of the "Association Musicale Hallelou", pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45508 111-71

Sièges sociaux

Plomberie St-Denis ltée

Avis est donné que la compagnie « Plomberie St-Denis ltée », constituée en corporation, dans la province de Québec par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du vingt-deux décembre mil neuf cent soixante et onze, et ayant son bureau principal en la municipalité de St-Denis sur Richelieu, district de St-Hyacinthe, province de Québec, a établi son bureau au numéro 141, de la rue Bourdages.

À compter de la date du présent avis, le bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à St-Denis sur Richelieu, ce 8e jour de février 1972.

ROLLAND MARTIN.

45463-o 71-6619

Head Offices

Plomberie St-Denis ltée

Notice is given that "Plomberie St-Denis ltée », incorporated, in the Province of Québec, by letters patent granted under the provisions of Part I of the Companies Act, dated the twenty-second day of December, one thousand nine hundred and seventy-one, and having its head office in the municipality of St. Denis sur Richelieu, district of St. Hyacinthe, Province of Québec, has transferred its office to 141 Bourdages Street.

Upon, from and after the date of this notice, the office will be considered by the company as being its head office.

Signed at St-Denis sur Richelieu, this 8th day of February, 1972.

ROLLAND MARTIN.

45463 71-6619

Steve Armstrong Realties Company Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Steve Armstrong Realties Company Ltd. », incorporée par lettres patentes en date du 19 mars 1959, et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi son bureau et siège social au numéro 7326 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 262, P.Q., dans le district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré étant son siège social.

Fait et signé à Montréal, le 1er jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
STEVE AMSTRONG.

45446-o 11591-59

Steve Armstrong Realties Company Ltd.

Notice is given that "Steve Armstrong Realties Company Ltd.", incorporated by letters patent dated March 19, 1959, and having its head office in the district of Montreal, has established its office and head office at number 7326 Sherbrooke Street, West, Montreal 262, P.Q., in the district of Montreal.

From the date of these presents, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given and signed at Montreal, this 1st day of December 1971.

STEVE ARMSTRONG,
Secretary.

45446-o 11591-59

Association Mathématique du Québec

L'« Association Mathématique du Québec » donne avis qu'elle a changé son siège social de Casier Postal 6128, Montréal à Collège Mont St-Louis, 1700, Henri-Bourassa est, Montréal.

Le secrétaire,
RÉJANE FERGUSON.

45447-o 1953-64

Association Mathématique du Québec

Notice is given that "Association Mathématique du Québec" has transferred its head office from P.O. Box 6128, Montreal to College Mont St-Louis 1700 Henri-Bourassa East, Montreal.

RÉJANE FERGUSON,
Secretary.

45447 1953-64

Lorrain Belleau Décoration Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lorrain Belleau Décoration Inc. » est constituée en corporation en date du 30 août 1971 et ayant son siège social à St-Léonard, dans le district de Montréal, a établi son bureau au 8964, Boulevard Viau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour de septembre 1971.

Le président,
LORRAIN BELLEAU.

45448-o 71-4563

Lorrain Belleau Décoration Inc.

Notice is given that "Lorrain Belleau Décoration Inc.", incorporated on August 30, 1971, and having its head office at St. Léonard, district of Montreal, has established its office at 8964 Viau Boulevard.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of September, 1971.

LORRAIN BELLEAU,
President.

45448 71-4563

Sylvio Brunet & Fils ltée

La compagnie « Sylvio Brunet & Fils ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Hull à Fassett.

Le secrétaire,
GUSTAVE BRUNET.

45450-o 2357-67

Sylvio Brunet & Fils ltée

Notice is given that "Sylvio Brunet & Fils ltée » has changed its head office from Hull to Fassett.

GUSTAVE BRUNET,
Secretary.

45450 2357-67

Club Nautique de Matane inc.

Avis est donné par la présente que la corporation « Club Nautique de Matane inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1971, et ayant son bureau principal dans la Ville de Matane a établi son bureau au numéro 189, de la rue du Vallon.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Matane, ce 1er jour d'octobre 1972.

Le secrétaire,
JACQUES A. DESCHÊNES.

45452-o 1955-71

Club Nautique de Matane inc.

Notice is given that "Club Nautique de Matane inc." incorporated by letters patent on the 26th day of April, 1971, and having its head office in the town of Matane, has established its office at number 189 Du Vallon Street.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Matane, this 1st day of October, 1972.

JACQUES A. DESCHÊNES,
Secretary.

45452 1955-71

Bolduc et Associés inc.

Avis est donné que la compagnie « Bolduc et Associés inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 10 mai 1966, et ayant son siège social dans la ville de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 350, Chemin Ste-Foy, l'a transporté au numéro 4, Parc Samuel Holland, ville de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 15 mars 1972.

Le président,
DENIS BOLDUC.

45449-o 2028-66

Bolduc et Associés inc.

Notice is given that "Bolduc et Associés inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on May 10, 1966, and having its head office in the city of Québec where its office was situated up to this day at number 350 Ste. Foy Road, has moved it to number 4 Parc Samuel Holland, in the city of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this March 15, 1972.

DENIS BOLDUC,
President.

45449 2028-66

Bowl-O-Rama Domaine Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bowl-O-Rama Domaine Inc. » constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 9 décembre, 1958, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les villes et district de Montréal, à 6690 rue Sherbrooke est, l'a transporté à 1763 rue Fleury, Montréal, Québec.

Donné à Montréal, ce 6e jour de janvier 1972.

Le secrétaire,
NAOMI MIGICOVSKY.

45451-o 14559-58

Bowl-O-Rama Domaine Inc.

Notice is hereby given that "Bowl-O-Rama Domaine Inc." incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 9th of December, 1958, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal at 6690 Sherbrooke St. East, has moved it to 1763 Fleury St. in the city and district of Montreal, Province of Québec.

Dated at Montreal, this 6th day of January, 1972.

NAOMI MIGICOVSKY,
Secretary.

45451-o 14559-58

Garage Z. Lessard Inc.

Avis est donné que la compagnie « Garage Z. Lessard Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 8e jour de janvier 1971, et ayant son siège social à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, a établi son bureau au numéro 903, boulevard du Séminaire, St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Saint-Jean, ce 18e jour de janvier 1972.

Le président,
ZÉNON LESSARD.

45454-o 103-71

Garage Z. Lessard Inc.

Notice is hereby given the "Garage Z. Lessard Inc." company incorporated by letters patent, under Part I of the Québec Companies Act, on the 8th day of January 1971, and having its head office at St. Johns, judicial district of Iberville, has established its office at No. 903 Seminary Boulevard, St. Johns.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Johns, this 18th day of January, 1972.

ZÉNON LESSARD,
President.

45454-o 103-71

Groupe d'Achat d'Épiceries de Montréal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Groupe d'Achat d'Épiceries de Montréal Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 mai 1963, et ayant son siège social dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 611, Place du Marché Central, l'a transporté au numéro 8527, boulevard St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 31e jour de janvier 1972.

(Sceau) *Le secrétaire exécutif,*
HECTOR HURTEAU.

45455-o 1602-63

Groupe d'Achat d'Épiceries de Montréal Inc.

Notice is given that "Groupe d'Achat d'Épicerie de Montréal Inc." incorporated by letters patent dated May 2, 1963, and having its head office in the City of Montreal, where its office was located until today, at number 611 Place du Marché Central, has moved it to number 8527 St. Lawrence Boulevard.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 31st day of January, 1972.

(Seal) HECTOR HURTEAU,
Executive Secretary.

45455 1602-63

Le Club des Vingt Castors
The Twenty Beavers Country Club

Avis est donné que « Le Club des Vingt Castors — The Twenty Beavers Country Club » constitué en corporation par lettres patentes en date du 2 novembre 1962 a transporté son siège social de 2925 St-Zotique est, Montréal, à 381 rue Querbes, Montréal 153.

Montréal, le 25 janvier 1972.

Le secrétaire,
PAULINE LAPLANTE.

45453-o 14442-62

Le Club des Vingt Castors
The Twenty Beavers Country Club

Notice is hereby given that "Le Club des Vingt Castors — The Twenty Beavers Country Club" incorporated by letters patent dated November 2, 1962 has moved its head office from 2925 St-Zotique, est, Montreal, to 381 Querbes street, Montreal 153.

Montreal, January 25, 1972.

PAULINE LAPLANTE,
Secretary.

45453-o 14442-62

Place Desjardins inc.

Avis est donné que la compagnie « Place Desjardins inc. », constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 9e jour de juin 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd' hui au 152 est, rue Notre-Dame, l'a transporté au 1253 avenue McGill College, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

14 janvier 1972.

Le secrétaire,
ROGER COULOMBE.

45461-o 3125-71

Place Desjardins inc.

Notice is given that "Place Desjardins inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on the 9th day of June, 1971, and having its head office in the city of Montreal where its office was located until today at 152 Notre-Dame Street East, has transferred it to 1253 McGill College Avenue, Montreal.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

January 14, 1972.

ROGER COULOMBE,
Secretary.

45461 3125-71

Placements Quatrain inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Quatrain inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 décembre 1966 et ayant son siège social dans la cité de St-Jean où elle avait son bureau situé au numéro 112 de la rue St-Jacques, l'a transporté au numéro 112 de la rue St-Jacques, l'a transporté au numéro 123 de la rue St-Jacques à St-Jean, C.P. 304.

À compter du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Jean, ce 5e jour de janvier 1972.

Le secrétaire,
ANDRÉ DÉRY.

45462-o 4521-66

Placements Quatrain inc.

Notice is given that "Placements Quatrain inc.", incorporated by letters patent dated December 2, 1966, and having its head office in the city of St. John's where its office was situated at number 112 St. James Street, has moved it to number 123 St. James Street, in St. John's, P.O. Box 304.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St. John's, on the 5th day of January 1972.

ANDRÉ DÉRY,
Secretary.

45462 4521-66

Publications Avant-Gardistes inc.

La compagnie « Publications Avant-Gardistes inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 385, rue Sherbrooke est, Montréal, au numéro 1131, rue Notre-Dame, Repentigny.

Le secrétaire,
LOUIS-MARCEL ROY.

45464-o 1791-69

Publications Avant-Gardistes inc.

Notice is given that "Publications Avant-Gardistes inc." has transferred its head office from 385 Sherbrooke Street East, Montreal to 1131 Notre-Dame Street, Repentigny.

LOUIS-MARCEL ROY,
Secretary.

45464-o 1791-69

Restaurant La Petite Vache inc.

La compagnie « Restaurant La Petite Vache inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Portneuf à Sainte-Anne de la Pérade.

Le secrétaire,
MARCEL THIBEAULT.

45465-o 714328

Restaurant La Petite Vache inc.

Notice is given that "Restaurant La Petite Vache inc." has transferred its head office from Portneuf to Ste. Anne de la Pérade.

MARCEL THIBEAULT,
Secretary.

45465 714328

Les Importateurs de Voiliers Hollandais inc.
Dutch Yachts Importing Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Importateurs de Voiliers Hollandais inc. — Dutch Yachts Importing Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1971, et ayant son siège social à Montréal a établi son siège social et sa principale place d'affaires au 4559, Avenue Oxford, Montréal, P.Q.

Montréal.

Le président,
PIERRE GIROUX.

45456-o 71-5097

Les Importateurs de Voiliers Hollandais inc.
Dutch Yachts Importing Inc.

Notice is hereby given that "Les Importateurs de Voiliers Hollandais inc. — Dutch Yachts Importing Inc." company incorporated by letters patent dated September 22, 1971, and having its head office in Montreal, has established its head office and principal place of business at 4559, Oxford Avenue, Montreal, P.Q.

Montreal.

PIERRE GIROUX,
President.

45456-o 71-5097

Isco International Transit Company Ltd.
La compagnie de Transit International Isco ltée

Avis est donné que la compagnie « Isco International Transit Company Ltd. — La compagnie Transit International Isco ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 décembre 1971, et ayant son siège social à Anjou, a établi son bureau au numéro 11101, de la rue Parkway.

À compter du la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant son siège social.

Donné à Anjou, ce 12e jour de janvier 1972.

PIERRE J. FOWLER.

45457-o 71-7048

Isco International Transit Company Ltd.
La compagnie de Transit International Isco ltée

Notice is hereby given that "Isco International Transit Company Ltd. — La compagnie de Transit International Isco ltée", incorporated by letters patent on the 17th day of December 1971, and having its head office in ville d'Anjou, has established its office at 11101 Parkway Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Ville d'Anjou, this 12th day of January, 1972.

PIERRE J. FOWLER.

45457-o 71-7048

Kedanac Construction ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Kedanac Construction ltée », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 25 avril 1960 et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau principal au 1155 ouest, boulevard Dorchester.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 21e jour de janvier 1972.

(Sceau) *Le président,*
CLAUDE M. TÉTREAULT.

45458-o 11458-60

Kedanac Construction ltée

Notice is hereby given that "Kedanac Construction ltée", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of April 25, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1155 Dorchester Boulevard West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 21st day of January, 1972.

(Seal) CLAUDE M. TÉTREAULT,
President.

45458-o 11458-60

Bernard Landry Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bernard Landry Inc. », constituée en corporation d'après lettres patentes en date du 8 novembre 1971 et ayant son siège social dans la cité de Rock Forest a établi son bureau au 168, de la rue Roberge, à Rock Forest, district de St-François.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sherbrooke, ce 30e jour de décembre 1971.

L'officier autorisé,
CONRAD LUSSIER.

45459-o

Bernard Landry Inc.

Notice is hereby given that the company "Bernard Landry Inc.", incorporated by letters patent, on the 8th day of November, 1971 and having its head office in Rock Forest, has established its office at 618, Roberge Street, Rock Forest, district of St-François.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 30th day of December, 1971.

CONRAD LUSSIER,
Authorized Officer.

45459-o

L. W. Schott & Co. Ltd.

La compagnie « L. W. Schott & Co. Ltd. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1962, et ayant son siège social en la ville de Montréal, où son bureau était situé au 800, carré Victoria, donne avis qu'elle l'a transporté au 759, carré Victoria, en la ville de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 16e jour de mars 1972.

La secrétaire,
SANDRA DWORKIN.

45460 15222-62

Taradu inc.

La compagnie « Taradu inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 26, 12e Avenue, Deux-Montagnes, au numéro 1564, avenue Van Horne, Montréal.

Le secrétaire,
ÉRIC THOMAS.

45466-o 3787-71

Les Huîtres Chanteclaire inc.
Chanteclaire Oysters Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Huîtres Chanteclaire inc. — Chanteclaire Oysters Inc. », incorporée selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datée du 2 août 1971, et ayant son siège social à Montréal, a établi son siège social au numéro civique 522 est, rue Villeray, Montréal.

Montréal, le 23 février 1972.

Le secrétaire,
SALVATORE BUONOCORE.

45473-o 71-4025

Les Entreprises Duroc inc.
Duroc Enterprises Inc.

La compagnie « Les Entreprises Duroc inc.—Duroc Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 351, boulevard St-Joseph, Hull, au numéro 7000, Côte-des-Neiges, Montréal.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL RICHER.

45514 3197-69

Cogena inc.

Avis est donné que « Cogena inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 24 octobre 1967, a transporté son siège social du numéro 110 ouest, rue Crémazie, dans la ville de Montréal, au numéro 333 est, rue Craig, dans la ville de Montréal.

Montréal, ce 5e jour de janvier 1972.

Le président,
LOUIS-PHILIPPE SAVARD.

45515-o 4444-67

L. W. Schott & Co. Ltd.

Notice is hereby given that "L. W. Schott & Co. Ltd." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent, on the 28th day of December, 1972 and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated at 800 Victoria Square, has moved it to 759 Victoria Square in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of March, 1972.

SANDRA DWORKIN,
Secretary.

45460-o 15222-62

Taradu inc.

Notice is given that "Taradu inc." has changed its head office from 26, 12th Avenue, Deux-Montagnes, to 1564 Van Horne Avenue, Montreal.

ÉRIC THOMAS,
Secretary.

45466 3787-71

Les Huîtres Chanteclaire inc.
Chanteclaire Oysters Inc.

Notice is hereby given that "Les Huîtres Chanteclaire inc. — Chanteclaire Oysters Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act, on August 2nd 1971, and having its head office in Montreal, has established its head office at 522 Villeray Street East, Montreal.

Montreal, February 23, 1972.

SALVATORE BUONOCORE,
Secretary.

45473 71-4025

Les Entreprises Duroc inc.
Duroc Enterprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Duroc inc.—Duroc Enterprises Inc." has transferred its head office from 351 St-Joseph Boulevard, Hull to 7000 Côte-des-Neiges, Montreal.

PAUL RICHER,
Secretary-Treasurer.

45514-o 3197-69

Cogena inc.

Notice is hereby given that "Cogena inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated October 24, 1967, has moved its head office from 110 Crémazie, West, in the City of Montreal to 333 Craig East, in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this 5th day of January, 1972.

LOUIS-PHILIPPE SAVARD,
President.

45515 4444-67

Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc.
The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc.— The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 septembre 1970, et ayant son bureau principal à Pointe-aux-Trembles, a établi son bureau au 388, rue des Bouleaux.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considérée par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 12e jour de novembre 1970.

Le président,
PIERRE GARIÉPY.

45496-o 3995-70

Multi-Conseils inc.

Avis est donné que la compagnie « Multi-Conseils inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies en date du 25 février 1970 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 333 est, de la rue Craig, bureau 215, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montreal, ce 10 mars 1972.

Le président,
ROLAND BÉDARD.

45497-o 857-70

Sotramont inc.

La compagnie « Sotramont inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 6480, 10e avenue, Montréal, au numéro 75, rue St-Raymond, Hull.

Le président,
ROBERT ROY.

45499-o 4098-68

Tri-Ro inc.

Avis est donné que « Tri-Ro inc. », corporation légalement constituée par lettres patentes en date du sept février mil neuf cent soixante-douze et ayant son siège social à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, a établi son bureau principal au No 784, rue Thibault, à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal et siège social.

Donné à Laval, ce neuvième jour de février mil neuf cent soixante-douze.

Le président,
ROGER CHARTIER.

45500-o 72-0678

Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc.
The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.

Notice is given that the "Fédération Sportive et Culturelle du Bâton Rouge inc.— The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.", incorporated by letters patent dated September 14, 1970, and having its head office in Pointe-aux-Trembles, has established its office at 388 des Bouleaux Street.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 12th day of November, 1970.

PIERRE GARIÉPY,
President,

45496 3995-70

Multi-Conseils inc.

Notice is given that "Multi-Conseils inc.", incorporated by letters patent issued under the Companies Act on February 25, 1970, and having its head office in the City of Montreal, District of Montreal, has established its office at 333 Craig Street East, Suite 215, Montreal, District of Montreal.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Montreal, March 10, 1972.

ROLAND BÉDARD,
President.

45497 857-70

Sotramont inc.

Notice is given that "Sotramont inc." has transferred its head office from 6480, 10th Avenue, Montreal, to 75 St. Raymond Street, Hull.

ROBERT ROY,
President.

45499 4098-68

Tri-Ro inc.

Notice is given that "Tri-Ro inc.", a corporation legally incorporated by letters patent dated the seventh day of February, one thousand nine hundred and seventy-two and having its head office in Ste. Thérèse, County of Terrebonne, has established its main office at 784 Thibault Street, in Ste. Thérèse, County of Terrebonne.

Upon, from and after this notice, the said office will be considered by the company as being its main and head office.

Given in Laval, this ninth day of February, one thousand nine hundred and seventy-two.

ROGER CHARTIER,
President.

45500 72-0678

N.R. Automobiles inc.

La compagnie « N.R. Automobiles inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Georges de Beauce, à Route du Président, Sant-Joseph de Beauce.

Le secrétaire,
MME JEANNE D'ARC RODRIGUE ROY.

45498-o 150-71

N.R. Automobiles inc.

Notice is given that "N.R. Automobiles inc." has transferred its head office from St. Georges de Beauce to the President's Highway, St. Joseph de Beauce.

MRS. JEANNE D'ARC RODRIGUE GUY,
Secretary.

45498 150-71

Transport et Excavation Salois inc.

La compagnie « Transport et Excavation Salois inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Joseph de Sorel à Saint-Pierre de Sorel.

Le secrétaire,
MME CARMELLE T. SALOIS.

45518-o 2336-71

Transport et Excavation Salois inc.

Notice is given that "Transport et Excavation Salois inc." has transferred its head office from St. Joseph de Sorel to St. Pierre de Sorel.

MRS. CARMELLE T. SALOIS,
Secretary,

45518 2336-71

Constance Lethbridge Foundation

La corporation « Constance Lethbridge Foundation » constituée par lettres patentes, troisième partie, le 18e jour de juin 1969, et ayant son siège social à Montréal, où, jusqu'à ce jour son bureau était situé au 7005 ouest, boulevard de Maisonneuve, donne avis qu'elle l'a transporté au 606, rue Cathcart, suite 1010, Montréal 111, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, Québec, ce 8e jour de janvier 1972.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
J. PETER KOHL.

45524 2569-69

Constance Lethbridge Foundation

Notice is hereby given that the "Constance Lethbridge Foundation" company incorporated by letters patent, Part III, on the 18th day of June, 1969, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 7005 de Maisonneuve Boulevard West, has moved it to 606 Cathcart Street, Suite 1010, Montreal 111, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 8th day of January, 1972.

(Seal) J. PETER KOHL,
Secretary-Treasurer.

45524-o 2569-69

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193, et ses amendements), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par ladite loi, octroyer des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS, pursuant to section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193, and its amendments), decrees that the Lieutenant-Governor in Council may, upon the petition of the council of any city or town corporation, even if it is not governed by the said act, grant letters to replace in whole or in part the provisions of its charter by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

ATTENDU que le conseil du village de Senneville, par sa requête en date du 11 janvier 1972, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y replaçant les articles 6, 7, 8, 12, 14, 15 et 16 du chapitre 60 des lois de 1894-1895, et au paragraphe 2 de l'article 17 du chapitre 60 des lois de 1894-1895, remplacé par l'article 7 du chapitre 147 des lois de 1935 et remplacé en partie de nouveau par lettres patentes publiées le 9 janvier 1965, les mots suivants par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes:

« Pour prélever annuellement, sur les biens immeubles situés dans les limites du village, une somme n'excédant pas un centin par piastre sur la valeur totale inscrite sur le rôle d'évaluation dudit village.

Cependant, les trois taxes ci-dessus prévues ne doivent pas excéder dans leur totalité un pour cent. »

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 711-72, en date du 8 mars 1972, Nous accordons la requête du conseil du village de Senneville, en date du 11 janvier 1972, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte du village de Senneville soient remplacées par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193 et ses amendements).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

45486-o JEAN ALARIE.

WHEREAS the Council of the Village of Senneville, by its petition dated January 11, 1972, requests that letters patent be issued on its behalf for the purpose of amending its charter by replacing sections 6, 7, 8, 12, 14, 15 and 16 of Chapter 60 of the Statutes of 1894-1895, and in paragraph 2 of section 17 of Chapter 60 of the Statutes of 1894-1895, replaced by section 7 of Chapter 147 of the Statutes of 1935 and further replaced in part by letters patent published on January 9, 1965, the following words of the corresponding provisions of the Cities and Towns Act:

"To levy, annually, on immoveable property within the limits of the village, a sum not to exceed one cent in the dollar on the whole value as entered in the valuation roll of the said village.

Nevertheless, the three taxes above provided for shall not exceed a total of one per cent."

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been complied with;

WHEREAS it is expedient to grant this request.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 711-72, dated March 8, 1972, We do grant the request of the Council of the Village of Senneville, dated January 11, 1972, and We do declare and order, by the present letters patent, which will come into force upon the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the aforesaid provisions of the Charter of the Village of Senneville be replaced by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the whole, in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193 and its amendments).

INTESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

45486 *Assistant Deputy Attorney General.*

Municipalité de Val-des-Bois
Municipality of Bowman

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la municipalité de Val-des-Bois et la municipalité de Bowman, comté de Papineau.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,

45486-o MAURICE TESSIER, C.R.

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Municipality of Val-des-Bois and the Municipality of Bowman, county of Papineau.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,

45486-o *Minister of Municipal Affairs.*

Demandes à la Législature

La cité de Roberval

Prenez avis que la cité de Roberval s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec pour faire adopter une loi modifiant les lois qui la régissent.

1° Pour rendre applicables à la cité de Roberval les dispositions de la Loi des cités et villes relatives aux vacances dans la charge de maire, à l'intérêt sur les arrérages de taxes, à l'escompte accordé pour paiement des taxes dans le délai fixé, à la taxe d'affaires, à la compensation pour l'eau et à la responsabilité du propriétaire, à la réparation des conduites d'eau et d'égout sur les immeubles publics et privés;

2) Pour autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à remplacer par les dispositions de la Loi des cités et villes toutes autres dispositions de sa charte ou des lois particulières qui la régissent, ou abolir celles qui y dérogent;

3° Pour que le nombre des conseillers et le nombre des quartiers soit déterminé conformément à la charte de la cité ou à tout autre règlement du conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

4° Pour abolir le droit des propriétaires d'élire seuls un conseiller dans chaque quartier;

5° Pour que les membres actuels au conseil conservent leur charge et pouvoirs le cas échéant à remplir toute vacance.

Roberval, le 10 février 1972.

Le procureur de la cité de Roberval,

45330-14-4-o ROLAND BERGERON.

Ville de Saint-Hubert

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Saint-Hubert s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1. Pour déterminer et décrire le nouveau territoire de la ville;

2. Pour amender l'article 426-17 de la Loi des cités et villes pour porter à $25 le maximum qui peut être exigé lorsqu'un billet est émis par un constable;

3. Pour amender l'article 429-20 de la Loi des cités et villes pour permettre à la ville de règlementer l'entretien d'hiver des rues et trottoirs et afin de pouvoir déterminer que la neige sera soufflée sur les trottoirs et terrains privés, suivant certaines conditions;

4. Pour amender l'article 429-29 de la Loi des cités et villes pour autoriser la ville à adopter un règlement pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la ville un permis annuel n'excédant pas $75 par taxi;

5. Pour permettre à la ville d'adopter de nouveaux règlements de zonage sans que ceux-ci soient soumis à l'approbation prévue à l'article 426-1 de la Loi des cités et villes;

6. Pour autoriser la ville à construire, administrer, entretenir un système de conduits souterrains où doivent être placés tous fils, cables, lignes de transmission, etc;

Applications to Legislature

The City of Roberval

Take note that the City of Roberval will apply to the Québec National Assembly to have a bill adopted amending the laws governing it.

1. To render applicable to the City of Roberval, the provisions of the Cities and Towns Act related to vacancies in the office of mayor, interest on outstanding taxes, the discount granted for payment of taxes within the prescribed time, business tax, compensation for water and the owner's responsibility , repair of water ducts and sewers on public and private immoveables;

2. To authorize the Lieutenant-Governor in Council to replace, by the provisions of the Cities and Towns Act, all other provisions of its charter or the particular laws governing it, or abolish those departing therefrom;

3. So that the number of councillors and wards be determined in conformity with the charter of the City or any other by-law of the Council approved by the Lieutenant-Governor in Council;

4. To abolish the right of owners alone to elect a councillor in each ward;

5. So that the present members of the Council may serve their term and provisions be made to fill any vacancy should the occasion arise.

Roberval, February 10, 1972.

ROLAND BERGERON,

45330-14-4-o *Attorney for the City of Roberval.*

Town of Saint-Hubert

Public notice is hereby given that the Town of Saint-Hubert will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to describe the territory of the town;

2. to amend for the town, article 426-17 of the Cities and Towns Act to fix to $25 the amount of the fine when a notice of summons is delivered by a police officer;

3. to amend for the town, article 429-20 of the Cities and Towns Act to authorize the town to regulate winter maintenance of the streets and sidewalks and to decide that the snow shall be blown on the sidewalks and private grounds;

4. to amend for the town, article 429-49 of the Cities and Towns Act to authorize the town to compel by by-law every taxi owner to obtain from the town an annual license not exceeding $75 per taxi;

5. to authorize the town to adopt zoning by-law without submitting same to the approval prescribed by article 426-1 of the Cities and Towns Act.

6. to authorize the town to construct, administer and maintain a system of underground conduits in which shall be placed all telegraph, telephone, television and electric light wires, motive power supply wires, cables and transmission lines;

7. Pour autoriser le conseil à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tous immeubles, servitudes ou droits réels pour fins d'habitation et pour fins publiques;

8. Pour autoriser la ville à adopter un règlement pour constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement »;

9. Pour autoriser le conseil à adopter un règlement pour accorder une pension annuelle contributoire à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins huit ans.

10. Pour fixer le mode de paiement de toute quote-part due par une municipalité qui a conclu une entente avec la ville pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services et pour prévoir la procédure à suivre en cas de refus ou négligence d'effectuer tel paiement.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 20 mars 1972.

Les procureurs de la Ville,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
45297-13-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

7. to authorize the town to acquire by agreement or expropriation any immoveable or part of an immoveable, servitude or real right for housing purposes or for any public purposes;

8. to authorize the town to establish by by-law a fund called the "snow removal expenses stabilization fund";

9. to authorize the town to grant an annual pension to every person who has held office as a member of the council for eight years or more;

10. to determine the way of payment of every share due by a municipality which has made an agreement with the town for the execution of work, the organization and administration of services;

and for all other purposes.

Montreal, March 20, 1972.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
45297-13-4-o *Attorneys for the Town.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Westchester Fire Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Westchester Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à New-York, New-York, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « United States Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à New-York, New-York, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1971.

Attendu que « United States Fire Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Westchester Fire Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « Westchester Fire Insurance Company » sont annulés à compter du 31 décembre 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 mars 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province.
Le surintendant des assurances,
45416-14-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Westchester Fire Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Westchester Fire Insurance Company", whose head office is situated at New York, New York, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "United States Fire Insurance Company", whose head office is situated at New York, New York, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1971.

Whereas "United States Fire Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "Westchester Fire Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Westchester Fire Insurance Company" are cancelled as from the 31st of December 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of March 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
45416-14-2-o *Superintendent of Insurance.*

The North River Insurance Company
La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The North River Insurance Company — La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance », dont le siège social est situé à New-York, New-York, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « United States Fire Insurance Company «, dont le siège social est situé à New-York, New-York, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1971.

Attendu que « United States Fire Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The North River Insurance Company — La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « The North River Insurance Company — La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance » sont annulés à compter du 31 décembre 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 mars 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

45417-14-2-o

The North River Insurance Company
La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance

Notice of Cancellation of Licence and Certificate of Registration

Whereas "The North River Insurance Company — La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance", whose head office is situated at New York, New York, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "United States Fire Insurance Company", whose head office is situated at New York, New York, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1971.

Whereas "United States Fire Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "The North River Insurance Company — La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The North River Insurance Company — La Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance" are cancelled as from the 31st of December 1971;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of March 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

45417-14-2-o

Société d'habitation du Québec

Ville d'Iberville

Programme de rénovation

« Zone 1 »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté numéro 633-72 en date du 1er mars 1972, a décrété « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet du programme de rénovation adopté par le règlement numéro 494 du 22 novembre 1971 de la ville d'Iberville pour la partie de son territoire appelée « Zone 1 ».

Ce programme de rénovation de la ville d'Iberville a été approuvé par la Société d'habitation du Québec, résolution numéro 5112 du 28 février 1972 et cette approbation a été ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil par ledit arrêté numéro 633-72 du 1er mars 1972.

Le président,
JACQUES BERNIER.

45422-o

Québec Housing Corporation

Town of Iberville

Renewal program

"Zone 1"

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, chapter 55), the Lieutenant-Governor in Council, by order number 633-72 dated March 1, 1972, has declared that part of the territory called "Zoned 1" in the city of Iberville covered by the renewal program adopted by by-law number 494 of November 22, 1971, of the city of Iberville, "renewal zone".

The said renewal program of the city of Iberville was approved by the Québec Housing Corporation, by its resolution number 5112 of February 28, 1972, and the said approbation was ratified by the Lieutenant-Governor in Council by Order number 633-72 of March 1, 1972.

JACQUES BERNIER,
President.

45422-o

Office Municipal d'Habitation de Sainte-Thérèse
Municipal Housing Bureau of Sainte-Thérèse

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des Lois de 1966-1967), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans but lucratif: Robert Chabot, relation de travail, 731, rue Monette; J. M. Forget, entrepreneur-peintre, 6, rue Deschambault; Gilbert Rheault, chef de section, 17, rue Blanchard; J. G. Filiatrault, homme d'affaires, 16, rue St-Lambert; D. Berthiaume, architecte, 700, rue Taschereau; P. Marier, ingénieur, 702, rue Taschereau et M. Savaria, directeur de funérailles, 1, rue St-Jean, tous de la ville de Sainte-Thérèse; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporaiton est situé dans les limites du territoire de la ville de Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Société d'habitation du Québec,
Le président,
45506-o JACQUES BERNIER.

Office Municipal d'Habitation de Sainte-Thérèse
Municipal Housing Bureau of Sainte-Thérèse

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, Chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the 24th day of January 1972, incorporating as a non-profit corporation: Robert Chabot, Labor Relation, 731, Monette Street, Sainte-Thérèse; J. M. Forget, Paint Constructor, 6, Deschambault Street, Sainte-Thérèse; Gilbert Rheault, Section Chief, 17, Blanchard Street, Sainte-Thérèse; J. G. Filiatrault, Businessman, 16, St. Lambert Street, Sainte-Thérèse; D. Berthiaume, Architect, 700, Taschereau Street, Sainte-Thérèse; P. Marief, Ingeneer, 702, Taschereau Street, Sainte-Thérèse and M. Savaria, Funeral Director, 1, St. Jean Street, Sainte-Thérèse; for the following purposes; to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

JACQUES BERNIER,
President,
45506-o *Québec Housing Corporation.*

Office Municipal d'Habitation de Farnham
Municipal Housing Bureau of Farnham

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des Lois de 1966-1967), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans but lucratif: monsieur Normand Lague, marchand, 866, Bd Kirk, Farnham; Me Jean-Paul Couture, avocat, 51 est, Bd Magenta, Farnham; monsieur Ronald MacPhail, directeur, 150 nord, St-Patrick, Farnham; Me Pierre Robert, notaire, 106, St-Louis, Farnham et monsieur Marc-André Noël, entrepreneur, 768, St-Bruno, Farnham; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de la cité de Farnham, district judiciaire de Bedford.

Société d'habitation du Québec,
Le président,
45506-o JACQUES BERNIER.

Office Municipal d'Habitation de Farnham
Municipal Housing Bureau of Farnham

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, Chapter 55), the lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date the 9th day of December 1971, incorporating as a non-profit corporation: Normand Lague, merchant, 866, Bd Kirk, Farnham; Mtre Jean-Paul Couture, lawyer, 51 East, Bd Magenta, Farnham; Ronald MacPhail, director, 150 North, St. Patrick, Farnham; Mtre Pierre Robert, Notary, 106, St-Louis, Farnham and Marc-André Noël, Contractor, 768, St. Bruno, Farnham; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Farnham, judicial district of Bedford.

Québec Housing Corporation,
JACQUES BERNIER,
45506-o *President.*

Syndicats professionnels

La Fédération des Employés Coiffeurs du Québec inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 février 1972, il a autorisé le changement de nom de « La Fédération

Professional Syndicates

La Fédération des Employés Coiffeurs du Québec inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 14, 1972, he authorized the change of name of "La Fédé-

des Barbiers et Coiffeurs de la Province de Québec », dont la constitution a été autorisée le 16 juin 1937, avec siège social à Québec, en celui de « La Fédération des Employés Coiffeurs du Québec inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45437-o 1578-37

ration des Barbiers et Coiffeurs de la Province de Québec", whose incorporation was authorized on June 16, 1937, with its head office in Québec, to that of "La Fédération des Employés Coiffeurs du Québec inc.", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45437 1578-37

Fraternité des Travailleurs en Imprimerie Spécialisée

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 mars 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Fraternité des Travailleurs en Imprimerie Spécialisée », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45488-o 10-72

Fraternité des Travailleurs en Imprimerie Spécialisée

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on March 20, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "Fraternité des Travailleurs en Imprimerie Spécialisée", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45488 10-72

Syndicat des Producteurs de Volailles du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 mars 1972, il a autorisé le changement de nom de « Syndicat des Propriétaires de Volailles de la Région de Québec Sud (U.C.C.) », dont la constitution a été autorisée le 26 septembre 1966, avec siège social à St-Georges-ouest, en celui de « Syndicat des Producteurs de Volailles du Québec », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45489-o 122-66

Syndicat des Producteurs de Volailles du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on March 16, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "Syndicat des Propriétaires de Volailles de la Région de Québec Sud (U.C.C.)", whose incorporation was authorized on September 26, 1966, with its head office in St. Georges West, to that of "Syndicat des Producteurs de Volaille du Québec", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45489 122-66

Assemblée

La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières

Les actionnaires de « La compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières » sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, 25 avril 1972, à trois heures de l'après-midi, au numéro 1, de l'immeuble Place Ville-Marie, à Montréal, pour recevoir les comptes de l'exercice 1971, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Le secrétaire,
J. R. TURGEON.

45519-15-2-o

Meeting

The Alma & Jonquières Railway Company

The Annual Meeting of the Shareholders of "The Alma & Jonquières Railway Company" to receive the 1971 financial statements of the company, to elect directors and appoint auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may property come before the meeting, will be held in the 31st floor board room, 1, Place Ville Marie, Montreal, on Tuesday, April 25, 1972, at three o'clock in the afternoon.

J. R. TURGEON,
Secretary.

45519-15-2-o

Renseignements sur les compagnies

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivant sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Companies Information Act

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies whose names follows, have failed to file the return mentioned in sectio 4 of the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without furthernotice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Ace Realty Services Incorporated	Outremont	1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970 et-and 1971.
Affiliated Clothing Manufacturers Association Inc.	Montréal	1954 à 1971 inclusivement.
Allied Flock and Felt Inc.	Montréal	1951 à 1971 inclusivement.
Amicale Alfa de Québec	Québec	1968 à 1971 inclusivement.
Artic Refrigeration Inc.	Montréal	1944, 1945, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1962 à 1971 inclusivement.
Association amicale des Anciens de L'École du Sacré-Coeur St-Marc de Shawinigan.	Shawinigan	1962 à 1971 inclusivement.
Association des contribuables du quartier Mercier inc.	Montréal	1956, 1967 à 1971 inclusivement.
Association des courtiers en immeubles de Sherbrooke inc.	Sherbrooke	1961, 1963 à 1971 inclusivement.
L'Association libérale de la Mauricie	Shawinigan	1962 à 1971 inclusivement.
Association des médecins de la Rive Sud	Notre-Dame-du-Lac	1955, 1956, 1957, 1964 à 1971 inclusivement.
Association des propriétaires de Courville inc.	Courville	1961 à 1971 inclusivement.
L'Association des propriétaires de la ville de Mackayville.	Laflèche	1963 à 1971 inclusivement.
Association sportive St-Pierre de Broughton	St-Pierre de Broughton	1960, 1964 à 1971 inclusivement.
Association de terrain de jeux de Laurierville	Laurierville	1955, 1963, 1964, 1965 à 1971 inclusivement.
L'association des zouaves de Montréal	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
L'Auberge du royaume inc.	Arvida	1968 à 1971 inclusivement.
The Beaconsfield Heights Association	Beaconsfield	1964 à 1971 inclusivement.
Belair Realties Ltd.	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
Benkay Dress Inc.	Montréal	1970 et-and 1971.
Belmont Amusement Club Inc.	Montréal	1956, 1958, 1959, 1960, 1962, 1963, 1964, 1966 à 1971 inclusivement.
Blue Bird Club Incorporated	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
The Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd.	Pointe-aux-Trembles	1965 à 1971 inclusivement.
Les chevaliers de St-Césaire inc.	St-Césaire	1965 à 1971 inclusivement.
Les Chevaliers de la Table Ronde du Canada	Bordeaux	1961 à 1971 inclusivement.
Club de golf Sorel-Tracy « Les Dunes » inc.	Tracy	1965 à 1971 inclusivement.
Le club Les Loups inc.	Rivière-du-Loup	1968 à 1971 inclusivement.
Club nautique de Grand'Mère inc.	Grand'Mère	1964 à 1971 inclusivement.
Club social N.D.V. inc.	Montréal	1966 à 1971 inclusivement.

Nom de la compagnie / *Name of Company*	*Adresse* / *Address*	*Rapports non produits* / *Returns not filed*
Club sportif et d'initiatives paroissiales de St-Cyprien comté de Dorchester.	St-Cyprien	1967 à 1971 inclusivement.
Le club sportif des pêcheurs du Lac Saint-François	Valleyfield	1967 à 1971 inclusivement.
Club de Yacht inc.	Sorel	1955 à 1971 inclusivement.
La colonie des Amicales incorporée	Québec	1961 à 1971 inclusivement.
Colonie « Les Bosquets Albert Hudon »	Montréal	1966 à 1971 inclusivement.
Connor Washer Service Limited	Rosemont	1967 à 1971 inclusivement.
Cowansville Lions Club Incorporated	Cowansville	1968 à 1971 inclusivement.
The Dawson Boys' Club	Verdun	1968 à 1971 inclusivement.
Distribution Express limitée	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
Druker Realty Co. Limited	Montréal	1965, 1966, 1967, 1968, 1970 et-and 1971.
Edinburgh Apartments Ltd.	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
Éditions J. Dupuis, Fils & Cie inc.	Montréal	1965 à 1971 inclusivement.
Fédération des Amicales Maristes Canadiennes.	Laval	1970 et-and 1971.
La fédération des Oeuvres de Charité de St-Antoine de Longueuil.	Longueuil	1966 à 1971 inclusivement.
Festival de la Jeunesse	Sherbrooke	1966 à 1971 inclusivement.
Gahan Printing Company Limited	Montréal	1953 à 1971 inclusivement.
Garde paroissiale du Christ-Roi	St-Hyacinthe	1962 à 1971 inclusivement.
Gendon Mfg. Jewellers Inc.	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
L'harmonie de Rimouski inc.	Rimouski	1964 à 1971 inclusivement.
Clinique Tarnier inc.	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
Hopital Voghel inc.	Montréal	1969 à 1971 inclusivement.
Hôtel central Sept-Îles inc.	Sept-Îles	1963 à 1971 inclusivement.
Hôtel des Monts inc.	St-Sauveur des Monts	1967 à 1971 inclusivement.
La Cie d'Immeuble du Nord ltée	Rouyn	1964 à 1971 inclusivement.
Inter-City Adjustment Corporation	Montréal	1953 à 1971 inclusivement.
Junior Guild Frocks Inc.	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
Keyes Jewellers Limited	Montréal	1966 à 1971 inclusivement.
Lachance Mines Limited	Thetford-Mines	1968 à 1971 inclusivement.
Legare Automobile of Chicoutimi Limited	Québec	1968 à 1971 inclusivement.
La Ligue des Citoyens de Ste-Croix de Shawinigan P.Q.	Shawinigan	1963 à 1971 inclusivement.
La Ligue des Propriétaires de la cité de Shawinigan Falls.	Shawinigan	1961 à 1971 inclusivement.
Loise Corpn. Ltd.	Ste-Adèle-en-Haut	1969 à 1971 inclusivement.
Loisirs N.D.P. Terrasse Vaudreuil	Île Perrot	1968 à 1971 inclusivement.
Les Loisirs de Sorel inc.	Sorel	1966 à 1971 inclusivement.
Michael's Forwarding Company	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
Middle River Salmon Club	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
Milano Furniture Inc.	Montréal	1969 à 1971 inclusivement.
Miss Deb Frocks Inc.	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
G. H. Montminy inc.	Québec	1962 à 1971 inclusivement.
Moreau & Fils incorporée	St-Lin	1967 à 1971 inclusivement.
Mount Royal Tennis Club Inc.	Westmount	1968 à 1971 inclusivement.
National Produced in Canada Ass. (Québec) Ltd.	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
Nemo Sporting Club Inc.	Rosemont	1963 à 1971 inclusivement.
Norway Bay Municipal Association	Norway Bay	1967, 1968, 1969 et-and 1970.
L'O.T.J. de St-Pierre Apôtre de Longueuil	Longueuil	1967 à 1971 inclusivement.
L'Oeuvre Artistique de Notre-Dame des Infirmes.	Montréal	1966 à 1971 inclusivement.
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Beauharnois inc.	Beauharnois	1967 à 1971 inclusivement.
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Lacolle	Lacolle	1962 à 1971 inclusivement.
L'Oeuvre des Terrains de Jeux Saint-Germain de Rimouski.	Rimouski	1956 à 1971 inclusivement.
Oldtimers' Hockey Association of Québec	Montréal	1964 à 1971 inclusivement.
Olympia Books & Films Inc.	Chomedey	1964 à 1971 inclusivement.
Petrochemicals of Canada Inc.	Montréal	1962 à 1971 inclusivement.

Nom de la compagnie *Name of Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Plywood Associates Inc.	St-Basile de Portneuf	1965 à 1971 inclusivement.
Ponmar Inc.	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
The Protestant Community Church of Île Bigras	Île Bigras	1967 à 1971 inclusivement.
The Province of Québec Association of Hospital Auxiliaries.	Beaconsfield	1961 à 1971 inclusivement.
The Québec Diocesan (Church of England) Council for Social Service.	Québec	1968 à 1971 inclusivement.
R. M. L. Realty Corp.	Montréal	1964 à 1971 inclusivement.
Residential Construction Co. Ltd.	Montréal	1964 à 1971 inclusivement.
Revue Commerce	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
St. Patrick's Academy "Old Boys" Association Incorporated.	Sherbrooke	1963 à 1971 inclusivement.
H.C.F. Sands Limited	Noranda	1966 à 1971 inclusivement.
E. R. Smith Company Limited	St. Johns	1968 à 1971 inclusivement.
Société d'Administration du domaine des scouts	Longueuil	1967 à 1971 inclusivement.
La Société de géographie de Montréal inc.	Montréal	1968 à 1971 inclusivement.
Société de propagande nationale inc.	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
Spécialités Royal Specialties Inc.	Anjou	1968 à 1971 inclusivement.
Les Sportifs de L'Île de Mai, inc.	Montréal	1952 à 1971 inclusivement.
Terrebonne Park Association	Montréal	1969 à 1971 inclusivement.
The Trainatorium Inc.	Montréal	1969 à 1971 inclusivement.
Two Sixty Corporation	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
Union des ligues de propriétaires de la province de Québec.	Montréal	1967 à 1971 inclusivement.
United Farmers Association of Danville and Shipton Incorporated.	Danville	1969 à 1971 inclusivement.

Le directeur du service des compagnies,
45418-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
45418-o *Director of the Companies Service.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Pointe aux Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe aux Trembles, municipalité de la paroisse de Pointe aux Trembles, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que le lot 29 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 mars 1972.

Le sous-ministre,
45421-o MICHEL DUCHESNEAU.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la ville de Dollard des Ormeaux, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 280-10 à 280-12 sont annulées en vertu de l'article 2174A du code Civil.

Québec, le 14 mars 1972.

Le sous-ministre,
45421-o MICHEL DUCHESNEAU.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Pointe aux Trembles

Official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, municipality of the Parish of Pointe aux Trembles, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lot 29 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 3, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
45421-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the town of Dollard des Ormeaux, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 280-10 to 280-12 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 14, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
45421-o *Deputy Minister.*

Canton Laflèche

Cadastre officiel du Canton Laflèche, municipalité de la Ville de Hauterive, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que le lot 7-1-64 du Rang I est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45421-o

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Cadastre officiel de la Paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité de la Ville de l'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 228-31 à 228-40, 228-43, 229-1 à 229-33, 229-37 à 229-40, 230-3 à 230-40 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45421-o

Canton de Bouthillier

Cadastre official de Canton de Bouthillier, municipalité de St-Aimé du Lac des Îles, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 30 et 31 du Rang I sont ajoutés et que les lots 20*b*, 21*b*, 22*b*, 23*b*, 24*b*, 25*b*, 26*b*, 27*b* du Rang I sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 février 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45421-o

Township of Laflèche

Official cadastre of Township of Laflèche, municipality of the Town of Hauterive, registration divison of Saguenay.

Notice is hereby given that lot 7-1-64 of Range I is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 13, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45421-o

Parish of l'Ancienne-Lorette

Official cadastre of the Parish of l'Ancienne-Lorette, municipality of the Town of l'Ancienne-Lorette, registration divison of Québec.

Notice is hereby given that lots 228-31 to 228-40, 228-43, 229-1 to 229-33, 229-37 to 229-40, 230-3 to 230-40 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 6, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45421-o

Township of Bouthillier

Official cadastre of Township of Bouthillier, municipality of St-Aimé du Lac des Îles, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 30 and 31 of Range I are added that lots 20*b*, 21*b*, 22*b*, 23*b*, 24*b*, 25*b*, 26*b*, 27*b* of Range I are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 22, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45421-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

Salut.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Gaspé South,

Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Sydenham, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la ville de Gaspé, à savoir les lots 1-1 à 1-14, 2-a-1 à 2-a-6, 2-b-1 à 2-b-3, 2-c-1 à 2-c-6, 2-d-1 à 2-d-6, 2-e-1 à 2-e-5, 2-f-1 à 2-f-6, 3-a-1 à 3-a-8, 3-c-1 à 3-c-5, 3-d-1 à 3-d-6, 3-e-1 à 3-e-7, 4-a-1 à 4-a-6, 4-b-1 à 4-b-4, 4-c-1 à 4-c-4, 4-d-1 à 4-d-5, 4-e-1 à 4-e-5, 4-f-1 à 4-f-4, 4-g-1 à 4-g-10, 5-a-1 à 5-a-11, 5-b-1 à 5-b-16, 5-c-1 à 5-c-10, 5-d-1 à 5-d-11, 6-a-1 à 6-a-11, 6-b-1 à 6-b-3, 6-c-1 à 6-c-5, 6-d-1 à 6-d-6 et 6-f-1 à 6-f-13 du rang 1 sud, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 30 septembre 1971, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 14 octobre 1971, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 1er octobre 1971, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 524-72, en date du 22 février 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Sydenham, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la ville de Gaspé, à savoir les lots 1-1 à 1-14, 2-a-1 à 2-a-6, 2-b-1 à 2-b-3, 2-c-1 à 2-c-6, 2-d-1 à 2-d-6, 2-e-1 à 2-e-5, 2-f-1 à 2-f-6, 3-a-1 à 3-a-8, 3-c-1 à 3-c-5, 3-d-1 à 3-d-6, 3-e-1 à 3-e-7, 4-a-1 à 4-a-6, 4-b-1 à 4-b-4, 4-c-1 à 4-c-4, 4-d-1 à 4-d-5, 4-e-1 à 4-e-5, 4-f-1 à 4-f-4, 4-g-1 à 4-g-10, 5-a-1 à 5-a-11, 5-b-1 à 5-b-16, 5-c-1 à 5-c-10, 5-d-1 à 5-d-11, 6-a-1 à 6-a-11, 6-b-1 à 6-b-3, 6-c-1 à 6-c-5, 6-d-1 à 6-d-6 et 6-f-1 à 6-f-13 du rang I sud, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi revisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé; tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

for the cadastre of a part of the township of Sydenham, that is to say, that part which comprises a section of the City of Gaspé, namely lots 1-1 to 1-14, 2-a-1 to 2-a-6, 2-b-1 to 2-b-3, 2-c-1 to 2-c-6, 2-d-1 to 2-d-6, 2-e-1 to 2-e-5, 2-f-1 to 2-f-6, 3-a-1 to 3-a-8, 3-c-1 to 3-c-5, 3-d-1 to 3-d-6, 3-e-1 to 3-e-7, 4-a-1 to 4-a-6, 4-b-1 to 4-b-4, 4-c-1 to 4-c-4, 4-d-1 to 4-d-5, 4-e-1 to 4-e-5, 4-f-1 to 4-f-4, 4-g-1 to 4-g-10, 5-a-1 to 5-a-11, 5-b-1 to 5-b-16, 5-c-1 to 5-c-10, 5-d-1 to 5-d-11, 6-a-1 to 6-a-11, 6-b-1 to 6-b-3, 6-c-1 to 6-c-5, 6-d-1 to 6-d-6 and 6-f-1 to 6-f-13 of Range 1 South, the whole located in the Gaspé Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on September 30, 1971, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on October 14, 1971, in the Gaspé Registration Division Office, in Percé, a certified copy of the said plan and book of reference;

3. on October 1, 1971, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé, a certified copy of the said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and counsel of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 524-72, dated February 22, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests, and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(*a*) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Sydenham, that is to say, that part which comprises a section of the City of Gaspé, namely lots 1-1 to 1-14, 2-a-1 to 2-a-6, 2-b-1 to 2-b-3, 2-c-1 to 2-c-6, 2-d-1 to 2-d-6, 2-e-1 to 2-e-5, 2-f-1 to 2-f-6, 3-a-1 to 3-a-8, 3-c-1 to 3-c-5, 3-d-1 to 3-d-6, 3-e-1 to 3-e-7, 4-a-1 to 4-a-6, 4-b-1 to 4-b-4, 4-c-1 to 4-c-4, 4-d-1 to 4-d-5, 4-e-1 to 4-e-5, 4-f-1 to 4-f-4, 4-g-1 to 4-g-10, 5-a-1 to 5-a-11, 5-b-1 to 5-b-16, 5-c-1 to 5-c-10, 5-d-1 to 5-d-11, 6-a-1 to 6-a-11, 6-b-1 to 6-b-3, 6-c-1 to 6-c-5, 6-d-1 to 6-d-6 and 6-f-1 to 6-f-13 of Range 1 South, the whole located in the Gaspé Registration Division;

(*b*) to indicate that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of the said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé Registration Division Office, in Percé, and in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé;

c) d'informer le public que, pendant les huits (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et un livre de renvoi revisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les article 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand secau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-deuxième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 185

45528-o

(c) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) to give notice that upon the expiry of this period, the Minister of Lands and Forests will deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(e) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172a of the Civil Code;

(f) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are in due form registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-second day of February in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 185

45528

Soumissions — Demandes de

Cité de Sherbrooke
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Robert L. Bélisle, greffier, Hôtel de Ville, 145, Wellington-Nord, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 1er mai 1972, pour l'achat de $2,591,000 d'obligations de la cité de Sherbrooke, comté de Sherbrooke, datées du 15 mai 1972 et remboursables en série du 15 mai 1973 au 15 mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux

Tenders — Requests for

City of Sherbrooke
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Robert L. Bélisle, City Clerk, at the City Hall, 145 Wellington North, Sherbrooke, County of Sherbrooke, P.Q., until 3:00 o'clock, p.m., on Monday, May 1, 1972, for the purchase of a bond issue of $2,591,000 for the City of Sherbrooke, County of Sherbrooke, dated May 15, 1972 and redeemable serially from May 15, 1973 to May 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may

d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mai 1972.

Tableau d'amortissement — $2,591,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mai 1973	$ 64,000
15 mai 1974	74,000
15 mai 1975	78,000
15 mai 1976	88,000
15 mai 1977	95,000
15 mai 1978	105,000
15 mai 1979	112,000
15 mai 1980	127,000
15 mai 1981	139,000
15 mai 1982	152,000
15 mai 1983	99,000
15 mai 1984	109,000
15 mai 1985	121,000
15 mai 1986	129,000
15 mai 1987	145,000
15 mai 1988	158,000
15 mai 1989	172,000
15 mai 1990	187,000
15 mai 1991	209,000
15 mai 1992	228,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $228,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mai 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt

be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 15, 1972.

Redemption table — $2,591,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 15, 1973	$ 64,000
May 15, 1974	74,000
May 15, 1975	78,000
May 15, 1976	88,000
May 15, 1977	95,000
May 15, 1978	105,000
May 15, 1979	112,000
May 15, 1980	127,000
May 15, 1981	139,000
May 15, 1982	152,000
May 15, 1983	99,000
May 15, 1984	109,000
May 15, 1985	121,000
May 15, 1986	129,000
May 15, 1987	145,000
May 15, 1988	158,000
May 15, 1989	172,000
May 15, 1990	187,000
May 15, 1991	209,000
May 15, 1992	228,000

Moreover, the following terme and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $228,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of May 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and accrued interest, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank

ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $228,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Sherbrooke s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché nanadien dans les soixante jours à compter du 15 mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 1996 — $159,000 — éclairage, achat d'équipement; 2001 — $485,000 — aqueduc et égouts; 2020 — $540,000 — aqueduc et égouts; 2026 — $337,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 2047 — $360,000 — éclairage; 2050 — $200,000 — fonds industriels; 2064 — $510,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue lundi, le 1er mai 1972, à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 145, Wellington-Nord, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke (Comté de Sherbrooke), ce 7 avril 1972.

Le greffier,
M. ROBERT L. BÉLISLE.

Hôtel de Ville, 145, Wellington-Nord,
Sherbrooke (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 569-7471, code 819. 45517-o

in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $228,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Sherbrooke agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 1996 — $159,000 — lighting, purchase of equipment; 2001 — $485,000 — aqueduct and sewers; 2020 — $540,000 — aqueduct and sewers; 2026 — $337,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 2047 — $360,000 — lighting; 2050 — $200,000 — industrial funds; 2064 — $510,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, May 1, 1972, at 3:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 145 Wellington North, Sherbrooke, County of Sherbrooke, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke (County of Sherbrooke), April 7, 1972.

Mr. ROBERT L. BÉLISLE,
City Clerk.

City Hall, 145 Wellington North,
Sherbrooke (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: 569-7471, code 819. 45517

Ville de Rivière-du-Moulin
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Martial Tremblay, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 109, Ave Jean Langevin, Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 1er mai 1972, pour l'achat de $500,000 d'obligations de la ville de Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, datées du 15 mai 1972 et remboursables en série du 15 mai 1973 au 15 mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mai 1972.

Town of Rivière-du-Moulin
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Martial Tremblay, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 109 Jean Langevin Avenue, Rivière-du-Moulin, County of Chicoutimi, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, May 1st, 1972, for the purchase of a bond issue of $500,000 for the Town of Rivière-du-Moulin, County of Chicoutimi, P.Q., dated May 15, 1972 and redeemable serially from May 15, 1973 to May 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 15, 1972.

Tableau d'amortissement — $500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mai 1973	$ 1,000
15 mai 1974	1,000
15 mai 1975	1,000
15 mai 1976	1,000
15 mai 1977	1,000
15 mai 1978	1,000
15 mai 1979	1,000
15 mai 1980	1,000
15 mai 1981	8,000
15 mai 1982	9,000
15 mai 1983	9,000
15 mai 1984	19,000
15 mai 1985	21,000
15 mai 1986	22,000
15 mai 1987	25,000
15 mai 1988	26,000
15 mai 1989	28,000
15 mai 1990	31,000
15 mai 1991	33,000
15 mai 1992	261,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $51,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mai 1997.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mai 1992 au montant de $261,000 comprend un solde de $225,000 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mai 1993	$38,000
15 mai 1994	42,000
15 mai 1995	45,000
15 mai 1996	49,000
15 mai 1997	51,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Redemption table — $500,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 15, 1973	$ 1,000
May 15, 1974	1,000
May 15, 1975	1,000
May 15, 1976	1,000
May 15, 1977	1,000
May 15, 1978	1,000
May 15, 1979	1,000
May 15, 1980	1,000
May 15, 1981	8,000
May 15, 1982	9,000
May 15, 1983	9,000
May 15, 1984	19,000
May 15, 1985	21,000
May 15, 1986	22,000
May 15, 1987	25,000
May 15, 1988	26,000
May 15, 1989	28,000
May 15, 1990	31,000
May 15, 1991	33,000
May 15, 1992	261,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $51,000, if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of May 15, 1997.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of May 15, 1992 in the amount of $261,000 includes a balance of $225,000 renewable for an additional 5-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
May 15, 1993	$38,000
May 15, 1994	42,000
May 15, 1995	45,000
May 15, 1996	49,000
May 15, 1997	51,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $261,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Rivière-du-Moulin s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 153 — $500,000 — aqueduc, égouts, aménagement d'un parc municipal, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 1er mai 1972, Hôtel de Ville, 109, Ave Jean Langevin, Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Moulin (Comté de Chicoutimi), ce 6 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. MARTIAL TREMBLAY.

Hôtel de Ville, 109, Ave Jean Langevin,
Rivière-du-Moulin (Chicoutimi), P.Q.
Téléphone: 543-0735, code 418. 45501-o

Canton Bouchette
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Viateur Guillot, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, Case postale 59, Canton Bouchette, comté de Gatineau, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École Notre-Dame, Canton Bouchette, comté de Gatineau, P.Q., mercredi, le 3 mai 1972, pour l'achat de $140,000 d'obligations de Canton Bouchette, comté de Gatineau, datées du 15 mai 1972 et remboursables en série du 15 mai 1973 au 15 mai 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mai 1972.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $261,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Rivière-du-Moulin agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 15, 1972 without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 153 — $500,000 — aqueduct, sewers, installation of a municipal park.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, May 1, 1972, at the Town Hall, 109 Jean Langevin Avenue, Rivière-du-Moulin, County of Chicoutimi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Moulin (County of Chicoutimi), April 6, 1972.

MARTIAL TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 109 Jean Langevin Avenue,
Rivière-du-Moulin (Chicoutimi), P.Q.
Telephone: 543-0735, code 418. 45501

Township of Bouchette
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Viateur Guillot, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, P.O. Box 59, Township of Bouchette, County of Gatineau, P.Q., and afterward, until 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame School, Township of Bouchette, County of Gatineau, P.Q., on Wednesday, May 3, 1972, for the purchase of a bond issue of $140,000 for the Township of Bouchette, County of Gatineau, dated May 15, 1972 and redeemable serially from May 15, 1973 to May 15, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8% payable semiannually on May 15th and November 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 15, 1972.

Tableau d'amortissement — $140,000 — 10 ans

Année	*Capital*
15 mai 1973	$ 9,500
15 mai 1974	10,500
15 mai 1975	11,000
15 mai 1976	12,000
15 mai 1977	13,000
15 mai 1978	14,000
15 mai 1979	15,500
15 mai 1980	17,000
15 mai 1981	18,000
15 mai 1982	19,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Une subvention annuelle de $19,280, provenant du ministère des Affaires municipales, sera appliquée au service de la dette créé par cet emprunt, et ce pour toute la durée.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gracefield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le Canton Bouchette s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 52 tel que modifié — $140,000 — travaux d'aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 3 mai 1972, à 8 heures du soir, Salle de l'École Notre-Dame, Canton Bouchette, comté de Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bouchette (Comté de Gatineau), ce 6 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
VIATEUR GUILLOT.

Bureau de la corporation, Case postale 59,
Canton Bouchette (Comté de Gatineau), P.Q.
Téléphone: 465-2003, code 819. 45507-o

Ville de Dollard-des-Ormeaux
Comté de Robert Baldwin

Avis public est pat les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné W. W.

Table of redemption — $140,000 — 10 years

Year	*Capital*
May 15, 1973	$ 9,500
May 15, 1974	10,500
May 15, 1975	11,000
May 15, 1976	12,000
May 15, 1977	13,000
May 15, 1978	14,000
May 15, 1979	15,500
May 15, 1980	17,000
May 15, 1981	18,000
May 15, 1982	19,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

An annual grant of $19,280 from the Department of Municipal Affair will be applied to the service of the debt created by this loan, and this for the whole term.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Gracefield.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Township of Bouchette agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 52 as amended — $140,000 — aqueduct works.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 3, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame School, Township of Bouchette, County of Gatineau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bouchette (County of Gatineau), April 6, 1972.

VIATEUR GUILLOT,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, P.O. Box 59,
Township of Bouchette (County of Gatineau), P.Q.
Telephone: 465-2003, code 819. 45507

Town of Dollard-des-Ormeaux
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, W. W. Lancaster, Assistant Clerk, until

Lancaster, assistant-greffier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 439, boulevard des Sources, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Poste de Police, 10, Sunnydale Road, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., mardi, le 2 mai 1972, pour l'achat de $1,505,000 d'obligations de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, datées du 1er mai 1972 et remboursables en série du 1er mai 1973 au 1er mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1972.

Tableau d'amortissement — $1,505,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1973	$ 43,000
1er mai 1974	43,000
1er mai 1975	45,000
1er mai 1976	48,000
1er mai 1977	50,000
1er mai 1978	54,000
1er mai 1979	57,000
1er mai 1980	59,000
1er mai 1981	64,000
1er mai 1982	67,000
1er mai 1983	42,000
1er mai 1984	46,000
1er mai 1985	48,000
1er mai 1986	50,000
1er mai 1987	54,000
1er mai 1988	58,000
1er mai 1989	62,000
1er mai 1990	66,000
1er mai 1991	72,000
1er mai 1992	477,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $55,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er mai 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

4:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 439 Sources Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, County of Robert Baldwin, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at the Police Station, 10 Sunnydale Road, Dollard-des-Ormeaux, County of Robert Baldwin, P.Q., on Tuesday, May 2, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,505,000 for the Town of Dollard-des-Ormeaux, County of Robert Baldwin, dated May 1, 1972 and redeemable serially from May 1, 1973 to May 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 1, 1972.

Redemption table — $1,505,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1973	$ 43,000
May 1, 1974	43,000
May 1, 1975	45,000
May 1, 1976	48,000
May 1, 1977	50,000
May 1, 1978	54,000
May 1, 1979	57,000
May 1, 1980	59,000
May 1, 1981	64,000
May 1, 1982	67,000
May 1, 1983	42,000
May 1, 1984	46,000
May 1, 1985	48,000
May 1, 1986	50,000
May 1, 1987	54,000
May 1, 1988	58,000
May 1, 1989	62,000
May 1, 1990	66,000
May 1, 1991	72,000
May 1, 1992	477,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $55,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemptions, excluding the maturity of May 1, 2002 of the renewable part hereinafter indicated.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1992 au montant de $477,000 comprend un solde de $400,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er mai 1993	$27,000
1er mai 1994	30,000
1er mai 1995	32,000
1er mai 1996	35,000
1er mai 1997	37,000
1er mai 1998	40,000
1er mai 1999	44,000
1er mai 2000	48,000
1er mai 2001	52,000
1er mai 2002	55,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dollard-des-Ormeaux.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $477,000 et seul set excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Dollard-des-Ormeaux s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 30 — $16,000 — renouvellement d'emprunt; 31 — $15,000 — renouvellement d'emprunt; 32 — $47,000 — renouvellement d'emprunt; 34 — $13,500 — renouvellement d'emprunt; 35 — $14,000 — renouvellement d'emprunt; 37 — $10,000 — renouvellement d'emprunt; 38 — $99,500 — renouvellement d'emprunt; 39 — $53,500 — renouvellement d'emprunt; 48 — $33,000 — renouvellement d'emprunt; 56 — $31,000 — renouvellement d'emprunt; 65 — $54,000 — renouvellement d'emprunt; 73 — $104,500 — renouvellement d'emprunt; 230 — $60,000 — voirie; 340 — $30,000 — aqueduc, égouts; 348 — $14,000 — aqueduc, égouts, voirie; 374 — $20,000 — aqueduc, égouts, voirie; 393 — $7,500 — voirie; 400 — $12,500 — voirie; 426 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie; 431 — $20,000 — aqueduc,

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of May 1, 1992 in the amount of $477,000 includes a balance of $400,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
May 1, 1993	$27,000
May 1, 1994	30,000
May 1, 1995	32,000
May 1, 1996	35,000
May 1, 1997	37,000
May 1, 1998	40,000
May 1, 1999	44,000
May 1, 2000	48,000
May 1, 2001	52,000
May 1, 2002	55,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Dollard-des-Ormeaux.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $477,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Dollard-des-Ormeaux agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 30 — $16,000 — loan renewal; 31 — $15,000 — loan renewal; 32 — $47,000 — loan renewal; 34 — $13,500 — loan renewal; 35 — $14,000 — loan renewal; 37 — $10,000 — loan renewal; 38 — $99,500 — loan renewal; 39 — $53,500 — loan renewal; 48 — $33,000 — loan renewal; 56 — $31,000 — loan renewal; 65 — $54,000 — loan renewal; 73 — $104,500 — loan renewal; 230 — $60,000 — roads; 340 — $30,000 — aqueduct, sewers; 348 — $14,000 — aqueduct, sewers, roads; 374 — $20,000 — aqueduct, sewers, roads; 393 — $7,500 — roads; 400 — $12,500 — roads; 426 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads; 431 — $20,000 — aqueduct, sewers, roads; 434 — $50,000 — aqueduct, sewers, roads; 439 — $175,000 — aqueduct, sewers, roads; 442 — $425,000 — aqueduct, sewers, roads; 453 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads.

égouts, voirie; 434 — $50,000 — aqueduc, égouts, voirie; 439 — $175,000 — aqueduc, égouts, voirie; 442 — $425,000 — aqueduc, égouts, voirie; 453 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 2 mai 1972, à 8 heures du soir, Poste de Police, 10, Sunnydale Road, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dollard-des-Ormeaux (Comté de Robert Baldwin), ce 6 avril 1972.

L'Assistant-greffier,
W.W. LANCASTER.

Hôtel de ville, 439, boul. des Sources,
Dollard-des-Ormeaux, (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 684-1010, code 514. 45516

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, May 2, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Police Station, 10 Sunnydale Road, Dollard-des-Ormeaux, County of Robert Baldwin, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dollard-des-Ormeaux (County of Robert Baldwin), April 6, 1972.

W. W. LANCASTER,
Assistant Clerk.

Town Hall, 439 des Sources Boulevard,
Dollard-des-Ormeaux, (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-1010, code 514. 45516

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Provinciale, No 7516. { ASSURANCES FILLION INC., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à St-Ludger, district de Beauce, demanderesse, *vs* PAUL-ANDRÉ NADEAU, domicilié à St-Robert, Bellarmin, district de Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement au village de St-Ludger, en le comté de Frontenac, étant partie du lot numéro un-A (Pt. 1-a) rang 10 (10) canton Marlow, ayant en front et à la profondeur, une largeur de cent pieds (100′); et ayant des deux autres côtés, cent vingt-cinq pieds (125′); mesures anglaises; et borné comme suit: en front, au sud-ouest, le Chemin public; au sud-est, au terrain de Dominique Lachance; au nord-est et au nord-ouest, au terrain (P. 1-A) rang 10 Marlow, appartenant à Hervé Gagné; avec toutes bâtisses dessus construites et dépendances. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Frontenac, à Lac-Mégantic, comté de Frontenac, le SEIZIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce, le 5 avril, 1972. 45511-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Provincial Court, No. 7516. { ASSURANCES FILLION INC., a corporation legally incorporated, having a place of business in St. Ludger, district of Beauce, plaintiff, *vs* PAUL-ANDRÉ NADEAU, domiciled in St. Robert, Bellarmin, district of Beauce, defendant.

The immoveable hereafter described to be sold:

"An emplacement in the Village of St. Ludger, in the County of Frontenac, forming part of lot number one-A (Pt. 1-a) range 10 (10) Marlow Township, having one hundred feet (100′) in front and in depth a width of one hundred feet (100′); and measuring one hundred and twenty-five feet (125′), on the two other sides; English measure, and bounded as follows; in front on the southwest by the Public Road, on the southeast by the lot belonging to Dominique Lachance, on the northeast and northwest by lot (P. 1-A) Range 10, Marlow, belonging to Hervé Gagné. With all the buildings erected thereon and dependencies."

To be sold at the Registration Division Office of Frontenac, in Lake-Mégantic, County of Frontenac, on the SIXTEENTH day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St. Joseph de Beauce, April 5, 1972. 45511

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 812-432. { ERCOLE DI MARCO, marchand, demeurant et domicilié à Saint-Léonard, district de Montréal, demandeur, *vs* PATSY DI FABIO, demeurant et domicilié au numéro 7217 Boulevard l'Assomption, à Saint-Léonard, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Fleury, en la cité de Montréal-Nord, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-sept (97-648) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets;

Avec bâtisse y dessus érigée portant le numéro civique 3333 rue Fleury, Montréal-Nord, dont le mur nord-est est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et plus spécialement avec et sujet aux servitudes créées aux termes de l'acte enregistré à Montréal sous le numéro 1,934,112. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, 4e étage, chambre 195, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 7 avril 1972. 45523-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal — Cour Supérieure

No 805-651. { JEAN-NOËL CÔTÉ INC., demanderesse, *vs* Z & Z CONSTRUCTION INC., EDDY ZELINSKY, défendeurs.

a) Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision No cinq cent cinq du lot originaire No deux cent soixante et onze (271-505) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec y érigée une bâtisse portant le No 800 de la rue Churchill dans la ville de St-Lambert, circonstances et dépendances.

b) Un immeuble connu et désigné comme étant la resubdivision No un de la subdivision No mille vingt-deux du lot originaire No soixante-neuf (69-1022-1) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Antoine de Longueuil, tel que le tout se trouve présentement avec les bâtisses y érigées.

c) Un immeuble connu et désigné comme étant la resubdivision No deux de la subdivision numéro mille vingt-deux du lot originaire numéro soixante-neuf (69-1022-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec y érigée une bâtisse située sur le Boul. Therrien dans la ville de Longueuil, circonstances et dépendances.

MONTREAL

Fieri Facial De Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 812-432. { ERCOLE DI MARCO, merchant, residing and domiciled at St. Léonard, district of Montreal, plaintiff, *vs* PATSY DI FABIO, residing and domiciled at 7217 Assomption Boulevard, St. Léonard, district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Fleury Street, in the City of Montreal North, known and described as being lot number six hundred and forty-eight of the official subdivision of original lot number ninety-seven (97-648) in the official plan and book of reference of the Parish of Sault-aux-Récollets;

With a building erected thereon numbered 3333 Fleury Street, Montreal North, whose northeast wall is a common wall.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable, particularly with and subject to servitudes created under the terms of a deed registered in Montreal under number 1,934,112."

To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig East, 4th Foor, Room 195, on the SEVENTEENTH day of MAY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, April 7, 1972. 45523

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal — Superior Court

No. 805-651. { JEAN-NOËL CÔTÉ INC., plaintiff, *vs* Z & Z CONSTRUCTION INC., EDDY ZELINSKY, defendants.

(*a*) An immoveable known and described as being subdivision No. five hundred and five of original lot No. two hundred and seventy-one (271-505) in the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil, with a building erected thereon numbered 800 Churchill Street, City of St. Lambert, appurtenances and dependencies.

(*b*) An immoveable known and described as being resubdivision No. one of subdivision No. one thousand and twenty-two of original lot No. sixty-nine (69-1022-1) in the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil, as the whole now subsists with the buildings erected thereon.

(*c*) An immoveable known and described as being resubdivision No. two of subdivision number one thousand and twenty-two of original lot number sixty-nine (69-1022-2) in the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, with a building erected thereon located on Therrien Boulevard, in the City of Longueuil, appurtenances and dependencies.

d) Un immeuble connu et désigné comme étant les subdivisions cent seize et cent dix-sept du lot originaire numéro quatre-vingt-sept (87-116, 117) aux plan et cadastre officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec la bâtisse y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le DIX-SEPTIÈME jour de MAI, 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 7 avril 1972. 45521-o

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

No 342-149, *Ex-Parte:* 020950. { LES ENGRAIS PAYSAN LTÉE, corporation dûment constituée selon la loi et ayant son siège social à l'Assomption, district de Montréal, demanderesse, *vs* ANDRÉ LAVOIE, résidant et domicilié au 53 Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, ville de Laval, district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé à Ste-Dorothée et composé:

1° D'une partie du lot originaire numéro six (Ptie 6) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur par une profondeur de deux cent quatre-vingt-huit pieds (288′) dans la ligne nord-est et deux cent quatre-vingt pieds (280′) dans la ligne sud-ouest, et bornée comme suit: au sud-est par le chemin public, au sud-ouest, par une partie du lot originaire numéro 7, au nord-ouest par une autre partie dudit lot originaire numéro 6 et au nord-est par une partie du lot originaire numéro 2;

2° D'une partie du lot originaire numéro sept (Ptie 7) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur par une profondeur de deux cent quatre-vingt pieds (280′) dans la ligne nord-est et deux cent quarante-cinq pieds (245′) dans la ligne sud-ouest et bornée comme suit: au sud-est par ledit chemin public, au sud-ouest par une partie du lot originaire numéro 8, au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 7, et au nord-est par une partie du lot originaire numéro 6.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble mais sans garantie de mesure précise.

Avec toutes les constructions y érigées et notamment une maison portant le numéro 53, Rang Bord de l'Eau.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, à Laval, le SEIZIÈME jour de MAI 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-PIERRE.
Montréal, le 7 avril 1972. 45522-o

(*d*) An immoveable known and described as being subdivisions one hundred and sixteen and one hundred and seventeen of original lot number eighty-seven (87-116, 117) in the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, with the building erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold separately at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the SEVENTEENTH day of MAY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Shériff.*
Montreal, April 7, 1972. 45521

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 342-149, *Ex-Parte:* 020950. { LES ENGRAIS PAYSAN LTÉE, a corporation duly and legally incorporated and having its head office in l'Assomption, district of Montreal, plaintiff, *vs* ANDRÉ LAVOIE, residing and domiciled at 53 Bord de l'Eau, Ste. Dorothée, city of Laval, district of Montreal, defendant.

An emplacement situated in Ste. Dorothée and comprising:

1. A part of original lot number six (Pt. 6) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Dorothée, measuring seventy-five feet (75′) in width by a depth of two hundred and eighty-eight feet (288′) on the northeast line and two hundred and eighty feet (280′) on the southwest line, and bounded as follows: on the southeast by a public road, on the southwest by a part of original lot number 7, on the northwest by another part of said original lot number 6 and on northeast by a part of original lot number 2;

2. A part of original lot number seven (Pt. 7) on the said official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothée, measuring seventy-five feet (75′) in width by a depth of two hundred and eighty feet (280′) on the northeast line and two hundred and forty-five feet (245′) on the southwest line and bounded as follows: on the southeast by the said public road, on the southwest by a part of original lot number 8, on the northwest by the remainder of said lot number 7, and on the northeast by a part of original lot number 6.

As the whole now subsists, with all servitudes active and passive, apparent or unapparent, attached to the said immovable, without any guarantee of precise measure.

With all the buildings thereon erected, particularly a house bearing number 53, Rang Bord de l'Eau.

To be sold at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, on the SIXTEENTH day day of MAY 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant-Sheriff.*
Montreal, April 7, 1972. 45522

INDEX No 15

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSEMBLÉE — ***MEETING***

Alma & Jonquières Railway Company (The) ... 3378
Compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières (La) ... 3378

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — ***COOPERATIVE ASSOCIATIONS***

Association-Coopérative-Ouvrière-de-Production-Les-Amis-du-Québec (A.C.O.P.A.Q.) (*Formation*) ... 3359
Association Coopérative Ouvrière de Production de Repentigny (L') (*Formation*) ... 3359
Coop Funéraire Pointe-au-Pic (*Formation*) ... 3359
Coopérative Étudiante de Senneterre (*Formation*) ... 3359

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICE***

St-Gédéon, par. (*Requête-petition*) ... 3351

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Accordés: — *Granted:*

Adams, Henry ... 3361
Cavalot de Clerville, Roger Hector ... 3361
Dufresne, André ... 3361
Gladstone, Bernard Leonard ... 3362
Nash, Allan ... 3362
Quinn, Gerrard Hewitt ... 3362
Saxon, Robert ... 3362
Ulaine, Abraham Gregory ... 3362

Demandes: — *Applications:*

Bonn, Solomon ... 3361
Franczyszyn, Tadeusz ... 3360
Mintiens, Étienne André Alphonse ... 3161
Perron, Joseph-Majella-Michel ... 3160
Sidelkofsky, Eric Ronald ... 3160
Sidelkofsky, Isaac Harris ... 3160

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'Économie des Employés de Steinberg (La) (*Mod. gr.*) ... 3352
Caisse d'Économie des employés de Tri-C (*Fusion*) ... 3351
Steinberg's Employees Credit Union (*Mod. gr.*) ... 3352
Tri-C Employees Credit Union (*Amalgamation*) ... 3351

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: — *License:*

Timmins (J.R.) & Co. Incorporated ... 3358

COMPAGNIES — LOI DES — ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

Abattoirs Limited ... 3354
B & S Paper Products Inc. ... 3356
Blouin (Lucien) inc. ... 3354
Centre de Couture de Laval inc. ... 3354
Chouinard & Associés inc. ... 3354
Classic Clothing and Sportwear Co. Ltd. ... 3337
Crête Transport inc. ... 3352
Denault (Antonio) ltée ... 3352
Dorchester Terrace Inc. ... 3355
Dufault ltée ... 3358
Fima Construction Inc. (*Correction*) ... 3358
Fornax inc. ... 3353

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

(*suite*) — (*continued*)

Foyer de Sutton inc. (Le) ... 3357
Garden State Realties Inc. ... 3352
Immeuble Colombien 2907 ltée ... 3354
Jardins Sillery inc. (Les) ... 3355
Jocal inc. ... 3355
M.R.B. Furs Co. ... 3353
Majestic Sportswear Mfg. Co. Ltd. ... 3355
Marieville Waste Materials Inc. ... 3355
Mokar Development Corporation ... 3353
Montreal Suburban Properties Ltd. ... 3356
Morhill Holding Corporation ... 3356
Northstar Diamond Ltd. ... 3356
Oeuvre des Terrains de Jeu de Warwick inc. (L') ... 3356
Parent, Goyer & Company ... 3357
Pioneer Construction Inc. ... 3353
Sunset Development Corporation ... 3357
Sutton Home Inc. (The) ... 3357
Treitel Corporation ... 3353
Vallée (Benoit) inc. ... 3354
Yamaska Construction Inc. ... 3357
Young Miss Inc. ... 3358

Dissoutes — ***Dissolved***

Balfen Investment Corp. ... 3349
Beaudoin Électrique ltée ... 3349
Canada Printing of Montreal Ltd. ... 3349
Cie de Développement St-Charles inc. (La) ... 3349
Deckers Limited ... 3350
Economical Credit Corporation Ltd. ... 3349
Imprimerie Canada de Montréal ltée ... 3349
Laiterie Beauceronne inc. ... 3350
Lussier & Frères inc. ... 3350
Polish Publications Ltd. ... 3350
Socal inc. ... 3350
St-Hilaire (Jos.) inc. ... 3350

Divers — ***Miscellaneous***

Association des Étudiants de Polytechnique inc. (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3362
Association des Fournisseurs d'Hôtels et Restaurants, inc. (L') (*Règl.*) ... 3363
Association des Hôpitaux de la Province de Québec (L') (*Règl.*) ... 3363
Association of Hospitals of the Province of Québec (The) (*By-laws*) ... 3363
Association Musicale Hallelou (*Règl.-By-laws*) 3365
Auberge de Jeunesse Les Vagues (*Règl.-By-laws*) ... 3363
Boyer, Allard & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 3363
Brunet, (Sylvio) & Fils ltée (*Dir.*) ... 3364
Camp Richelieu de St-Hyacinthe inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3364
Hotel & Restaurant Suppliers Association, Inc. (*By-laws*) ... 3363
Kippen & Company Inc. (*Dir.*) ... 3363
Loisirs Duberger inc. (Les) (*Dir.*) ... 3365
Mechanichem Limited (*Dir.*) ... 3365
Mechanichem limitée (*Dir.*) ... 3365
Metaberoutin Country Club (*Règl.-By-laws*) 3364
Mico Consolidated Ltd. (*Règl.-By-laws*) ... 3364
Placements Quatrain inc. (*Dir.*) ... 3364
Rentex Mills Inc. (*Règl.-ByLaws*) ... 3364
Villa Medica inc. (*Dir.*) ... 3365

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A.T. Design Inc. ... 3344
Ahuntsic Trucking (Réal Ferraris) Inc. ... 3290
Ambassador Condominium Limited ... 3290
Aménagements Ponsard ltée (Les) ... 3290
Ameublement Jean-Louis Turgeon inc. ... 3291
Arcade Marine Inc. ... 3291
Arielle Fashions Inc. ... 3292
"Aristocrat" Clothing Company Ltd. (The) ... 3292
Association cinématographique Joliette inc. ... 3292
Association des Parents de l'école Grecque-Canadienne « Cathédrale Saint-Georges » ... 3293
Association of Parents of the Greek Canadian School "Saint George Cathedral" ... 3293
Avco Vending Inc. ... 3293
B.C.H. Plastics Inc. ... 3294
Balances Leduc & Thibeault inc. (Les) ... 3294
Baron de Hirsch Cemetery Inc. ... 3294
Bar-One Restaurant Inc. ... 3295
Béatrice Fashions Inc. ... 3295
Beaulieu Excavation Inc. ... 3295
Betec Consultants Inc. ... 3296
Bilo Inc. ... 3296
Bisson (Benoît) inc. ... 3297
Blue Ranch, Inc. ... 3297
Bourget, Milette & Cie ltée ... 3297
Boutique de mode St-Paul inc. ... 3298
Boutique Ego inc. ... 3298
Boutique Les Atours inc. ... 3298
Boutique Marisa inc. ... 3299
Boutique pour hommes Brummel inc. ... 3299
Brais, Frigon, Hanley & Associates Ltd. ... 3299
Brais, Frigon, Hanley & associés ltée ... 3299
Brian Pleet Sales Agency Inc. ... 3300
Browncrest Farms Ltd. ... 3300
Bruchési (Gérard) inc. ... 3301
Cammerall Inc. ... 3301
Can-Am Photo Equipment & Camera Services Ltd. ... 3301
Casdo Inc. ... 3302
Centre d'Accueil pour alcooliques de Causapscal ... 3302
Centre de Commerce Mondial de Québec W.T.C. limitée ... 3303
Centre Nudiste du Québec inc. ... 3303
Cidrerie de la Vallée du Richelieu inc. ... 3303
Club de moto-neige Cap-Ouest inc. ... 3304
Club de moto-neige Les Loups de Baie-St-Paul inc. ... 3304
Club moto-neige Lions de Senneterre ... 3305
Cohen (B. & W.) Investments Limited ... 3305
Compagnie de Transport H. Smith limitée (La) 3305
Confection du Centre-Québec ltée ... 3306
Conseil de l'Âge d'Or, région du Sud-Ouest du Québec (Le) ... 3306

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Conseil de l'Âge d'Or, région Saguenay-Lac-St-Jean (Le) 3307
Consol Investments Corp. 3307
Constantini General Insurance Agency Ltd. 3308
Côté Chemicals Inc. 3308
Cuisines La Moisson d'Or inc. (Les) 3308
Data Courier Services Ltd. 3309
Decorbord Inc. 3309
Desbiens & Mercier inc. 3309
Deslauriers (Laurent) inc. 3310
Devonshire Investments Ltd. 3310
Dixieville Furniture Inc. 3310
Dodier (Marcel) inc. 3311
Dorfin Paper Products (Qué.) Ltd. 3311
Dovanna Fashions Inc. 3311
Drummex inc. 3312
E.S.M. Corporation 3312
Entrepôts Sealandair ltée 3313
Entreprises Arthur Halle inc. (Les) 3319
Entreprises Beaupel ltée (Les) 3313
Entreprises Duromar ltée 3313
Entreprises Garand & fils inc. (Les) 3314
Entreprises H.V.D. inc. (Les) 3314
Entreprises Hagsal ltée 3319
Équipement photographique et entretien de caméra Can-Am ltée 3301
Excavations de La Chaudière inc. (Les) 3314
F. Plastics (B.) Ltd. 3315
Feldcoma Knitting Mills Inc. 3315
Forgex Inc. 3315
For Knit Corp. 3316
Galois Language Training Ltd. 3316
General Carpet Inc. 3344
Golden Age Council, South West of Québec Region (The) 3306
Good & Fast Washeteria (Mtl) Inc. 3317
Gordon Atkinson Inc. 3317
Gordon Fabrics Ltd. 3317
Gordon Vacuum Cleaner Québec Ltd. 3318
Gravel (J. G.) Cie ltée 3318
Gravel (J. G.) & Co. Ltd. 3318
Grothé (Pierre A.) inc. 3318
H & S Management & Investment Co. Ltd. 3319
Hagsal Enterprises Ltd. 3319
Halle (Arthur) Enterprises Inc. 3319
Hasen Corporation (The) 3320
House of Colonial Furniture (Montreal) Ltd. 3320
Immeubles Roland Savard inc. (Les) 3321
Importa inc. 3321
Importation Voici inc. 3321
Investissements Nordiques inc. 3322
Isicon Investment Co. Ltd. 3322
Jogrin Investments corp. 3322
Joliette Truck Leasing Inc. 3327
Journal Métropolitain de Trois-Rivières inc. (Le) 3323
Laflamme Marker Inc. 3329
Lapalme & Choinière Excavation Inc 3323
Lapierre (Charles) inc. 3323
Laurent Truck Parts Inc. 3324
Learub Holdings Ltd. 3324
Lebrun Trailer and Float Inc. 3325
Ledair Holdings Inc. 3325
Ledmin Sales Inc. 3325
Leduc & Thibeault Scales Inc. 3294
Librairie du Trigone inc. 3326
Librairie Select inc. 3326
Linstan Holdings Ltd. 3326
Lithium Mining and Processing Ltd. 3327
Location de camions, Joliette inc. 3327
Loto-Putt Québec Inc. 3328
M. & S. Parking Inc. 3328
Maniwaki Steak House Inc. 3328
Marché Laflamme inc. 3329
Marcotte & Massicotte inc. 3329
Marge Investment Corp. 3329
Maditerranean Gyro's Inc. 3330
Meubles Côté & frères ltée 3330
Miracle Figure Reducing Studio of Sherbrooke Inc. 3343
Miracle Figure Reducing Studio No. 15 Inc. 3343
Miss-Tee Inc. 3330
Modes Arielle inc. (Les) 3292
Nordic Investments Inc. 3322
Norstat Corporation Inc. 3331
O.N.P. ltée 3331
Optica St. Catherine Inc. 3331
Orzech, Brady & Company Ltd. 3332
Papeterie Yamaska inc. 3332
Paradis du Pêcheur inc. (Le) 3333
Perfect Data Systems Inc. 3333
Phi Kappa Pi Montreal Alumni Corporation 3333
Pièces de camions Laurent inc. (Les) 3324
Placements C E C inc. (Les) 3334
Placements de St-Luc inc. (Les) 3334
Placements Lavoie inc. (Les) 3335
Placements la Rondelle ltée 3335
Placements Mathegi, ltée 3335
Placements Nouvelle Ère inc. 3336
Placements V.I.P. inc. (Les) 3336
Plani-Logis inc. 3336
Poligraphic Label & Tag (Québec) Inc. 3337
Polygestion inc. 3337
Ponsard Developments Ltd. 3290
Produits Cha-Ro inc. (Les) 3339
Produits chimiques Côté inc. (Les) 3308
Produits de papier Dorfin (Qué.) ltée (Les) 3311
R.B.W. Inc. 3338
R.P. Vacuum Magog Inc. 3338
Ranch Bleu inc. (Le) 3297
Reliance Overseas Corporation (Canada) Limited 3339
Résidence Berthiaume-Dutremblay 3339
Richelieu Valley Cider House Inc. 3303
Rock (Pierre) Inc. 3339
Rosenfeld (Alan) Inc. 3340
Ross (Maurice) ltée 3340
Saguenay-Lac-St-Jean Regional Council for Senior Citizens 3307
Samos Holdings Inc. 3340
Sealandair Warehouses Ltd. 3313
Select Library Inc. 3326
Sentier du Grand-Portage inc. (Le) 3341

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Smico inc. 3341
Smith (H.) Transport Company Limited 3305
Société générale d'administration de Rimouski (S.G.D.) inc. 3341
Station service de Baie-Comeau inc. 3342
Ste-Ko Ltd. 3342
Ste-Ko ltée 3342
Stevmorr Ltd. 3343
Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Sherbrooke inc. 3343
Studio d'amaigrissement Forme Miracle no 15 inc. 3343
Tapis général inc. 3344
Tapis P.R.S. du Québec inc. (Les) 3344
Terrasse Ste-Marie ltée 3345
Therrien & Rolland Inc. 3345
V.I.P. Investments Inc. 3336
Variétés Gilles Langlois inc. 3346
W.T.C. Québec World Trade Centre Limited 3303

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Beloeil Mercury, Vente et Service ltée 3346
Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les Aveugles inc. 3346
Compagnie France Film 3347
Keates – Ridell – Choquet Limited 3347
Keates – Riddell – Choquet Limitée 3347
Meubles de St-Barthélemy, ltée (Les) 3347
Mister Muffler Limited 3347
Monsieur Silencieux limitée 3347
Naturair Purifiers Inc. 3348
Purificateurs Naturair inc. (Les) 3348
Québec Ontario Freightways Inc. 3348
St-Barthelemy Furniture Ltd. 3347
Vitabec ltée 3348

Sièges sociaux *Head Offices*

Armstrong (Steve) Realties Company Ltd. 3366
Association Mathématique du Québec 3366
Belleau (Lorrain) Décoration inc. 3366
Bolduc et Associés inc. 3367
Bowl-O-Rama Domaine Inc. 3367
Brunet (Sylvio) & Fils ltée 3366
Chanteclaire Oysters Inc. 3370
Club Nautique de Matane inc. 3366
Club des Vingt Castors (Le) 3368
Cogena inc. 3370
Compagnie de Transit International Isco ltée (La) 3369
Constance Lethbridge Foundation 3372
Duroc Enterprises Inc. 3370
Dutch Yachts Importing Inc. 3369
Entreprises Duroc inc. (Les) 3370
Fédération sportive et culturelle du Bâton rouge inc. 3371
Garage Z. Lessard inc. 3367
Groupe d'Achat d'Épiceries de Montréal Inc. 3367
Huîtres Chanteclaire inc. (Les) 3370
Importateurs de Voiliers Hollandais Inc. (Les) 3369
Isco International Transit Company Ltd. 3369
Kedanac Construction ltée 3369
L.W. Schott & Co. Ltd. 3370
Landry (Bernard) inc. 3369
Multi-Conseils inc. 3371
N.R. Automobiles inc. 3372
Place Desjardins inc. 3368
Placements Quatrain inc. 3368
Plomberie St-Denis ltée 3365
Publications Avant-Gardistes inc. 3368
Red Flare Sport and Cultural Federation Inc. (The) 3371
Restaurant La Petite Vache inc. 3368
Sotramont inc. 3371
Taradu inc. 3370
Transport et Excavation Salois inc. 3372
Tri-Ro inc. 3371
Twenty Beavers Country Club (The) 3368

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Roberval, cité-city 3374
Saint-Hubert, ville-town 3374

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Bowman, munic. (*Unité de regroupement avec-Regroupment unit with-Val-des-Bois*) 3372
Senneville, village (*Mod.-Amend.*) 3372
Val-des-Bois, munic. (*Unité de regroupement avec-Regroupment unit with-Bowman*) 3372

Institutions financières compagnies et coopératives *Financial Institutions Companies and Cooperatives*

Assurances: *Insurance*

North River Insurance Company (The) (*Annul.*) 3376
Rivière du Nord, Compagnie d'Assurance (La) (*Annul.*) 3376
Westchester Fire Insurance Company (*Annul*) 3375

Terres et forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Ancienne-Lorette, par. (L') 3382
Bouthillier, canton-Township 3382
Laflèche, canton-Township 3382
Pointe aux Trembles, par. 3381
Ste-Geneviève, par. 3381

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Certain Electoral Districts Land Titles Act (R.S. 1964, ch. 321) and the cadastre of a part of the township of Sydenham, Electoral district of Gaspé South 3382
Titres de propriété dans certains districts électoraux (S.R. 1964, ch. 321) application au cadastre d'une partie du canton de Sydenham, district électoral de Gaspé-Sud 3382

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — *COMPANIES INFORMATION ACT*

Ace Realty Services Incorporated 3379
Affiliated Clothing Manufacturers Association Inc. 3379
Allied Flock and Felt Inc. 3379
Amicale Alfa de Québec 3379
Artic Refrigeration Inc. 3379
Association amicale des anciens de l'École du Sacré-Coeur St-Marc de Shawinigan 3379
Association des contribuables du Quartier Mercier inc. 3379
Association des courtiers en immeubles de Sherbrooke inc. 3379
Association libérale de la Mauricie (L') 3379
Association des médecins de la Rive Sud 3379
Association des propriétaires de Courville inc. 3379
Association des propriétaires de la ville de Mackayville (L') 3379
Association sportive St-Pierre de Broughton 3379
Association de terrain de Jeux de Lauriervillle 3379
Association des Zouaves de Montréal (L') .. 3379
Auberge du Royaume inc. (L') 3379
Beaconsfield Heights Association (The) 3379
Belair Realties Ltd. 3379
Benkay Dress Inc. 3379
Belmont Amusement Club Inc. 3379
Blue Bird Club Incorporated 3379
Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd. (The) 3379
Chevaliers de St-Césaire inc. (Les) 3379
Chevaliers de la Table ronde du Canada (Les) . 3379
Cie d'immeuble du Nord ltée (La) 3379
Clinique Tarnier inc. 3379
Club de Golf Sorel-Tracy (Les Dunes) inc... 3379
Club des loups inc. (Le) 3379
Club nautique de Grand'Mère inc. 3379
Club social N.D.V. inc. 3379
Club sportif et d'initiatives paroissiales de St-Cyprien Comté de Dorchester 3379
Club sportif des pêcheurs du Lac Saint-François (Le) 3379
Club de Yacht inc. 3379
Colonie des Amicales incorporée (La) 3379
Colonie « Les Bosquets Albert Hudon » 3379
Connor Washer Service Limited 3379
Cowansville Lions Club Incorporated 3379
Dawson Boys' Club (The) 3379
Distribution Express limitée 3379
Druker Realty Co. Limited 3379
Edinburgh Apartments Ltd. 3379
Éditions J. Dupuis, Fils & Cie inc. 3379
Fédération des Amicales Maristes Canadiennes 3379
Fédération des Oeuvres de Charité de St-Antoine de Longueuil (La) 3379
Festival de la Jeunesse 3379
Gahan Printing Company Limited 3379
Garde Paroissiale du Christ-Roy 3379
Gendron MFG. Jewellers Inc. 3379
Harmonie de Rimouski inc. (L') 3379
H.C.F. Sands Limited 3379
Hôpital Voghel Inc. 3379
Hôtel central Sept-Îles inc. 3379
Hôtel des Monts inc. 3379
Inter-City Adjustment Corporation 3379
Junior Guild Frocks inc. 3379
Keyes Jewellers Limited 3379
Lachance Mines Limited 3379
Légaré Automobile of Chicoutimi Limited ... 3379
Ligue des citoyens de Ste-Croix de Shawinigan P.Q. (La) 3379
Ligue des propriétaires de la Cité de Shawinigan Falls (La) 3379
Loise Corpn. Ltd. 3379
Loisirs N.D.P. Terrasse Vaudreuil 3379
Loisirs de Sorel inc. (Les) 3379
Michael's Forwarding Company 3379
Middle River Salmon Club 3379
Milano Furniture Inc. 3379
Miss Deb Frocks Inc. 3379
Montminy G.H. Inc. 3379
Moreau & Fils incorporée 3369
Mount Royal Tennis Club Inc. 3379
National Produced in Canada Ass. (Québec) 3379
Nemo Sporting Club Inc. 3379
Norway Bay Municipal Association 3379
O.T.J. de St-Pierre Apôtre de Longueuil (L') 3379
Oeuvre artistique de Notre-Dame des infirmes (L') 3379
Oeuvre des terrains de jeux de Beauharnois (L') 3379
Oeuvre des terrains de jeux de Lacolle (L') .. 3379
Oeuvre des terrains de jeux Saint-Germain de Rimouski (L') 3379
Oldtimers' Hockey Association of Québec. ... 3379
Olympia Books & Films Inc. 3379
Petrochemicals of Canada Inc. 3379
Plywood Associates Inc. 3379
Ponmar Inc. 3379
Protestant Community Church of Ile Bigras (The) 3379
Province of Québec Association of Hospital Auxiliaries (The) 3379
Québec Diocesan (Church of England) Council for Social Service (The) 3379
R.M.L. Realty Corp. 3379
Residential Construction Co. Ltd. 3379
Revue Commerce 3379
St. Patrick's Academy "Old Boys" Association Incorporated 3379
Smith (E.R.) Company Limited. 3379
Société d'administration du domaine des scouts 3379
Société de géographie de Montréal inc. (La) .. 3379
Société de propagande nationale inc. 3379
Spécialités Royal Specialties Inc. 3379
Sportifs de l'Île de Mai, inc. (Les) 3379
Terrebonne Park Association 3379
Trainatorium inc. (The) 3379
Two Sixty Corporation 3379
Union des ligues de propriétaires de la province de Québec 3379
United Farmers Association of Danville and Shipton Incorporated 3379

Société d'habitation du Québec — *Québec Housing Corporation*

Iberville, ville-town (*Programme de rénovation-Renewal program*) 3376
Municipal Housing Bureau of Farnham (L.P.) 3377
Municipal Housing Bureau of Sainte-Thérèse (L.P.) 3377
Office municipal d'habitation de Farnham .. 3377
Office municipal d'habitation de Sainte-Thérèse (L.P.) 3377

SOUMISSIONS — demandes de — *TENDERS — Requests for*

Bouchette, canton-township 3388
Dollard des Ormeaux, ville-town 3389
Rivière-du-Moulin, ville-town 3386
Sherbrooke, cité-city 3384

SYNDICATS PROFESSIONNELS — *PROFESSIONAL SYNDICATES*

Fédération des Employés Coiffeurs du Québec inc. (La) (*Nom-Name ch.*) 3377
Fraternité des Travailleurs en Imprimerie Spécialisée (*Const.-Inc.*) 3378
Syndicat des Producteurs de Volailles du Québec (*Nom-Name ch.*) 3378

VENTES — *SALES*

Par Shérifs — *By Sheriffs*

Beauce — *Beauce*

Assurances Fillion inc. *vs* Nadeau 3392

Montréal — *Montreal*

Côté (Jean-Noël) inc. *vs* Z & Z Construction inc., Eddy Zelinsky 3393
Di Marco *vs* Di Fabio 3393
Engrais Paysan ltée (Les) *vs* Lavoie 3394

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 534-72

Québec, le 22 février 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une exemption de droits de coupe en faveur de la Ville de Chibougamau.

ATTENDU QUE le territoire de la Ville de Chibougamau, dans le district électoral d'Abitibi-Est, comprend une superficie de 24.68 milles carrés et qu'il renferme dans sa partie non subdivisée une forêt constituée de peuplements de faible teneur, sur des terres publiques vacantes;

ATTENDU QUE pour protéger la partie subdivisée et habitée de cette ville contre les risques d'incendie forestier, il y aurait lieu d'en dégager les abords par une coupe de nettoyage;

ATTENDU QUE cette coupe de nettoyage couvrira une superficie approximative de 820 acres, pour un volume d'environ 500,000 pieds cubes de bois de faible diamètre;

ATTENDU QUE le conseil municipal de Chibougamau, par une résolution en date du 7 juin 1971, demande l'autorisation d'effectuer cette coupe sans avoir à payer des droits pour le bois coupé dans l'entreprise de ce déblaiement;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil municipal de Chibougamau;

ATTENDU QUE suivant l'article 41 de la Loi du développement de la région de la Baie James (Bill 50, sanctionné le 14 juillet 1971), la Société de Développement de la Baie James a donné son accord;

VU les articles 4 et 95 de la Loi des terres et forêts (chapitre 92, Statuts refondus, 1964).

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QUE le ministre des terres et forêts soit autorisé à accorder à la Ville de Chibougamau des permis de coupe spéciaux échelonnés sur une période de cinq (5) ans, pour un volume de bois ne dépassant pas 500,000 pieds cubes, dans les limites de la Ville de Chibougamau, sur les terres publiques vacantes de l'État, avec exemption des droits de coupe réguliers;

QUE l'arrêté en conseil numéro 259-72, en date du 26 janvier 1972, soit abrogé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45421-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 534-72

Québec, February 22, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an exemption from stumpage dues granted to the town of Chibougamau.

WHEREAS the territory of the town of Chibougamau in the electoral district of Abitibi-East, covers an area of 24.68 square miles and, in its unsubdivided part, on vacant public lands, contains a forest made up of stands of low timber content;

WHEREAS to protect the subdivided and inhabited part of the said town from forest fire hazards, it would be necessary to perform a timber clearing operation on the outskirts of the town;

WHEREAS such clearing operation will cover an area of approximately 820 acres, to an extent of about 500,000 cubic feet of small diameter timber.

WHEREAS the municipal council of Chibougamau, by resolution dated June 7, 1971, prays for the authorization to perform such timber clearing operation, exempt from the payment of stumpage dues, on timber cut within the said clearance area;

WHEREAS it is expedient to grant the prayer of the municipal council of Chibougamau;

WHEREAS under section 41 of the James Bay Region Development Act (Bill 50, assented to July 14, 1971), the James Bay Development Corporation is in accord;

CONSIDERING sections 4 and 95 of the Lands and Forests Act (R.S. Q. 1964, ch. 92).

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT the Minister of Lands and Forests be authorized to grant special permits to cut timber to the town of Chibougamau, spread over a period of five (5) years, to an extent not exceeding 500,000 cubic feet, within the limits of the town of Chibougamau on vacant public lands, and that such cutting be exempt from regular stumpage dues;

THAT Order in Council No. 259-72 dated January 26, 1972 be revoked.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of Executive Council.

45421-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 846-72

Québec, le 22 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE soit approuvé, sous l'autorité de l'article 59 de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, première session, chapitre 25), dans sa version française et anglaise, le règlement adopté par la Régie des rentes du Québec à sa séance du 10 février 1972, et dont copie est jointe au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement n'entre en vigueur qu'après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal d'une séance
de la Régie des rentes du Québec,
tenue le 10 février 1972
et à laquelle il y avait quorum

« (61-72) LOI DES RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES — MODIFICATION AU RÈGLEMENT

IL EST RÉSOLU que sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1ère session, chapitre 25), la Régie adopte comme Règlement de la Régie les versions française et anglaise du Règlement suivant: « Règlement modifiant le Règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes » — « Regulation to amend the Regulation made under the Supplemental Pension Plans Act » qui apparaît comme annexe A. »

COPIE CONFORME.

Le secrétaire,
ROBERT HAMEL.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 846-72

Québec, March 22, 1972.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Québec Pension Board.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT, under section 59 of the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, ch. 25), the French and English versions of the regulation made by the Québec Pension Board at its meeting held on February 10th, 1972, a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved;

THAT this regulation only come into force after its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of a
meeting of the Québec Pension Board
held on February 10th, 1972, and
at which there was a quorum.

"(61-72) SUPPLEMENTAL PENSION PLANS ACT — AMENDMENT TO THE REGULATION

IT IS REDOLVED that, under the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, ch. 25), the Board adopt as Regulation of the Board the French and English versions of the following Regulation:
'Règlement modifiant le Règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes.'— 'Regulation to amend the Regulation made under the Supplemental Pension Plans Act', which appears as Schedule A hereto."

TRUE COPY

ROBERT HAMEL,
Secretary.

ANNEXE A

Régie des rentes du Québec

Règlement adopté sous l'autorité
de la loi des régimes supplémentaires
de rentes

RÈGLEMENT modifiant le Règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes.

1° L'article 1.06 du règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2463, du 22 décembre

SCHEDULE A

Québec Pension Board

Regulation made under the
Supplemental Pension
Plans Act

REGULATION to amend the Regulation, made under the Supplemental Pension Plans Act.

1. Section 1.06 of the Regulation made under the Supplemental Pension Plans Act (approved by Order in Council number 2463 of December 22, 1965, and pu-

1965 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 8 janvier 1966) est remplacé par le suivant:

« 1.06 La province d'Ontario, la province d'Alberta, la province de la Saskatchewan, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon sont des provinces à législation équivalente. »

2° L'article 2.01 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 2.01 La demande d'enregistrement d'un régime doit être faite sur la formule prescrite et contenir les renseignements suivants:

a) l'identification de l'employeur;

b) la nature de l'entreprise;

c) le nom du régime;

d) la statistique relative à la participation au régime;

e) le nom et l'adresse des administrateurs;

f) le mode de capitalisation. »

3° L'article 2.02 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 2.02 Chaque demande d'enregistrement doit être complétée par un rapport qui doit inclure:

a) l'évaluation du coût des créances de rente, prestations et remboursements pour le service courant;

b) la règle de détermination du coût des créances de rente, prestations et remboursements relativement au service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date du prochain rapport;

c) le déficit actuariel initial, ou le surplus, s'il en est;

d) les contributions spéciales requises pour amortir le déficit actuariel initial conformément aux normes de solvabilité;

e) la date de la dernière analyse actuarielle;

f) la méthode actuarielle et les hypothèses utilisées pour l'évaluation du régime. »

4° L'article 2.05 dudit règlement est abrogé.

5° L'article 2.07 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 2.07 L'administrateur d'un régime enregistré doit, dans les trois ans qui suivent la date d'enregistrement et par la suite à intervalles de trois ans au plus, soumettre à la Régie des rapports qui doivent inclure:

a) l'évaluation du coût des créances de rente, prestations et remboursements pour service courant pendant l'année qui suit la date du rapport;

b) la règle de détermination du coût des créances de rente, prestations et remboursements à l'égard du service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date du prochain rapport;

c) le déficit actuariel initial;

d) le déficit actuariel courant;

e) le surplus;

f) les contributions spéciales requises pour amortir, conformément aux normes de solvabilité, le déficit actuariel courant;

g) les contributions spéciales requises pour amortir, conformément aux normes de solvabilité, le déficit actuariel initial;

blished in the *Québec Official Gazette* of January 8, 1966) is replaced by the following:

"1.06 The Province of Ontario, the province of Alberta, the province of Saskatchewan, the Yukon and the Northwest Territories are provinces having similar legislation."

2. Section 2.01 of the said Regulation is replaced by the following:

"2.01 An application for registration of a plan must be made on the prescribed form and contain the following information:

(*a*) the identification of the employer;

(*b*) the nature of the business;

(*c*) the name of the plan;

(*d*) the statistics concerning membership in the plan;

(*e*) the names and addresses of the administrators;

(*f*) the funding medium."

3. Section 2.02 of the said Regulation is replaced by the following:

"2.02 Each application for registration must be completed by a report which shall include:

(*a*) the estimated cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service;

(*b*) the rule for computing the cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service, for each subsequent year up to the date of the next return;

(*c*) the initial unfunded liability or the surplus if any;

(*d*) the special contributions required to liquidate the initial unfunded liability in accordance with the standards of solvency;

(*e*) the date of the last actuarial report;

(*f*) the actuarial method and assumptions used for the valuation of the plan."

4. Section 2.05 of the said Regulation is repealed.

5. Section 2.07 of the said Regulation is replaced by the following:

"2.07 Within three years form the date of registration, and thereafter at intervals of three years or less, the administrator of a registered plan shall submit to the Board returns ehich shall include:

(*a*) the estimated cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service for the year following the date of the return;

(*b*) the rule for computing the cost of pension benefits, other benefits and rights of refund in respect of current service for each subsequent year up to the date of the next return;

(*c*) the initial unfunded liability;

(*d*) the experience deficiency;

(*e*) the surplus;

(*f*) the special contributions required to liquidate the experience deficiency in accordance with the standards of solvency;

(*g*) the special contributions required to liquidate the initial unfunded liability in accordance with the standards for solvency;

h) la méthode actuarielle et les hypothèses utilisées pour l'évaluation du régime;

i) dans le cas d'un régime non-assuré, les états financiers et la liste détaillée des placements, par catégories, avec indication de leur valeur comptable et de leur valeur au marché.

La Régie peut, à n'importe quel moment, requérir d'un administrateur la production d'un rapport en sus des rapports stipulés précédemment, lorsqu'elle estime un tel rapport nécessaire pour contrôler si les exigences de la loi et du règlement sont remplies. »

6° L'article 2.08 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 2.08 Pour le maintien de l'enregistrement, l'administrateur d'un régime doit fournir chaque année à la Régie, dans les six mois qui suivent la fin de l'année financière, une déclaration sur la formule prescrite contenant les renseignements suivants:

a) l'identification de l'employeur;

b) le nom du régime;

c) les contributions versées au cours de l'année financière;

d) la statistique de la participation au régime.

L'administrateur devra attester sur cette déclaration que toutes les contributions requises au cours de l'année financière ont été versées. »

7° L'article 2.09 dudit règlement est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« 2.09 Les rapports mentionnés à l'article 2.02 et aux paragraphes *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*) et *h*) de l'article 2.07 doivent être certifiés par un actuaire. »

8° L'article 2.13 dudit règlement est modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

« Les honoraires sont de $1.00 par participant avec un minimum de $20.00 et un maximum de $200.00. »

9° L'article 3.02 dudit règlement, tel que modifié par l'arrêté en conseil numéro 1510 du 13 septembre 1966 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 24 septembre 1966 est remplacé par le suivant:

« 3.02 Le rapport visé aux paragraphes *a*), *b*), *c*), *d*) et *f*) de l'article 2.02 doit accompagner toute demande d'approbation d'une modification qui touche une des matières visées à ces paragraphes. Ce rapport devra préciser le coût de la modification soumise pour approbation. »

10° L'article 6.15 dudit règlement est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« La Régie peut toutefois accorder un délai additionnel si elle est d'avis qu'une telle prolongation est dans l'intérêt des participants au régime. »

45485-o

(*h*) the actuarial method and assumptions used for the valuation of the plan;

(*i*) in the case of an uninsured plan, the financial statements and the detailed list, by classes, of the investments, showing their book value and their market value.

The Board may at any time require from an administrator the filing of a return in addition to those mentioned above if it considers such a return necessary to verify whether or not the requirements of the Act and regulation have been complied with."

6. Section 2.08 of the said Regulation is replaced by the following:

"2.08 For the renewal of the registration, the administrator of a plan shall furnish each year to the Board, within the six-month period following the end of the fiscal year, a declaration on the prescribed form containing the following information:

(*a*) the identification of the employer;

(*b*) the name of the plan;

(*c*) the contributions paid in the course of the financial year;

(*d*) the statistics concerning membership in the plan.

On this declaration the administrator shall also certify that all contributions required during the fiscal year have been made."

7. Section 2.09 of the said Regulation is amended by replacing the first paragraph by the following:

"2.09 The returns mentioned in section 2.02 and in paragraphs (*a*), (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*), (*g*) and (*h*) of section 2.07 shall be certified by an actuary."

8. Section 2.13 of the said Regulation is amended by replacing the last paragraph by the following:

"The fee is $1.00 by member with a minimum of $20. and a maximum of $200.00."

9. Section 3.02 of the said Regulation as amended by Order in Council nember 1510 of September 13, 1966 (published in the *Québec Official Gazette* of September 24, 1966) is replaced by the following:

"3.02 The return contemplated in paragraphs (*a*), (*b*), (*c*), (*d*) and (*f*) of section 2.02 shall accompany any application for approval of an amendment concerning one of the matters referred to in these paragraphs. This report shall state the cost of the amendment submitted for approval."

10. Section 6.15 of the said Regulation is amended by adding at the end the following paragraph:

"An additional period of time may be granted by the Board if it considers that such an extension is in the interest of the members of the plan."

45485-o

LR-448

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 849-72

Québec, le 22 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement à l'arrêté en conseil numéro 1478 du 27 avril 1971, concernant la division de la province, pour les fins de chasse, en vingt-trois zones.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *c*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune (L.Q. 1969, ch. 58), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour diviser le Québec, en zones de chasse, et déterminer dans chaque zone ou partie de zone les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année et les parties de journée, pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les limites de certaines zones de chasse;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre responsable du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les articles 2, 5, 6, 10, 11, 12, 15, 16 et 17 de l'annexe intitulée « Zones de chasse » de l'arrêté en conseil numéro 1478 du 27 avril 1971 soient modifiés suivant ce qui apparaît en annexe du présent arrêté en conseil.

QUE le présent arrêté-en-conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

L'article 2 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 2. Zone A 2

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé dans le fleuve Saint-Laurent à l'intersection du prolongement au nord de la limite ouest de l'emprise de la route 23 et de la limite nord des comtés bordant la rive sud dudit fleuve: de là, dans une direction générale sud, suivant le prolongement au nord de la limite ouest de l'emprise de la route 23 et la limite ouest de la route elle-même, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 1 à Vallée-Jonction; de là, vers le sud-ouest, suivant la limite nord de l'emprise de la route 1 jusqu'à son intersection avec la limite ouest de l'emprise de la route 32 près de Bishopton; de là, dans une direction générale nord-ouest, suivant la limite ouest de l'emprise de la route 32 jusqu'à son intersection avec la limite sud de l'emprise de la route 5 à Danville; de là, vers le sud-ouest, suivant ladite limite sud de l'emprise de la route 5 jusqu'à son intersection

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 849-72

Québec, March 22, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council No. 1478 dated April 27, 1971 in respect of the division of the Province into twenty-three zones for hunting purposes.

WHEREAS under sub-paragraph (*c*) of section 77 of the Wildlife Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

WHEREAS it is expedient to modify the boundaries of certain hunting zones;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT articles 2, 5, 6, 10, 11, 12, 15, 16 and 17 of the annex entitled "Hunting Zones" to Order in Council No. 1478 dated April 27, 1971, be modified in accordance with the annex to the present Order in Council:

THAT the present Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

ANNEX

Article 2 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 2. Zone A 2

That part of the Province of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Commencing at a point on the St. Lawrence River at the intersection of the prolongation northward of the western boundary of the right of way of highway 23 with the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the said River; thence in a general southerly direction, following the prolongation northward of the western boundary of the right of way of highway 23 and the western boundary of the highway itself, to its meeting with the northern boundary of the right of way of highway 1 at Vallée-Jonction; thence southwesterly, following the northern boundary of the right of way of highway 1 to its intersection with the western boundary of the right of way of highway 32 near Bishopton; thence in a general northwesterly direction, following the western boundary of the right of way of highway 32 to its intersection with the southern boundary of the right

avec la limite sud de l'emprise de la route 39 à Richmond; de là, vers le sud-ouest, suivant les limites sud et est de l'emprise de la route 39 jusqu'à son intersection avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10 au sud de Waterloo; de là, vers le nord-ouest, suivant la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10, jusqu'à son intersection avec la limite ouest de l'emprise de la route 13 au sud de Granby; de là, vers le nord-est, en suivant ladite limite ouest de l'emprise de la route 13 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 20; de là, vers le nord-est, en suivant ladite limite nord de l'emprise de l'autoroute 20 jusqu'à son intersection avec la limite ouest de l'emprise du raccordement du pont Pierre-Laporte; de là, vers le nord, suivant la limite ouest de l'emprise du raccordement du pont Pierre-Laporte et du pont lui-même jusqu'à la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là, vers le nord-est, suivant la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent, jusqu'au point de départ.

L'article 5 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 5. Zone B

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé dans le fleuve Saint-Laurent à la rencontre du prolongement au nord de la limite ouest de l'emprise de la route 26 et de la limite nord des comtés bordant la rive sud dudit fleuve; de là, dans une direction générale sud-est, suivant le prolongement au nord de la limite ouest de l'emprise de la route 26 et la limite ouest de la route elle-même, ainsi que la ligne latérale entre les lots 9 et 10 du rang VII du canton Panet jusqu'à la rencontre de cette dernière ligne avec la rive gauche de la rivière Daaquam; de là, vers le nord-est, suivant la rive gauche de la rivière Daaquam jusqu'à sa rencontre avec la frontière Canada-États-Unis; de là, dans des directions générales sud-ouest et ouest, suivant ladite frontière Canada-États-Unis jusqu'à sa rencontre avec la rive ouest du lac Memphrémagog; de là, dans une direction générale nord, suivant les rives ouest et nord du lac Memphrémagog jusqu'à la rencontre de la rive nord dudit lac avec la rive droite de la rivière aux Cerises; de là, vers le nord, suivant la rive droite de la rivière aux Cerises jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de l'autoroute 10 près de Magog; de là, vers l'ouest, suivant la limite nord de l'autoroute 10 jusqu'à sa rencontre avec la limite est de l'emprise de la route 39 au sud de Waterloo; de là, vers le nord puis vers le nord-est, suivant les limites est et sud de l'emprise de la route 39 jusqu'à l'intersection de cette dernière avec

of way of highway 5 at Danville; thence southwesterly, following the said southern boundary of the right of way of highway 5 to its intersection with the southern boundary of the right of way of highway 39 at Richmond; thence southwesterly, following the southern and eastern boundaries of the right of way of highway 39 to its intersection with the northern boundary of the right of way of autoroute 10 south of Waterloo; thence northwesterly, following the northern boundary of the right of way of autoroute 10 to its intersection with the western boundary of the right of way of highway 13, south of Granby; thence northeasterly, following the said western boundary of the right of way of highway 13 to its meeting with the northern boundary of the right of way of autoroute 20; thence northeasterly, following the said northern boundary of the right of way of autoroute 20 to its intersection with the western boundary of the right of way of the junction at the Pierre-Laporte bridge; thence northerly, following the western boundary of the right of way of the junction at the Pierre-Laporte bridge, and of the bridge itself, to the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River; thence northeasterly, following the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River to the point of commencement.

Article 5 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 5. Zone B

That part of the Province of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Commencing at a point on the St. Lawrence River at the meeting of the prolongation northward of the western boundary of the right of way of highway 26 with the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the said River; thence in a general southeasterly direction, following the prolongation northward of the western boundary of the right of way of highway 26 and the western boundary of the highway itself, as well as the lateral line between lots 9 and 10 of range VII of the township of Panet, to the meeting of this latter line with the left bank of the River Daaquam; thence northeasterly, following the left bank of the River Daaquam to its meeting with the Canada-United States border; thence in a general southwesterly and westerly direction, following the said Canada-United States border to its meeting with the western shore of Lake Memphrémagog; thence in a general northerly direction, following the western and northern shores of Lake Memphrémagog to the meeting of the northern shore of the said Lake with the right bank of the River aux Cerises; thence northerly, following the right bank of the River aux Cerises to its meeting with the northern boundary of the right of way of autoroute 10 near Magog; thence westerly, following the northern boundary of Autoroute 10 to its meeting with the eastern boundary of the right of way of highway 39, south of

la limite sud de l'emprise de la route 5 à Richmond; de là, vers le nord-est, suivant la limite sud de l'emprise de la route 5 jusqu'à son intersection avec la limite ouest de l'emprise de la route 32 à Danville; de là, vers le sud-est, suivant la limite ouest de l'emprise de la route 32 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord de l'emprise de la route 1 près de Bishopton; de là, vers le nord-est, suivant la limite nord de l'emprise de la route 1 jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 23 à Vallée-Jonction; de là, vers le nord suivant la limite ouest de l'emprise de la route 1 et du prolongement au nord de la limite ouest de cette emprise jusqu'à sa rencontre avec la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là, vers le nord-est, suivant la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

L'article 6 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 6. Zone C

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite ouest de l'emprise de la route 6 avec la frontière Québec-Nouveau-Brunswick; de là, dans une direction générale sud-ouest, suivant la frontière Québec-Nouveau-Brunswick puis Canada-États-Unis jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Daaquam; de là, vers le sud-ouest, suivant la rive gauche de la rivière Daaquam jusqu'à sa rencontre avec la ligne latérale entre les lots 9 et 10 du rang VII du canton Panet; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne latérale entre les lots 9 et 10 du rang VII du canton Panet puis la limite ouest de l'emprise de la route 26 et le prolongement au nord de ladite limite de l'emprise de la route 26 jusqu'à sa rencontre avec la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent; de là, vers le nord-est, suivant la limite nord des comtés bordant la rive sud du fleuve Saint-Laurent jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au nord de la limite ouest de l'emprise de la route 6; de là, dans une direction générale sud-est, suivant la route 6 et la limite ouest de l'emprise de ladite route jusqu'au point de départ.

L'article 10 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 10. Zone F 2

Cette partie du Québec, située au nord de la rivière des Outaouais, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Waterloo; thence northerly, then northeasterly, following the eastern and southern boundaries of the right of way of highway 39 to the intersection of the latter highway with the southern boundary of the right of way of highway 5 at Richmond; thence northeasterly, following the southern boundary of the right of way of highway 5 to its intersection with the western boundary of the right of way of highway 32 at Danville; thence southeasterly, following the western boundary of the right of way of highway 32 to its meeting with the northern boundary of the right of way of highway 1 near Bishopton; thence northeasterly, following the northern boundary of the right of way of highway 1 to its meeting with the western boundary of the right of way of highway 23 at Vallée-Jonction; thence northerly, following the western boundary of the right of way of highway 1 and the prolongation northward of the western boundary of this right of way, to its meeting with the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River; thence northeasterly, following the northern boundaries of the counties bordering the St. Lawrence River to the point of commencement.

Article 6 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 6. Zone C

That part of the Province of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Commencing at a point at the meeting of the western boundary of the right of way of highway 6 with the Québec-New-Brunswick border; thence in a general southwesterly direction, following the Québec-New-Brunswick border and then the Canada-United States border to its meeting with the left bank of the River Daquaam; thence southwesterly, following the left bank of the River Daquaam to its meeting with the lateral line between lots 9 and 10 of range VII of the township of Panet; thence northwesterly, following the lateral line between lots 9 and 10 of range VII of the township of Panet, then the western boundary of the right of way of highway 26 and the prolongation northward of the said boundary of the right of way of highway 26 to its meeting with the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River; thence northeasterly, following the northern boundaries of the counties bordering the south bank of the St. Lawrence River to their meeting with the prolongation northward of the western boundary of the right of way of highway 6; thence in a general southeasterly direction, following the western boundary of the prolongation northward of the right of way of highway 6 and the western boundary of the right of way of the said highway to the point of commencement.

Article 10 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 10. Zone F 2

That part of the Province of Québec north of the River Ottawa, the perimeter of which may be described as follows:

Partant d'un point situé à la rencontre du prolongement au sud de la rive gauche de la rivière Rouge avec la frontière Québec-Ontario sur la rivière des Outaouais; de là, dans une direction générale sud-ouest, suivant ladite frontière Québec-Ontario jusqu'à sa rencontre avec le prolongement au sud de la limite est de l'emprise de la route 11 à Hull; de là, dans une direction générale nord, suivant le prolongement au sud de la limite est de l'emprise de la route 11 et la limite est de l'emprise de ladite route jusqu'à la route 58; de là, vers le sud-est, suivant la limite sud de l'emprise de la route 11 jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Rouge; de là, vers le sud, suivant la rive gauche de la rivière Rouge et son prolongement au sud jusqu'au point de départ.

L'article 11 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 11. Zone F 3

Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la barrière sud du parc de La Vérendrye sur la limite sud de l'emprise de la route 58; de là, vers le nord-est, en suivant la limite sud-est dudit parc jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Gens-de-Terre; de là, vers l'est, en suivant la rive gauche de la rivière Gens-de-Terre jusqu'à sa rencontre avec la rive ouest du lac Baskatong; de là, vers le nord, en suivant la rive ouest du lac Baskatong jusqu'à la rive droite de la rivière Gatineau; de là, vers le nord-est, en suivant la rive droite de la rivière Gatineau jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 18 de la Compagnie Internationale de Papier du Canada; de là, vers le sud-est, en suivant ladite limite de l'emprise de ladite route, jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 35 au nord-ouest du lac Tapanee; de là, vers le sud, en suivant la limite ouest de ladite emprise de la route 35 jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-ouest de l'emprise de la route forestière McClaren; de là, vers le sud-est, en suivant la limite sud-ouest de ladite emprise puis, vers le nord-est, en suivant la limite sud-est de l'emprise de ladite route, puis vers le sud-est, en suivant la limite sud-ouest de l'emprise de ladite route passant par la rivière du Lièvre, le lac Baker et le ruisseau Dix-Milles, jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Rouge, à l'embouchure du ruisseau Dix-Milles; de là, dans une direction générale sud, suivant la rive droite de la rivière Rouge et la limite ouest du parc du Mont-Tremblant jusqu'à la rencontre de cette dernière avec la rive gauche de la rivière du Diable; de là, vers le sud-ouest, suivant la rive gauche de la rivière du Diable, jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise de la route 11; de là, dans une direction générale nord-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise de la route 11 jusqu'à la limite sud de l'emprise de la route 58; de là, vers le nord-ouest, en suivant la

Commencing at a point at the meeting of the prolongation southward of the left bank of the Rouge River with the Québec-Ontario border on the River Ottawa; thence in a general southwesterly direction, following the said Québec-Ontario border to its meeting with the southward prolongation of the eastern border of the right of way of highway 11 at Hull; thence in a general northerly direction, following the southward prolongation of the eastern boundary of the right of way of highway 11 and the eastern boundary of the right of way of the said highway to highway 58; thence southeasterly, following the southern boundary of the right of way of highway 11 to its meeting with the left bank of the River Rouge; thence southerly, following the left bank of the River Rouge and its prolongation southward to the point of commencement.

Article 11 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 11. Zone F 3

That part of the Province of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Commencing at a point at the south gate of La Vérendrye Park on the southern boundary of the right of way of highway 58; thence northeasterly, following the southeastern boundary of the said park to its meeting with the left bank of the River Gens-de-Terre; thence easterly, following the left bank of the River Gens-de-Terre to its meeting with the western shore of Lake Baskatong; thence northerly, following the western shore of Lake Baskatong to the right bank of the River Gatineau; thence northeasterly, following the right bank of the River Gatineau to its meeting with the western boundary of the right of way of highway 18, belonging to the Canadian International Paper Company; thence southeasterly, following the said boundary of the right of way of the said highway to its meeting with the western boundary of the right of way of highway 35, northwest of Lake Tapanee; thence southerly, following the western boundary of the said right of way of highway 35 to its meeting with the southwestern boundary of the right of way of McClaren forrestry road; thence southeasterly, following the southwestern boundary of the said right of way, then northeasterly, following the southeastern boundary of the right of way of the said road, thence southeasterly, following the southwestern boundary of the right of way of the said road past the River du Lièvre, Lake Baker and Dix-Milles Creek, to its meeting with the right bank of the River Rouge, at the mouth of Dix-Milles Creek; thence in a general southerly direction, following the right bank of the River Rouge and the western boundary of Mont-Tremblant Park to the meeting of the latter with the left bank of the River du Diable; thence southwesterly, following the left bank of the River du Diable to its meeting with the southern boundary of the right of way of highway 11; thence in a general northwesterly direction, following the southern

limite sud de l'emprise de la route 58 jusqu'au point de départ.

L'article 12 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 12. Zone F 4

Cette partie du Québec, située au nord de la rivière des Outaouais, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite sud de l'emprise de la route 58 avec la barrière sud du parc de La Vérendrye; de là, dans une direction générale sud-est, en suivant ladite limite sud de l'emprise de la route 58 jusqu'à sa rencontre avec la limite est de l'emprise de la route 11; de là, dans une direction générale sud, en suivant la dite limite est de l'emprise de la route 11 et son prolongement au sud jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec-Ontario, sur la rivière des Outaouais; de là, dans une direction générale nord-ouest, en suivant ladite frontière Québec-Ontario sur la rivière des Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Schyan; de là, dans une direction générale nord-est, en suivant la rive gauche de la rivière Schyan jusqu'à sa rencontre avec la rive sud du lac Schyan; de là, dans une direction générale est, en suivant la rive sud du lac Schyan jusqu'à l'extrémité est dudit lac; de là, nord, 58° est environ 2.8 milles jusqu'à la rive droite de la rivière Noire; de là, vers le sud-est, en suivant la rive droite de la rivière Noire jusqu'à son extrémité est dans le canton Brie; de là, est jusqu'à la rencontre de la rive gauche de l'émissaire du lac Duval avec la rive droite de la rivière Coulonge; de là, vers le nord-ouest, en suivant la rive droite de la rivière Coulonge jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Corneille; de là, dans une direction générale nord-est, en suivant la rive gauche de la rivière Corneille jusqu'à sont point le plus rapproché de la route 14 de la Compagnie Internationale de Papier du Canada (Chemin Catfish); de là, en suivant une ligne droite jusqu'à l'extrémité ouest de la limite sud de l'emprise de ladite route; de là, vers l'est, en suivant la limite sud de l'emprise de ladite route jusqu'à la limite sud du parc de La Vérendrye; de là, dans une direction générale sud-est, puis nord-est, en suivant la limite sud du parc de La Vérendrye jusqu'au point de départ.

Le titre de l'article 15 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 15. Zone J 1

Le titre de l'article 16 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 16. Zone J 2

Le titre de l'article 17 est annulé et remplacé par le suivant:

ARTICLE 17. Zone J 3

45512-o

boundary of the right of way of highway 11 to the southern boundary of the right of way of highway 58; thence northwesterly, following the southern boundary of the right of way of highway 58 to the point of commencement.

Article 12 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 12. Zone F 4

That part of the Province of Québec north of the River Ottawa, the perimeter of which may be described as follows:

Commencing at a point at the meeting of the southern boundary of the right of way of highway 58 with the south gate of La Vérendrye Park; thence in a general southeasterly direction, following the said southern boundary of the right of way of highway 58 to its meeting with the eastern boundary of the right of highway 11; thence in a general southerly direction, following the said eastern boundary of the right of way of highway 11 and its prolongation southward to its meeting with the Québec-Ontario border on the River Ottawa; thence in a general northwesterly direction, following the said Québec-Ontario border on the River Ottawa to its meeting with the left bank of the River Schyan; thence in a general northeasterly direction, following the left bank of the River Schyan to its meeting with the south shore of Lake Schyan; thence in a general easterly direction, following the south shore of Lake Schyan to the eastern end of the said Lake; thence on a bearing north 58° east, a distance of about 2.8 miles, to the right bank of the River Noire; thence southeasterly, following the right bank of the River Noire to its eastern end in the township of Brie; thence easterly to the meeting of the left bank of the outlet of Lake Duval with the right bank of the River Coulonge; thence northwesterly, following the right bank of the River Coulonge to its meeting with the left bank of the River Corneille; thence in a general northeasterly direction, following the left bank of the River Corneille to its closest point to highway 14 belonging to the Canadian International Paper Company (Catfish Road); thence following a straight line to the western end of the southern boundary of the right of way of the said highway; thence easterly, following the southern boundary of the right of way of the said highway to the southern boundary of La Vérendrye Park; thence in a general southeasterly direction, thence northeasterly, following the southern boundary of La Vérendrye Park to the point of commencement.

The title of article 15 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 15. Zone J 1

The title of article 16 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 16. Zone J 2

The title of article 17 is rescinded and replaced by the following:

ARTICLE 17. Zone J 3

45512-o

LR-453

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 850-72

Québec, le 22 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de Pontiac.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), amendée par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QUE par l'arrêté-en-conseil portant le numéro 1075, en date du 14 avril 1967, une partie du territoire du comté de Pontiac a été créée en réserve de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il y a lieu de réduire le territoire de cette réserve en y excluant la partie susdite qui a un caractère plutôt de villégiature que de chasse et de pêche;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'arrêté-en-conseil numéro 1075, en date du 14 avril 1967, concernant la réserve de chasse et de pêche de Pontiac, soit remplacé par le présent arrêté-en-conseil, et que le territoire ci-après décrit constitue la réserve de chasse et de pêche de Pontiac.

« Un territoire d'une superficie de 289 milles carrés situé dans les cantons Angoumois, Isle de France, Flandre, Gascogne, Dauphine, Lorraine, Picardie, comté de Pontiac, dont le périmètre se décrit comme suit:

Partant d'un point situé à l'intersection de la rive droite de la décharge du lac Gagamo, avec une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de l'emprise est de la route 12; de là, vers le sud et le sud-est, ladite ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de l'emprise est de la route 12 jusqu'à son intersection avec la ligne de division des cantons Angoumois et Béliveau; de là, vers l'ouest suivant la limite sud des cantons Angoumois, Isle de France et Flandre en contournant par le nord l'étroit du lac Pytonga, par le sud les lacs Argent, à la Tortue et Ragged jusqu'à trois (3) chaînes de l'emprise ouest de la route qui longe la rivière Coulonge est; de là, vers le nord une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de l'emprise ouest de la route qui longe la rivière Coulonge est jusqu'au pont enjambant ladite rivière; de là, vers le nord-est et le nord-ouest une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la rive ouest de la rivière Coulonge et du ruisseau Gore, jusqu'à deux milles et vingt-cinq centièmes de mille (2.25 m.) au nord-ouest du lac Stearns; de là, une ligne brisée selon les courses et distances suivantes: nord, soixante-dix-huit degrés est (N. 78° E.), un mille et un dixième (1.1 m.); sud, soixante-six degrés est (S. 66° E.), un mille (1 m.); sud, vingt

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 850-72

Québec, March 22, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Pontiac Fish and Game Reserve.

WHEREAS under sub-paragraph (*r*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), amended by chapter 60 of the Statutes of 1971, the Lieutenant-Governor in Council may establish game and fish reserves;

WHEREAS, by Order in Council No. 1075 dated April 14, 1967, a part of the territory of Pontiac County was erected into a fish and game reserve;

WHEREAS it is expedient to decrease the territory of this reserve by excluding therefrom the abovementioned part whose characteristics are more rural than distinctive of hunting and fishing;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT Order in Council No. 1075 dated April 14, 1967, concerning the Pontiac Fish and Game Reserve, be replaced by this Order in Council, and that the territory hereinafter described constitute the Pontiac Fish and Game Reserve.

"A territory of an area of 289 square miles situate in the townships of Angoumois, Isle de France, Flandre, Gascogne, Dauphine, Lorraine and Picardie, of Pontiac County, the perimeter of which is described as follows:

Commencing at a point at the intersection of the right bank of the discharge from Lake Gagamo and a line parallel with, and three (3) chains distant from, the eastern right of way of highway 12; thence southerly and southeasterly along the said line parallel and three (3) chains distant from the eastern right of way of highway 12 to its intersection with the dividing line of Angoumois and Béliveau townships; thence westerly following the southern boundaries of the townships of Angoumois, Isle de France and Flandre, skirting to the north of the narrow of Lake Pytonga, to the south of Lakes Argent, à la Tortue and Ragged, to three (3) chains from the western right of way of the highway which borders the East Coulonge River; thence northerly following a line parallel and three (3) chains distant from the western right of way of the highway which borders the East Coulonge River, to the bridge spanning the said river; thence northeasterly and northwesterly following a line parallel and three (3) chains distant from the west bank of the Coulonge River and Gore Creek to two and twenty-five hundredths miles (2.25 m.) to the northwest of Lake Stearns; thence following a broken line according to the following bearings and

degrés ouest (S. 20° O.), sept dixièmes de mille (0.7 m.); sud, soixante-treize degrés est (S. 73° E.), un mille et trois dixièmes (1.3 m.); nord, vingt-quatre degrés est (N. 24° E.), deux milles et deux dixièmes (2.2 m.); sud, quarante-huit degrés est (S. 48° E.), un mille et un dixième (1.1 m); nord, quarante-cinq degrés est (N. 45° E.), deux milles et six dixièmes (2.6 m.); sud, soixante-douze degrés est (S. 72° E.), sept dixièmes de mille (0.7 m.); sud, dix-neuf degrés ouest (S. 19° O.), un mille et quatre dixièmes (1.4 m.); nord, cinquante-huit degrés est (N. 58° E.), un mille et trois dixièmes (1.3 m.); nord, trente-six degrés est (N. 36° E.), un mille (1 m.); sud, soixante-quatre degrés est (S. 64° E.), un mille et un dixième (1.1 m.); nord, vingt-neuf degrés est (N. 29° E.), un mille et deux dixièmes (1.2 m.); nord, quatre-vingt-huit degrés est (N. 88° E.), un mille et trois dixièmes (1.3 m.); sud, soixante degrés est (S. 60° E.), trois milles et huit dixièmes (3.8 m.); nord, soixante-cinq degrés est (N. 65° E.), un mille et demi (1½ m.); sud, soixante-dix-sept degrés est (S. 77° E.), un mille et sept dixièmes (1.7 m.); de là, nord soixante-dix degrés est (N. 70° E.) jusqu'au point de départ. »

QUE le présent arrêté-en-conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif.
JULIEN CHOUINARD.

45512-o

distances: north seventy-eight degrees east (N. 78° E.), one and one-tenth miles (1.1 m.); south sixty-six degrees east (S. 66° E.), one mile (1 m.); south twenty degrees west (S. 20° W.), seven-tenths of a mile (0.7 m.); south seventy-three degrees east (S. 73° E.), one and three-tenths miles (1.3 m.); north twenty-four degrees east (N. 24° E.), two and two-tenths miles (2.2 m.); south forty-eight degrees east (S. 48° E.), one and one-tenth miles (1.1 m.); north forty-five degrees east (N. 45° E.), two and six-tenths miles (2.6 m.); south seventy-two degrees east (S. 72° E.), seven-tenths of a mile (0.7 m.); south nineteen degrees west (S. 19° W.), one and four-tenths miles (1.4 m.); north fifty-eight degrees east (N. 58° E.), one and three-tenths miles (1.3 m.); north thirty-six degrees east (N. 36° E.), one mile (1 m.); south sixty-four degrees east (S. 64° E.), one and one-tenth miles (1.1 m.); north twenty-nine degrees east (N. 29° E), one and two-tenths miles (1.2 m.); north eighty-eight degrees east (N. 88° E.), one and three-tenths miles (1.3 m.); south sixty degrees east (S. 60° E.), three and eight-tenths miles (3.8 m.); north sixty-five degrees east (N. 65° E.), one and one-half miles (1½ m.); south seventy-seven degrees east (S. 77° E.), one and sevent-tenths miles (1.7 m.); thence north seventy degrees east (N. 70° E.) to the point of commencement."

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45512-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 922-72

Québec, le 28 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'orignal, le chevreuil, le caribou, l'ours américain (noir), l'ours polaire et le boeuf musqué.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *c*) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlements, déterminer les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou les parties de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *c*) de l'article 1 de ladite Loi, l'expression « gros gibier » signifie l'orignal, le chevreuil et le caribou ainsi que tout autre animal défini comme tel par règlement;

ATTENDU QU'il est opportun de déterminer les périodes de chasse de l'orignal, du chevreuil, du caribou, de l'ours américain (noir) et de l'ours polaire;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 922-72

Québec, March 28, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING moose, deer, caribou, American black bear, polar bear and musk oxen.

WHEREAS under sub-paragraph (*c*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

WHEREAS under paragraph (*c*) of section 1 of the said Act, the expression "big game" means moose, deer, caribou and any other animal defined as such by regulation;

WHEREAS it is expedient to determine the open seasons for moose, deer, caribou, American black bear and polar bear;

LR-455

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'il soit défendu de chasser l'orignal, le chevreuil, le caribou, l'ours américain (noir), l'ours polaire et le boeuf musqué sauf durant les périodes déterminées dans l'annexe du présent règlement.

QUE les arrêtés en conseil numéro 1892, en date du 26 mai 1971, numéro 3218, en date du 2 septembre 1970 et numéro 7, en date du 7 janvier 1972, soient abrogés.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

SECTION I

Définitions

1° Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient:

a) « gros gibier » désigne, en outre des mammifères mentionnés au paragraphe *c*) de l'article 1 de la Loi de la conservation de la faune, le boeuf musqué;

b) « orignal », « chevreuil », « caribou », « ours américain (noir) », « ours polaire » et « boeuf musqué » sous réserve de l'article 6 du présent règlement visent le mâle, la femelle et le petit;

c) « zone »: zone de chasse, telle qu'établie par le lieutenant-gouverneur en conseil.

SECTION II

Disposition générale

2° Dans les parcs et les réserves où la défense de chasser l'orignal, le chevreuil, le caribou et l'ours américain (noir) n'existe pas, les saisons de chasse à ces gibiers coïncident avec celles des zones dans lesquelles ces parcs ou ces réserves sont situés, à moins qu'elles ne fassent l'objet de règlements spéciaux.

SECTION III

Orignal

3° La chasse de l'orignal est permise:

a) dans les zones B, C, F3, F4 et J1, pour une période de 9 jours commençant le premier samedi d'octobre;

b) dans les zones D, G, M et N, pour une période de 16 jours commençant le dernier samedi de septembre;

c) dans les zones H, J2, J3 et K, pour une période de 23 jours commençant l'avant-dernier samedi de septembre;

d) dans la zone O, pour une période de 24 jours commençant le troisième samedi de septembre.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT it be prohibited to hunt moose, deer, caribou, American black bear, polar bear and musk oxen except during the periods determined in the schedule to this regulation;

THAT Orders in Council Nos. 1892 dated May 26, 1971, 3218 dated September 2, 1970 and 7 dated January 7, 1972, be revoked;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE

SECTION I

Definitions

1. In this regulation the following expressions and words mean:

(*a*) "big game": in addition to the mammals named in paragraph (*c*) of section 1 of the Wild-life Conservation Act, includes musk oxen;

(*b*) "moose", "deer", "caribou", "American black bear", "polar bear" and "musk oxen": subject to section 6 of this regulation, includes the male, female and young;

(*c*) "zone": a hunting zone, as established by the Lieutenant-Governor in Council.

SECTION II

General provision

2. In those parks and reserves where there is no prohibition against hunting moose, deer, caribou and the American black bear, the open seasons for such game shall be those governing the zones in which such park or reserve is situated, unless it is subject to a special regulation.

SECTION III

Moose

3. It is permitted to hunt moose:

(*a*) in zones B, C, F3, F4 and J1 during a period of 9 days, beginning on the first Saturday in October;

(*b*) in zones D, G, M and N during a period of 16 days, beginning on the last Saturday in September;

(*c*) in zones H, J2, J3 and K during a period of 23 days, beginning on the second last Saturday in September;

(*d*) in zone O during a period of 24 days, beginning on the third Saturday in September.

SECTION IV

Chevreuil

4° La chasse du chevreuil est permise:

a) dans les zones A3, A4 et B, pour une période de 9 jours commençant le dernier samedi d'octobre;

b) dans les zones C et D, pour une période de 16 jours commençant le dernier samedi d'octobre;

Cependant, le nombre maximum de chevreuils, qui peuvent être abattus dans la réserve de Rimouski, est fixé à 50.

c) dans la zone F1, pour une période de 5 jours commençant le dernier samedi d'octobre;

d) dans les zones F2, F3 et F4, pour une période de 12 jours commençant le dernier samedi d'octobre;

Cependant, sur le territoire de la réserve de la *Petite Nation*, situé dans le comté de Papineau et compris dans la zone F2, la chasse est permise pour une période de 26 jours commençant le dernier samedi d'octobre.

e) dans la zone L, du 1er juillet au 31 janvier suivant.

5° La chasse du chevreuil au moyen de l'arc et de la flèche seulement est permise dans le canton Chabot, comté de Kamouraska, ainsi que dans le territoire compris entre les routes 31, 57 et 8 situées dans les comtés de Papineau, d'Argenteuil et de Terrebonne, pour une période de 14 jours précédant le dernier samedi d'octobre.

6° Il est interdit de chasser le chevreuil sans panache, dans la zone A3.

SECTION V

Caribou

7° Il est permis de chasser le caribou dans cette partie de la zone O, située à l'est du 71ième méridien de longitude ouest, du 1er au 30 septembre.

SECTION VI

Ours polaire

8° Il est permis aux Esquimaux seulement de chasser l'ours polaire, à l'année, dans le Québec.

SECTION VII

Ours américain

9° Il est permis de chasser l'ours américain (noir), du 1er mai au 31 juillet, dans le Québec, sous l'autorité du permis de chasse à l'ours.

10° Il est permis de chasser l'ours américain (noir), sous l'autorité du permis de chasse du chevreuil ou de l'orignal ou du caribou, à la condition que cette chasse se fasse dans les zones et saisons où la chasse au chevreuil, à l'orignal et au caribou est permise suivant l'espèce inscrite sur le permis de chasse.

SECTION IV

Deer

4. It is permitted to hunt deer:

(*a*) in zones A3, A4 and B during a period of 9 days beginning on the last Saturday in October;

(*b*) in zones C and D during a period of 16 days beginning on the last Saturday in October;

However, in Rimouski Reserve, the maximum number of deer which may be killed is fixed at 50.

(*c*) in zone F1 during a period of 5 days beginning on the last Saturday in October;

(*d*) in zones F2, F3 and F4 during a period of 12 days beginning on the last Saturday in October;

However, in the territory of the *Petite Nation* reserve in the County of Papineau and which is part of zone F2, hunting is permitted during a period of 26 days beginning on the last Saturday of October.

(*e*) in zone L from July 1st to January 31st next, inclusive of both dates.

5. The hunting of deer with bow and arrow only is permitted in the township of Chabot, county of Kamouraska, and also in the territory comprised between highways 31, 57 and 8 in the counties of Papineau, Argenteuil and Terrebonne, during a period of 14 days preceding the last Saturday in October.

6. It is prohibited to hunt deer without antlers in zone A3.

SECTION V

Caribou

7. It is permitted to hunt caribou in that part of zone O lying to the east of the 71st meridian of west longitude from September 1st to September 30th, inclusive of both dates.

SECTION VI

Polar bear

8. Eskimos only may hunt polar bear in the Province of Québec all year round.

SECTION VII

American black bear

9. It is permitted to hunt American black bear in the Province of Québec from May 1st to July 31st, inclusive of both dates, under a bear hunting licence.

10. It is permitted to hunt American black bear under a deer, moose or caribou hunting licence, provided that such hunting is done in the permissible zones and during the open seasons for deer, moose or caribou, according to the species the licence has been issued for.

Toutefois, telle chasse à l'ours est interdite, dès que le chevreuil, l'orignal ou le caribou, selon l'espèce de ces trois gros gibiers inscrite sur le permis, est enregistré.
45512-o

However, such hunting of bear is prohibited as soon as the deer, moose or caribou, whichever species the licence has been issued for, have been killed.
45512-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 923-72

Québec, le 28 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse du lièvre.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *c*) et *f*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune (L.Q. 1969, ch. 58), le lieutenat-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

c) diviser le Québec en zones de chasse et déterminer dans chaque zone ou partie de zone les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou les parties de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

f) déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute période pour laquelle la chasse est permise.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement décrit en annexe s'applique à la chasse du lièvre;

QUE les arrêtés en conseil numéro 1893 du 26 mai 1971 et numéro 3077 du 8 septembre 1971 soient annulés.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE

SECTION I

Définitions

1° Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient:

a) « zone » désigne une zone de chasse décrite comme telle, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) « lièvre » désigne le lièvre d'Amérique et le lapin à queue blanche.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 923-72

Québec, March 28, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting of hares.

WHEREAS under sub-paragraphs (*c*) and (*f*) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may take regulations to:

(*c*) divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

(*f*) fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT the regulation appended as a schedule hereto be in respect of the hunting of hares;

THAT Orders in Council Nos. 1893 dated May 26, 1971 and 3077 dated September 8, 1971 be revoked;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE

SECTION I

Definitions

1. In this regulation the following words and expressions mean:

(*a*) "zone": a hunting zone, defined as such by the Lieutenant-Governor in Council;

(*b*) "hare" the northern hare and the white-tailed jack rabbit.

SECTION II

Périodes, limite de prise et conditions

2° Il est défendu de chasser le lièvre dans le Québec, sauf:

a) dans les parcs où telle chasse est permise, suivant les conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) dans les réserves qui ne font pas l'objet de règlements spéciaux de chasse, et dans le reste du Québec, suivant les dates ci-après déterminées et les conditions stipulées aux articles 3, 4 et 5;

i) dans la zone O, du troisième samedi de septembre au 31 mars suivant;

ii) ailleurs dans le Québec, du troisième samedi de septembre au dernier jour de février suivant.

3° Il est interdit de chasser le lièvre au moyen de pièges ou de collets:

a) durant toute l'année dans la zone A4 et dans cette partie de la zone E, située à l'ouest et au sud-ouest de la route 43;

b) avant le 15 novembre, suivant le début de la saison de chasse pour l'année en cours, ailleurs dans le Québec.

4° La chasse du lièvre aux collets est permise durant la saison de chasse à ce gibier dans les zones C, D, G, H, K, M, N et O.

5° Dans les zones E et A4, la limite journalière de prise est de cinq (5) lièvres par chasseur.

45512-o

SECTION II

Periods, bag limit and conditions

2. It is prohibited to hunt hares in the Province of Québec, except:

(*a*) in those parks where such hunting is specifically permitted, in accordance with the conditions set forth by the Lieutenant-Governor in Council;

(*b*) in those reserves which are not subject to special hunting regulations, and in the rest of the Province of Québec, according to the dates fixed hereinafter and the conditions set forth in sections 3, 4 and 5;

(*i*) in zone O, from the third Saturday in September to March 31st next, both dates inclusive;

(*ii*) elsewhere in the Province of Québec, from the third Saturday in September to the last day of February next, both dates inclusive.

3. It is prohibited to hunt hares by means of traps or springes:

(*a*) all year round in zone A4 and in that part of zone E lying to the west and southwest of highway 43;

(*b*) before November 15th, following upon the opening of the hunting season for the current year, elsewhere in the Province of Québec.

4. The hunting of hares by means of springes is permitted during the open season for such game in zones C, D, G, H, K, M, N and O.

5. In zones E and A4, the daily bag limit is five (5) hares per hunter.

45512-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 924-72

Québec, le 28 mars 1972

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la limite de prise saisonnière de l'orignal, du caribou, du chevreuil et de l'ours américain (noir).

ATTENDU QUE le paragraphe *f*) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune (L.Q. 1969, ch. 58) stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute la période pour laquelle la chasse est permise;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer le nombre d'ours, d'orignaux, de caribous et de chevreuils qu'un même chasseur peut tuer au cours d'une saison de chasse;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 924-72

Québec, March 28, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the seasonal maximum bag of moose, caribou, deer and American black bear.

WHEREAS sub-paragraph (*f*) of section 77 of the Wildlife Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) provides that the Lieutenant-Governor in Council may fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

WHEREAS it is expedient to fix the number of bear, moose, caribou and deer which may be killed by one person during an open season;

LR-459

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'il soit interdit à une personne d'abattre, au cours d'une même saison de chasse:

a) plus d'un orignal;

b) plus d'un caribou;

c) plus de chevreuils que le nombre indiqué pour les régions suivantes:

i) dans l'Île d'Anticosti: 2

ii) partout ailleurs dans le Québec: 1

d) plus d'ours américains (noir) que le nombre indiqué comme suit:

i) 1, sous l'autorité du permis de chasse à l'ours;

ii) 1 seul, sous l'autorité des permis de chasse à l'orignal, au chevreuil ou au caribou que le chasseur détienne un, deux ou trois de ces permis;

QUE l'arrêté en conseil numéro 2821, en date du 11 août 1971, concernant la limite de prise saisonnière de gros gibiers, soit abrogé.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45512-o

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT it is prohibited for one person to kill during the same open season:

(*a*) more than one moose;

(*b*) more than one caribou;

(*c*) more deer than the number stipulated for the following regions:

(*i*) the Island of Anticosti: 2,

(*ii*) elsewhere in the Province of Québec: 1;

(*d*) more American black bear than the number stipulated as follows:

(*i*) under a bear hunting licence: 1,

(*ii*) under hunting licences for moose, deer or caribou, whether or not the hunter holds one, two or three of such licences: 1 only;

THAT Order in Council number 2821 dated August 11, 1971 concerning the season's hunting limit for big game, be revoked.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45512-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 962-72

Québec, le 28 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de boîtes de carton ondulé dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 24 décembre 1971;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 962-72

Québec, March 28, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Manufacture of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacture of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec, rendered obligatory by the Decree No. 728 of July 6, 1955, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of December 24, 1971;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 728 soit modifié de la façon suivante:

1° Dans l'énumération des parties contractantes de deuxième part, le nom de « l'Union des Employés du Carton Gaufré de Standard Paper Box (C.S.N.) » est remplacé par celui de « L'Union des Employés des Cartonniers Standard (C.S.N.) ».

2° Le paragraphe 4.04 de l'article IV (*heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos*) est remplacé par le suivant:

« 4.04. Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de dix cents ($0.10) l'heure et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de douze cents ($0.12) l'heure pour le travail de nuit. »

3° Le paragraphe 5.01 de l'article V (*taux de salaires*) est remplacé par le suivant:

« V. *Taux de salaires:*

5.01. Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le champ d'application industriel du présent décret ainsi qu'aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux expéditeurs, aux livreurs, aux ouvriers affectés à l'entretien ou à la réparation des immeubles, aux ouvriers d'imprimerie et de travaux connexes, pourvu que ces travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles visés par le champ d'application industriel du présent décret.

IT IS ORDERED, therefore, upon recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said decree, number 728 be amended as follows:

1. In the enumeration of the parties of the second part, the name, "L'Union des Employés du Carton Gaufré de Standard Paper Box (C.N.T.U.)" is replaced by the name, "L'Union des Employés Cartonniers Standard (C.N.T.U.)"

2. Subsection 4.04 of Section IV (*Overtime, shift premium and rest periods*) is replaced by the following:

"4.04 Any employee working on the second shift shall receive a ten cent ($0.10) per hour shift differential and any employee working on the third shift shall receive a shift differential equal to twelve cents ($0.12) per hour for night work."

3. Subsection 5.01 of Section V (*Wage rates*) is replaced by the following:

"V. *Wage rates:*

5.01 The following wage rates apply to all employees under the industrial jurisdiction of the present decree as well as to the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (Stokers); shippers; deliverymen; maintenance of buildings and equipment; printing and allied work, provided such work is carried out exclusively in conncection with the printing of boxes and other articles covered by the industrial jurisdiction of the present decree.

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux* / *Minimum wage rates*
Sous-contremaître — Assistant foreman	$2.71
Machine à onduler — Corrugating machine:	
Conducteur — Operator	2.80
Conducteur temporaire — Temporary operator	2.74
Découpeur — Slitter and knifer	2.74
Conducteur de colleuse double face — Double-backer	2.69
Ramasseur et placeur de rouleau — Tailer and roll shafter	2.50
Machine à onduler (petit format — Glossine) — Corrugating machine (small-Glossence):	
Conducteur — Operator	2.70
Découpeur — Slitter-knifer	2.59
Ramasseur — Placeur de rouleau et aide — Tailer — Shafter and helper	2.39
Encocheuse-imprimeuse et presse flexographique — Printer-Slotter machine and flexographic press;	
Conducteur — Operator	2.74
Aide-conducteur — Slotter man	2.64
Margeur et ramasseur — Feeder and tailer	2.55
Presse à imprimer sur la longueur — Printing press (longway):	
Conducteur — Operator	2.69
Ramasseur — Tailer	2.55
Encocheuse (grosses boîtes) — Slotting machine (large boxes):	
Conducteur — Operator	2.60
Ramasseur — Tailer	2.45

LR-461

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux* *Minimum wage rates*
Encocheuse (petites boîtes) — Slotting machine (small boxes):	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	$2.55
Classe B — Class B	2.22
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.17
Mitrailleuse de boîte (coupe et traçage) — Box slitting and scoring machine (first operation):	
Mitrailleur — Operator	2.65
Ramasseur — Tailer	2.45
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers) — Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous):	
Mitrailleur — Operator	2.59
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.17
Encocheuse-mitrailleuse de cloisons — Combination partition slitter-slotter:	
Conducteur — Operateur	2.64
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.54
Classe B — Class B	2.17
Encocheuse simple de cloisons — Plain partition slotter:	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.55
Classe B — Class B	2.22
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.17
Machine à assembler les cloisons — Partition assembly machine:	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.60
Classe B — Class B	2.22
Margeur — Feeder	2.17
Ramasseur — Tailer	2.17
Assemblage des cloisons — Partition assembly:	
Assembleur — Assembler	2.17
Coupeuse de rabat — Flap-cutting machine:	
Découpeur — Operator	2.60
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.17
Plieuse-colleuse — Folding and glucing machine:	
Conducteur — Operator	2.72
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.54
Classe B — Class B	2.22
Plieuse-enrubaneuse — Folding and taping machine:	
Conducteur — Operator	2.72
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.22
Rubaneuse semi-automatique — Semi-automatic taping machine:	
Conducteur — Operator — Class A — Classe A	2.55
Classe B — Class B	2.22
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.17
Pliage de boîtes — Box folding:	
Plieur — Folder	2.17

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux* / *Minimum wage rates*
Rubaneuse à la main — Hand taping machine:	
Conducteur — Operator	$2.17
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folding and stitching machine:	
Piqueur — Operator	2.68
Margeur — Feeder — Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.17
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector:	
Classe A — Class A	2.45
Classe B — Class B	2.22
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:	
Piquer — Operator — Classe A — Class A	2.50
Classe B — Class B	2.22
Machine à piquer à la main — Manual stitching machine:	
Piquer — Operator — Classe A — Class A	2.50
Classe B — Class B	2.22
Scie à ruban — Band saw:	
Scieur — Operator	2.45
Coucheuse à nappe — Curtain coater:	
Conducteur — Operator	2.69
Ramasseur — Tailer	2.45
Machine à laminer, teindre et imprimer — Printing, tinting and laminating machine:	
Conducteur — Operator	2.74
Aide — Helper	2.50
Attacheuse automatique de courroie métallique — Automatic steel-strapping machine:	
Conducteur — Operator	2.64
Presse automatique à découper — Automatic die press cutting machine:	
Mécanicien — Operator	2.72
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	2.45
Presse à platine à découper margée à la main — Platen die press cutting machine (hand fed):	
Conducteur — Operator	2.69
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper	2.45
Bobineuse et copeuse (simple face) — Rewinding and cutting machine (single face):	
Conducteur — Operator — Classe A — Class A	2.59
Classe B — Class B	2.22
Ramasseur — Tailer — Classe A — Class A	2.54
Classe B — Class B	2.17
Paraffineuse — Waxing machine:	
Conducteur — Operator	2.54
Empaquetage et ficelage — Bundling and tying:	
Ficeleur — Tier — Classe A — Class A	2.50
Classe B — Class B	2.17
Matières adhésives — Adhesive unit:	
Préposé à la colle — Operator	2.60
Presse à balles — Waste-bailing press:	
Conducteur — Operator	2.55
Aide — Helper	2.50
Manutention de rouleaux — Roll handling:	
Chef manutentionnaire — Chief roll handler	2.60
Manutention motorisée — Power roll handling:	
Conducteur — Operator	2.60
Manutentionnaire — Roll handler	2.50

Classification des emplois — Job classification:	*Taux de salaires minimaux* / *Minimum wage rates*
Manutention — Handling:	
Conducteur de chariot élévateur-automoteur — Power lift-truck operator	$2.60
Machines non classées — Unclassified machines:	
Conducteur — Operator	2.59
Margeur — Feeder — Classe A — Class A	2.39
Classe B — Class B	2.17
Expédition — Shipping department:	
Expéditeur — Shipper	2.74
Aide-expéditeur — Assistant shipper	2.64
Vérificateur — Checker	2.54
Conducteur de camion à remorque — Trailer truck driver	2.69
Conducteur de camion — Truck driver	2.64
Aide — Helper	2.48
Entretien — Maintenance:	
Homme de métier — Tradesman	2.84
Mécanicien — Mechanic	2.84
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper	2.65
Huileur — Oiler	2.59
Concierge — Janitor	2.47
Chaufferie — Boiler room:	
Conducteur mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:	
2e classe — 2nd class	3.04
3e classe — 3rd class	2.87
4e classe — 4th class	2.77
Travaux divers: l'échelle deubase de salaire pour les travaux divers est la suivante: — Miscellaneous work : the basic scale for general work is as follows:	
Aide tous travaux — General helper — Classe A — Class A	2.39
Classe B — Class B	2.13

Définition classe A:
Travail généralement lourd, impliquant la manutention de grandes boîtes.
Définition classe B:
Travail généralement léger quant aux dimensions et à la pesanteur du matériel manipulé. »

4° Le sous-paragraphe *c*) du paragraphe 7.02 de l'article VII (*Congé payé annuel*) est remplacé par le suivant:

7.02. *c*) S'il a au moins dix (10) ans de service continu pour le même employeur, à un congé dont la durée est de trois (3) semaines. »

5° Le paragraphe 7.03 de l'article VII est remplacé par le suivant:

« 7.03 *Indemnité de congé payé:*
L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, s'il a moins de dix (10) ans de service et à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la même

Class A *(Definition):*
Heavy work involving the handling of large boxes.

Class B *(Definition):*
Light work, as regards the size and weight of materials handled."

4. Paragraph (*c*) of subsection 7.02 of Section VII (*Annual vacation with pay*) is deleted and replaced by the following:

"7.02 (*c*) To three (3) weeks vacation with pay, if he has completed ten (10) or more years continuous service with the same employer."

5. Subsection 7.03 of Section VII is replaced by the following:

"7.03 *Vacation pay:*
Vacation pay equals four percent (4%) of the employee's total earnings during the qualifying period, if the said employee has completed less than ten (10) years' service, and equals six percent (6%) of the employee's

période, s'il a au moins dix (10) ans de service pour le même employeur. »

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45525-o

total earnings during the qualifying period, if the employee has completed ten (10) or more years' service with the same employer."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45525-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 963-72

Québec, le 28 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du règlement de prélèvement de huit (8) Comités paritaires régissant diverses industries dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés, aux mêmes taux et conditions, jusqu'au 30 juin 1972;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 943 du 11 mars 1970, relativement au Comité paritaire de l'automobile de la région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3723 du 27 octobre 1971, relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (1971);

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 401 du 4 février 1970, relativement au Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3931 du 10 décembre 1969, relativement au Comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1811 du 17 juin 1969, relativement au Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2026 du 10 juillet 1969, relativement à la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 633 du 18 février 1970, relativement au Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1226 du 18 mars 1970, relativement au Comité paritaire de l'industrie du Verre du district de Québec.

45525-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 963-72

Québec, March 28, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the levy regulation of eight (8) Parity Committees governing diverse industries in the province.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulations of the parity commitees hereafter mentioned be extended at the same rates and on the same conditions until June 30, 1972;

Regulation approved by Order in Council number 943 of March 11, 1970, respecting the Automobile Parity Committee, Québec Région;

Regulation approved by Order in Council number 3723 of October 27, 1971, respecting the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships (1971);

Regulation approved by Order in Council number 401 of February 4,1970, respecting the "Comité paritaire de l'entretien d'édifices publics, région de Québec";

Regulation approved by Order in Council number 3931 of December 10, 1969, respecting the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and District.

Regulation approved by Order in Council number 1811 of June 17, 1969, respecting the Parity Committee of the Metal Trades of the Québec district;

Regulation approved by Order in Council number 2026 of July 10, 1969, respecting the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec;

Regulation approved by Order in Council number 633 of February 18, 1970, respecting the Tanneries and Curriers Joint Committee of the Province of Québec.

Regulation approved by Order in Council number 1226 of March 18, 1970, respecting the Parity Committee of the Glass Industry, district of Québec.

45525-o

Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

Department (s) Labour and Manpower

Avis de modification

Construction — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la province de Québec rendue obligatoire par le décret numéro 4599 du 16 décembre 1970 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Le paragraphe 20.02 sera remplacé par le suivant:

« 20.02 *Indemnités particulières aux lignes de transport et de distribution d'énergie électrique:*

1 — *Intempéries:* Si, par suite d'intempéries, le travail, est arrêté au cours des heures normales de travail, les salariés affectés à des travaux sur les lignes de transport et de distribution d'énergie électrique doivent recevoir une rémunération égale à trois (3) heures (intempéries) *plus une (1) heure (présentation au travail)* au taux de salaire effectif. Ils doivent rester à la disposition de l'employeur durant cette même période et exécuter tous travaux connexes à leur travail.

2 — *Travail contremandé:*

a) Salariés logeant hors des camps de l'employeur: Si le travail est contremandé avant le début des heures normales de travail, les salariés qui se sont présentés au travail avant d'avoir été avisés que le travail était contremandé, doivent recevoir une rémunération égale à *une (1) heure pour la présentation au travail* en plus d'une rémunération égale à deux (2) heures au taux de salaire effectif.

b) Salariés logeant dans les camps de l'employeur: Lorsque le travail est contremandé avant la présentation au travail, le salarié reçoit une rémunération égale à deux (2) heures de salaire au taux de salaire effectif.

3 — *Présentation au travail:*

a) Salariés logeant hors des camps de l'employeur: La présentation du salarié au point de rencontre accessible par automobile de promenade ou par un transport similaire (petit camion) le plus près possible du chantier tel que déterminé par l'employeur constitue la présentation au travail.

Le temps de déplacement aller et retour du point de rencontre jusqu'à la ligne de transport d'énergie électrique constitue du temps de transport qui doit être rémunéré au taux de salaire effectif.

Notice of Amendment

Construction — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the Province of Québec rendered obligatory by Decree No. 4599 of December 16, 1970 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. Paragraph 20.02 shall be replaced by the following:

"20.02 *Special pay for electrical power transmission and distribution line work:*

1 — *Bad weather:* If bad weather interrupts work during standard working hours, employees working on electrical power transmission and distribution lines shall be paid for three (3) hours of work (bad weather), *plus one (1) hour of work (show up pay)* at straight time. They shall remain at the employer's disposal during such time and shall perform all duties related to their work.

2 — *Work cancelled:*

(*a*) *Employees lodging outside the employer's camps*: If work is called off before the beginning of standard working hours, employees who reported in for work, before having been advised that work had been called off, shall be paid in amount equal to *one (1) hour's work* (*show-up pay*), plus a remuneration equal to two (2) hour's of work at straight time.

(*b*) *Employees lodging in the employer's camps*: If work is called off before the employee presents himself for work, the employee shall receive a remuneration equal to two (2) hour's work at straight time.

3 — *Show-up for work:*

(*a*) *Employees lodging outside the employer's camps*: The presence of an employee at a place determined by the employer, and as close as possible to the construction site, and accessible by car or by similar means of transportation such as a pick-up truck, constitutes showing up for work.

Travelling time (round trip) from the said meeting place to the electrical power transmission line constitutes travelling time for which employees shall be remunerated at straight time.

b) Salariés logeant dans les camps de l'employeur: La présentation du salarié au véhicule de transport déterminé par l'employeur sur le site du camp où loge ledit salarié constitue la présentation au travail.

4 — *Rémunération pour présentation au travail:* Tout employeur doit payer à chaque salarié, sauf au conducteur de camion de ligne, une indemnité égale à une (1) heure de travail par jour de travail prévu en plus de la rémunération pour les heures effectivement travaillées, pour autant que ce dernier se présente au travail pour chaque jour de travail prévu. *Cependant, la rémunération accordée pour le temps de transport et celle qui est accordée pour la présentation au travail ne peuvent être cumulatives; seule s'applique la plus avantageuse des deux pour le salarié.* »

2° Le sous-paragraphe 1 du paragraphe 22.03 sera remplacé par le suivant:

« 22.03 *Heures normales de travail (particulières):*

1 — *a) Voirie, postes de transformation, réseaux de communication:* Quant aux travaux de voirie, postes de transformation et réseaux de communication à l'unité, les heures de travail sont réputées commencer et se terminer au lieu de travail. Le matin, du point de rencontre accessible par automobile de promenade ou d'un transport similaire (petit camion) le plus près possible du chantier tel que déterminé par l'employeur ainsi que le retour le soir à ce même point de rencontre, le temps de transport des salariés sera rémunéré à taux simple et le véhicule de transport s'il y a lieu sera fourni par l'employeur. Cependant, les sous-paragraphes 20.02-4 et 22.03-1 ne peuvent s'appliquer simultanément pour un même salarié. Seul s'applique le plus avantageux des deux pour le salarié.

b) Lignes de transport d'énergie électrique:

Début des heures de travail: Les heures de travail du salarié débutent sur le site des travaux à sa descente du véhicule de transport fourni par l'employeur et elles se terminent sur le site des travaux à sa montée dans le véhicule de transport fourni par l'employeur.

c) Les heures de transport effectuées sur les lignes de transport d'énergie électrique durant les heures normales de travail deviennent, pour fins de rémunération, des heures effectivement travaillées. »

3° Le sous-paragraphe 8, du paragraphe 22.03 sera remplacé par le suivant:

« 8 — *Lignes de transport d'énergie électrique:* Pour tout salarié affecté à la construction, à la réparation et à l'entretien des lignes de transport d'énergie électrique et des postes de transformation, les heures normales de travail s'établissent de la façon suivante:

a) du 1er avril au 31 octobre inclusivement, la durée maximale de la semaine normale de travail du salarié payé à l'heure est de cinquante (50) heures et la durée maximale de la journée normale de travail dudit salarié est de dix (10) heures étalées entre sept (7) heures et dix-huit (18) heures du lundi au vendredi.

(b) Employees lodging in the employer's camps: The presence of the employee at the transportation vehicle selected by the employer, on the camp site where the said employee is lodging, constitutes showing up for work.

4 — *Show-up pay*: Besides payment for hours actually worked, every employer shall pay every employee one hour's work for each scheduled working day. This does not apply to line truck drivers. *However, the remuneration given for travelling time and that given for showing up for work shall not be cumulative; only the most advantageous of the two for the employee applies.*"

2. Sub-paragraph 1 of paragraph 22.03 shall be replaced by the following:

"22.03 *Standard working hours (special cases):*

1 — *(a) Road building, transformer stations, communication networks*: As to road building, transformer stations, and communication network work, hours of work are deemed to begin and end on the job site. The employer shall determine a meeting place which is nearest the job site and can be reached by automobile or similar means of transportation such as a pick-up truck. Travelling time from such point in the morning and return thereto in the evening shall be paid at straight time, and the employer, if need be, shall supply the means of transportation both ways. However, sub-paragraphs 20.02-4 and 22.03-1 shall not be simultaneously applied for the same employee. Only the most advantageous for the employee shall apply.

(b) Electric power transmission lines:

Beginning of standard working hours: Standard working hours for the employee begin on the job site at the moment the employee leaves the vehicle provided by the employer and they end on the job site when the employee leaves in the vehicle provided by the employer.

(c) The transportation time used on electric power transmission lines during standard working hours become, for remunerative purposes, hours worked."

3. Sub-paragraph 8 of paragraph 22.03 shall be replaced by the following:

"8 — *Electric power transmission lines:* For all employees assigned to the construction, repair, maintenance of electric power transmission lines and transformer stations, standard hours of work are scheduled as follows:

(a) from April 1st through October 31st: standard hours of work for hourly-paid employees shall not exceed fifty (50) a week and ten (10) a day, scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through (Friday).

b) du 1er novembre au 31 mars inclusivement, la durée maximale de la semaine de travail du salarié payé à l'heure est de quarante-cinq (45) heures et la durée maximale de la journée de travail dudit salarié est de neuf (9) heures étalés entre sept (7) heures et dix-sept (17) heures du lundi au vendredi.

c) *Journée normale de travail et de transport:* Entre le 1er avril et le 31 octobre inclusivement, la journée normale de travail, incluant le transport, est de treize (13) heures. Entre le 1er novembre et le 31 mars inclusivement, la journée normale de travail, incluant le transport, est de douze (12) heures.

d) *Heures de départ du point de présentation au travail:* À moins d'entente entre les parties, le départ du point de présentation au travail ne peut avoir lieu avant 06.00 heures, entre le 1er avril et le 31 octobre inclusivement. Entre le 1er novembre et le 31 mars inclusivement, ce départ ne peut avoir lieu avant 06.30 heures. Le comité paritaire doit être avisé sans délai de telle entente entre les parties. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 15 avril 1972
45525-o

(*b*) from November 1st through March 31st: standard hours of work for hourly-paid employees shall not exceed forty-five (45) a week and nine (9) a day, scheduled between 7:00 a.m. and 5:00 p.m., Monday through Friday.

(*c*) *Standard workday and transportation*: Between April 1st and October 31st inclusively, the standard workday including transportation is thirteen (13) hours. Between November 1st and March 31st inclusively, the standard workday including transportation is twelve (12) hours.

(*d*) *Departure times from show-up point*: Unless otherwise agreed upon by the parties, departure from the show-up point shall not take place before 06:00 hours between April 1st and October 31st inclusively. Between November 1st and March 31st inclusively, departure time shall not take place before 06:30 hours. The Parity Committee shall be advised without delay of such agreement between the parties."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.R.I.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 15, 1972
45525-o

Avis de modification

Boîtes de carton — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Notice of Amendment

Paper boxes — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the manufacturing of Paper Boxes, rendered obligatory by Decree No. 1884 of November 12, 1947 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

Remplacer le paragraphe *b*) (*Champ d'application professionnel*) de l'article I par le suivant:

« *b*) *Champ d'application professionnel:*

Le présent décret vise tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le présent décret.

Le travail visé par le présent décret comprend celui de toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations principales, accessoires ou connexes à la fabrication des boîtes communément connues sous les noms de boîtes rigides, pliantes, semi-rigides ou de métal, faites en partie ou en totalité de papier, de la fibre, de bois, de carton ou de matériaux synthétiques; et d'autres articles tels que boîtes, plateaux de carton (trays), cartes d'annonce (displays), insertions, bases et cartes cloches (blisters), fait en partie ou en totalité de papier, de matériaux imitant le bois, de matériaux synthétiques tels que styrène, polyéthilène, acétate, vinyl, etc.

Ce travail comprend aussi la fabrication de toutes boîtes à base de pâte, de carton ou de papier non ondulé, sans égard à la couverture extérieure; il comprend aussi la fabrication des boîtes de métal lorsque ces dernières sont recouvertes avec n'importe quelle sorte de papier, d'étoffes, de cuirette ou de matériaux plastiques; ainsi que le découpage de blancs ou de bandes de papier ou de plateaux en carton (trays), d'insertions de toutes sortes, de divisions, de postiches et de cartes supports pour chemises.

Il importe peu que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou qu'elles constituent l'activité secondaire ou complémentaire de tout autre commerce ou occupation, et que lesdits articles soient fabriqués aux fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le fromage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans le champ d'application professionnel du présent décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton ondulé. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*,

Subsection (*b*) (*Professional scope*) of section I shall be replaced by the following:

"(*b*) *Professional scope*:

The present decree governs any of the work of the same nature or kind as that contemplated by the present decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing one or many of the main operations related to, or connected with the manufacturing of boxes, commonly known as, set up, folding, and semi-set up or metal boxes, partly made or completely made of paper, fiber, wood or cardboard or synthetic materials; and all other articles such as, boxes, paper trays, displays, inserts, bases and blisters, made in part or entirely of paper, wood imitation materials, synthetic materials such as; styrene, polyethylene, acetate, vinyl, etc.

This work also covers all boxes made of pulp or of uncorrugated cardboard or paper, regardless of exterior covering; it also covers the manufacture of metal boxes when said boxes are covered with any type of paper, fabrics, leatherette, or plastic materials, as well as the manufacturing of die cut blanks, strips or trays, inserts of all kinds, divisions, dummies and shirt cards.

It is of no importance whether the said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise, and whether the said boxes are manufactured for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

Without limiting the generality of the preceding paragraph, the forming and assembling of these boxes are operations comprised in the professional scope of the present decree.

However, the present decree does not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable

l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 15 avril 1972
45525-o

Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 15, 1972
45525-o

Avis de modification de statuts

Carton ondulé — Province

Le Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le Chapitre 49, S.Q. 1969), que les statuts du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton ondulé de Québec, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3192 du 2 septembre 1970 ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 961-72 du 28 mars 1972.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 28 mars 1972
45525-o

Notice of Amendment of Constitution

Corrugated Cardboard — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143, amended by R.S.Q. 1969, chapter 49), the Minister of Labour and Manpower, the Honourable Jean Cournoyer, hereby gives notice that the constitution of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of the Province of Québec already approved by Order in Council number 3192 of September 2, 1970 has been amended by Order in Council number 961-72 of March 28, 1972.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, March 28, 1972.
45525-o

Industrie et Commerce

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

VU la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4,1 région s'étendant de pointe Laval jusqu'à pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval);
ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À CES CAUSES et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

Québec, le 15 mars 1972,
45526-o

LR-470

Industry and Commerce

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-4.1 the area extending from Laval Point to Orient Point (in line with the Laval River Bridge);
are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their *raw state.*

THEREFORE, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and to permit whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

Québec, March 15, 1972.
45526-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que par l'arrêté en conseil numéro 3709 adopté le 27 octobre 1971, le lieutenant-gouvernor en conseil a ordonné qu'une proclamation soit émise fixant au 1er mai 1972 l'entrée en vigueur des articles 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 à 42, 50, 51, 66, 73 et 120 de la Loi de la protection du consommateur;

ATTENDU que cette date est trop rapprochée pour permettre aux commerçants de se plier à temps aux exigences qui leur sont imposées par les règlements adoptés en vertu de cette loi;

ATTENDU qu'il est opportun d'émettre une nouvelle proclamation retardant au 1er juillet 1972 l'entrée en vigueur des articles susmentionnés de la Loi de la protection du consommateur;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 652-72, en date du 1er mars 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la proclamation émise en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3709 du 27 octobre 1971, fixant au 1er mai 1972 l'entrée en vigueur des articles 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 à 42, 50, 51, 66, 73 et 120 de la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971), soit rescindée, et que l'entrée en vigueur de ces articles soit fixée au 1er jüillet 1972.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec,

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce premier

Proclamation

Canada,
Province of
Québec,
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, by Order in Council number 3709 adopted on October 27, 1971, the Lieutenant-Governor in Council has ordered that a proclamation be issued fixing May 1st, 1972 as the date of the coming into force of sections 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 to 42, 50, 51, 66, 73 and 120 of the Consumer Protection Act;

WHEREAS this date is too close to allow merchants to comply in good time with the requirements imposed on them by the regulations adopted pursuant to this Act;

WHEREAS it is expedient to issue a new proclamation postponing to July 1st, 1972 the coming into force of the aforementioned sections of the Consumer Protection Act;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 652-72, dated March 1st, 1972, We have decreed and ordered and do, hereby, decree and order that the proclamation issued pursuant to Order in Council number 3709 dated October 27, 1971, fixing May 1st, 1972 as the date of the coming into force of sections 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 to 42, 50, 51, 66, 73 and 120 of the Consumer Protection Act (Bill 45 of 1971), be repealed, and the Coming into force of these sections be set for July 1st, 1972.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordngly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this first day of

jour de mars en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne le vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 184
45419-o

March in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 184
45419-o

INDEX No 15

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

534 — Développement de la région de la Baie James (Bill 50, 1971) exemption de droits de coupe en faveur de la Ville de Chibougamau ... 3401
534 — James Bay Region Development Act (Bill 50, 1971) exemption from stumpage dues granted to the town of Chibougamau ... 3401
534 — Exemption de droits de coupe en faveur de la Ville de Chibougamau ... 3401
534 — Exemption from stumpage dues granted to the town of Chibougamau ... 3401
846 — Régie des rentes du Québec ... 3402
846 — Québec Pension Board ... 3402
849 — Conservation de la Faune, division de la province, pour les fins de la chasse, en vingt-trois zones (*amendement à l'arrêté en conseil numéro 1478 du 27 avril 1971*) ... 3405
849 — Wild-life Conservation Act, division of the Province into twenty-three zones for hunting purposes (*Amendment to Order in Council No. 1478 dated April 27, 1971*) ... 3405
850 — Conservation de la Faune, réserve de chasse et de pêche de Pontiac ... 3410
850 — Réserve de chasse et de pêche de Pontiac ... 3410
850 — Wild-life Conservation Act, Pontiac Fish and Game Reserve ... 3410
850 — Fish and Game Reserve of Pontiac ... 3410
922 — Conservation de la Faune, concernant l'orignal, le chevreuil, le caribou, l'ours américain (noir), l'ours polaire et le boeuf musqué ... 3411
922 — Orignal, le chevreuil, le caribou, l'ours américain (noir), l'ours polaire et le boeuf musqué ... 3411
922 — Wild-life Conservation Act, concerning moose, deer, caribou, American black bear, polar bear and musk oxen ... 3411
922 — Moose, deer, caribou, American black bear, polar bear and musk oxen ... 3411
923 — Conservation de la Faune, concernant la chasse du lièvre ... 3414
923 — Chasse du lièvre ... 3414
923 — Wild-life Conservation Act, concerning the hunting of hares ... 3414
923 — Hunting of hares ... 3414
924 — Conservation de la Faune, concernant la limite de prise saisonnière de l'orignal, du caribou, du chevreuil et de l'ours américain (noir) ... 3415
924 — Limite de prise saisonnière de l'orignal, du caribou, du chevreuil et de l'ours américain (noir) ... 3415
924 — Wild-life Conservation Act, concerning the seasonal maximum bag of moose, caribou, deer and American black bear ... 3415
924 — Seasonal maximum bag of moose, caribou, deer and American black bear ... 3415
962 — Boîtes de carton ondulé, Province ... 3416
962 — Corrugated Paper Boxes, Province ... 3416
963 — Automobile, région de Québec (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Automobile, Québec region (*Extension of the levy regulation*) ... 3421
963 — Automobile, Cantons de l'Est (1971) (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Automobile, Eastern Townships (1971) (*Extension of the levy regulation*) ... 3421
963 — Entretien d'édifices publics, région de Québec (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Maintenance of public buildings, Québec region (*Extension of the levy regulation*) ... 3421
963 — Arts graphiques, Québec et district (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Graphics Arts, Québec and district (*Extension of the levy regulation*) ... 3421
963 — Métallurgie, région de Québec (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Metal Trades, Québec region (*Extension of the levy regulation*) ... 3421
963 — Tanneries et corroieries, Province (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Tanneries and Curriers, Province (*Extension of the levy regulation*) ... 3421
963 — Verre, district de Québec (*prolongation du règlement de prélèvement*) ... 3421
963 — Glass, district of Québec (*Extension of the levy regulation*) ... 3421

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Industrie et commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages 3426
Notice respecting Shellfishing 3426

Travail et de la Main-d'oeuvre *Labour and Manpower*

Boîtes de carton, Province (*Mod.*) 3424
Carton ondulé, Province (*Mod.*) 3426
Construction, Province (*Mod.-Amend.*) 3422
Corrugated Paper Box, Province (*Amend.*) ... 3426
Paper Boxes, Province (*Amend.*) 3424

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Consumer Protection Act, (Bill 45, 1971) coming into force of sections 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 to 42, 50, 51, 66, 73 and 120 on July 1st, 1972. 3427
Protection du consommateur (Bill 45 de 1971) entrée en vigueur des articles 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 24 à 42, 50, 51, 66, 73 et 120 de la Loi le 1 juillet 1972 3427

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 3401

ASSEMBLÉE 3378

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES 3359

AVIS DIVERS 3351

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT 3351

CHANGEMENT DE NOM 3360

COMPAGNIES:
- Demandes d'abandon de charte 3352
- Dissoutes 3349
- Divers 3362
- Lettres patentes 3290
- Sièges sociaux 3365

CIES ÉTRANGÈRES 3358

DEMANDES A LA LÉGISLATURE 3374

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 3372
- Industrie et Commerce 3426
- Institutions financières 3375
- Terres et forêts 3381
- Travail et main-d'oeuvre 3422

PROCLAMATIONS 3382-3426

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES 3379

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC 3376

SOUMISSIONS 3384

SYNDICATS PROFESSIONNELS 3377

VENTES PAR SHÉRIFS 3392

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE 3374

CHANGE OF NAME ACT 3360

COMPANIES ACT:
- Applications for surrender of charter 3352
- Dissolved 3349
- Head Offices 3365
- Letters patent 3390
- Miscellaneous 3362

COMPANIES INFORMATION ACT 3379

COOPERATIVES ASSOCIATIONS 3359

DEPARTMENTS:
- Financial Institutions 3375
- Industry and Commerce 3426
- Labour and Manpower 3422
- Lands and Forests 3381
- Municipal Affairs 3372

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES 3358

MEETING 3378

MISCELLANEOUS NOTICES 3351

ORDERS IN COUNCIL 3401

PROCLAMATIONS 3382-3427

PROFESSIONAL SYNDICATES 3377

QUÉBEC HOUSING CORPORATION 3376

SALES BY SHERIFFS 3392

SAVINGS AND CREDIT UNION 3351

TENDERS 3384

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

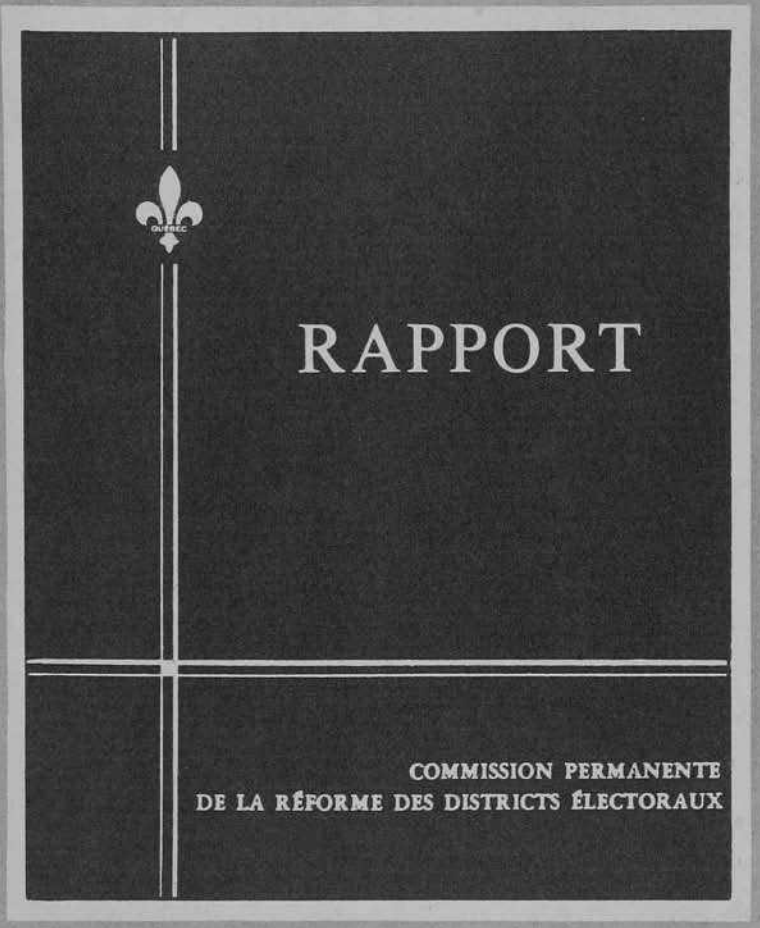
l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.



ASSEMBLÉE NATIONALE

A 678 – Rapport de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux.

(Qué. mars 1972, 226 p., relié. **$10.00**

Comprend :

1 Atlas des districts électoraux projetés (31 cartes 11½" x 16" munies d'un transparent superposable).

1 Glossaire.

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest